

Mémoire de troisième année d'I.E.P. de Bordeaux

1998

***LA CONSTRUCTION EUROPEENNE:
UNE OCCASION POUR LA CONSTITUTION
D'UN CAPITALISME ETHIQUE***

Sous la direction de M. Edwin Le Héron

Nicolas Piau

"Ceux-là sont mes ennemis qui veulent renverser, et non pas créer eux mêmes".

NIETZSCHE

"Le pouvoir donne ses chances à l'impossible".

CAMUS

"Trois thèmes majeurs nous conduisent dans nos interrogations: l'éminente dignité de la personne humaine; l'accès à l'économie par la voie sociale; la recherche du bien commun des personnes affirmant la suprématie des valeurs personnelles sur les valeurs collectives".

A. BARRERE

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer mes remerciements à Monsieur Le Héron pour l'intérêt qu'il a manifesté dès la première heure à l'égard de ce travail. Sans son soutien et son aide, ce mémoire n'aurait pas vu le jour.

Je souhaite également exprimer ma gratitude au professeur Falise pour l'accueil qu'il m'a réservé lors de notre rencontre, les conseils qu'il m'a prodigués, et les documents qu'il m'a fournis.

Je remercie Monsieur Caracostas, conseiller à la direction générale à la Commission Européenne, d'avoir attiré mon attention sur certaines références bibliographiques, et d'avoir attiré mon attention sur quelques difficultés de méthode.

Les encouragements de Monsieur Livio, en tant que représentant de la société civile, m'ont été très précieux dans la réalisation de ce projet et je souhaite lui exprimer ma gratitude.

Je suis reconnaissant à Monsieur Berthelot, titulaire de la chaire Jean Monnet d'intégration économique européenne à l'INP de Toulouse, à qui j'exprime mes remerciements pour l'entretien qu'il m'a accordé et les documents qu'il a mis à ma disposition.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....p. 6

PREMIERE PARTIE: ESQUISSE D'ELABORATION DU CAPITALISME

ETHIQUE.....p. 10

Chapitre I: Le capitalisme, une conception idéologique de l'économie.....p. 11

- A) La puissance de la pensée d'Adam Smithp. 11
- B) Le système libéral, un système fondé sur la liberté?.....p. 14
- C) Le progrès technique, postulat nécessaire.....p. 16
- D) De la réfutation du capitalisme sauvage à l'avènement du capitalisme gestionnaire.....p. 20

Chapitre II: L'éthique, une nécessité et une démarche.....p. 29

- A) L'acception retenue de l'éthique et ses fondements philosophiques
..... p. 29
- B) Ethique et réalité, la difficile rencontre.....p. 35

Chapitre III: Ce que pourrait être le capitalisme éthique.....p. 42

- A) Le capitalisme éthique: condition nécessaire de l'épanouissement individuelp. 43
- B) Le capitalisme éthique: la responsabilité en économie..... p. 50
- C) Dans un contexte de mondialisation: de la gestion au développement
.....p. 58

DEUXIEME PARTIE: UNE NOUVELLE APPROCHE DU TRAVAIL EST

L'ENJEU IMMEDIAT DU CAPITALISME ETHIQUE.....p. 66

Chapitre I: Le travail, valeur cardinale de nos sociétés?.....p. 67

- A) La "mythologie travailliste".....p. 67
- B) Travail et salaire, récompense ou compensation?.....p. 72
- C) Le travail dans un contexte de mondialisation et de chômage de masse
.....p.78

Chapitre II: La "fin du travail" ou "l'enjeu des changements".....p. 84

- A) Le travail, une notion à reconsidérer.....p. 85
- B) Passer de la réalité statistique du travail à la réalité humaine.....p. 93
- C) Une nouvelle conception du travail pour un nouveau capitalisme
.....p. 98

TROISIEME PARTIE: LA CONSTRUCTION EUROPEENNE, UNE

OCCASION UNIQUE.....p. 109

Chapitre I: La lutte contre le chômage et la précarité: l'enjeu de la légitimité

.....p. 110

- A) La nécessité de coordination des politiques européennes au service de l'emploi.....p. 110
- B) Chômage zéro, précarité zéro, une utopie européenne?.....p. 118

Chapitre II: L'Europe devrait profiter de sa construction pour adopter une nouvelle méthode.....	p. 125
A) L'Europe: la cristallisation des aspirations.....	p. 125
B) L'Europe: l'élaboration d'une nouvelle méthode.....	p. 132
CONCLUSION.....	p. 142
BIBLIOGRAPHIE.....	p. 144

INTRODUCTION

Ce mémoire a fourni l'occasion de donner libre cours à un engagement né il y a près de trois ans. Cet engagement s'est appuyé sur un sentiment de révolte face au constat de certaines situations. Il est né avec le mouvement de novembre - décembre 1995 et la rencontre de personnes exclues qui soudain espéraient que leur détresse allait être reconnue, or ce mouvement s'est affaibli avec l'approche des fêtes de Noël. Cette expérience, associée à d'autres qui ont suivi, a été renforcée par des lectures qui ont forgé l'aspect théorique de cet engagement, canalisant les éventuels débordements de la révolte passionnelle. A l'origine de ce mémoire il y a le constat simple de l'injustice et de l'iniquité qui se développent dans nos sociétés modernes, ainsi qu'entre les pays. En aucun cas ce n'est un écrit désabusé, bien au contraire. Il se voudrait l'expression d'une première prise de conscience, et d'une conviction que les choses peuvent changer si le courage est là. En cela, il apparaîtra nécessairement quelque peu idéaliste. Mais n'est-ce pas aussi par manque d'idéaux que l'esprit se sclérose? Les convictions qui guident ce mémoire lui confèrent aussi une dimension idéologique, qui est peut être fondamentale pour explorer de nouvelles voies. L'idéologie, personnelle, oriente la réflexion, mais n'interdit absolument pas l'analyse critique. Au contraire, c'est en recourant en permanence à cet examen qu'une idéologie peut évoluer, et intégrer de nouveaux éléments. Ce sont ces convictions et la tentative d'analyse la plus fine possible qui ont conduit à la formation du terme capitalisme éthique.

Ce terme suscite beaucoup de réticences, l'association du capitalisme et de l'éthique semblant par trop paradoxale, voire hors de propos. En effet, nombreux sont ceux qui estiment que capitalisme et éthique sont incompatibles, tandis que d'autres rejettent la question en refusant de soumettre le capitalisme, ou plutôt l'économie contemporaine à l'examen éthique. Ce sont ces réticences qui ont déterminé la démarche que suit ce mémoire. La répulsion instinctive que procure l'association de ces deux mots nécessitait l'analyse des deux termes afin de déterminer s'il existait véritablement une incompatibilité radicale. Une définition et une analyse du capitalisme moderne s'imposait donc, même s'il est évident que celle-ci ne peut être que partielle. Il fallait déterminer quelques grandes composantes qui puissent être soumises à un examen éthique. On pourrait aussi se demander pourquoi l'engagement mentionné plus haut conduit à l'utilisation du capitalisme et non à la recherche d'un autre système économique. D'abord parce que le capitalisme demeure un mode de production intéressant, et ensuite par souci de pragmatisme, parce que le capitalisme est aujourd'hui l'économie politique dominante. Remettre en cause le fondement capitaliste de l'économie heurterait la conviction de trop de personnes, et nuirait donc à toute tentative de réforme. Quant à l'examen éthique, il traduit bien

évidemment des convictions spécifiques, et ne prétend pas être la norme de l'examen éthique. Les auteurs sur lesquels s'appuient ces analyses se sont tous illustrés par la distance critique qu'il gardait à l'égard des évidences que la société voulait faire passer comme telles.

A ce propos une précision s'impose ici. La démarche éthique retenue repose largement sur le concept de "Volonté de Puissance" de Nietzsche. L'occurrence de ce concept risque de surprendre tant il est connoté et dévoyé de sa signification première. Ainsi que le souligne Dominique Colas dans le chapitre consacré à Nietzsche dans *la Pensée politique*, c'est le montage des fragments posthumes montés par sa sœur sous le titre de *Volonté de Puissance* qui a porté préjudice au concept. Pour D. Colas, "son usage par le régime nazi tend à lui imposer une grille de lecture. Mais c'est faire trop d'honneur à n'importe quel vociférateur de brasserie antisémite que de le qualifier de nietzschéen"¹. Si nous en faisons un concept central de la démarche éthique retenue, c'est que la "volonté de puissance" peut permettre de remédier à l'individualisme destructeur de nos sociétés. Il permettra en outre d'édifier un premier pont entre le capitalisme et l'éthique. Enfin, Nietzsche est une figure emblématique de la remise en cause des évidences ce qui, dans un contexte où une orthodoxie économique tend à tout simplifier, est salvateur.

Ceci constitue d'ailleurs un autre point de la ligne éthique retenue, puisqu'elle se caractérise par l'hétérodoxie de l'ensemble de ces auteurs. Nous avons évoqué Nietzsche, mais la vie de Spinoza traduit aussi un engagement en perpétuel porte-à-faux avec la ligne orthodoxe de son époque, puisqu'il a été mis à l'index par la communauté juive pour athéisme, bien qu'il s'en soit toujours défendu. Autre élément encore de la démarche retenue: le terme "éthique", qui recoupe de nombreuses acceptions et ne manque pas de susciter de nombreuses critiques. La confusion avec la Morale, ou la réduction à la notion de déontologie imposait aussi la tentative d'intégration de plusieurs conceptions éthiques a priori étrangères afin de vérifier si elles défendaient des valeurs communes. De même qu'il faut montrer que le capitalisme et l'éthique ne sont pas incompatibles, il convient de mettre en lumière la pluralité des éthiques et de montrer que cette diversité permet de construire une éthique plus ouverte. Ce qui sous-tend toutes les orientations éthiques retenues pour élaborer la démarche commune est la volonté de rupture avec un état de fait injuste, la conscience d'un changement nécessaire dans un cadre extrêmement orthodoxe.

Cette volonté de rupture introduit une limite fondamentale à ce mémoire. Remettre en question le capitalisme, ses fondements et ses implications nécessiterait un champ d'étude incomparablement plus vaste que celui qui est abordé ici. L'étude est donc nécessairement parcellaire, sans être nécessairement dénuée d'objectivité. Des limites inhérentes aux convictions sous-jacentes, ainsi qu'à la méthode se font jour. Par exemple, l'angle du travail a

¹ D. Colas *La Pensée politique* p. 555

été privilégié pour servir d'illustration, parce que le chômage et la précarité sont les préoccupations les plus significatives des individus. Cependant, le capitalisme éthique aurait tout à fait pu être abordé sous l'angle de l'environnement, qui est un des enjeux primordial de la période à venir: produire en polluant moins, préserver les écosystèmes, protéger la biodiversité etc.. sont autant de thèmes liés à une pratique différente de l'économie qui ne seront que mentionner dans ce mémoire. L'importance des services publics aurait tout aussi bien pu servir le propos.

Le temps et le format ont également posé des limites à la recherche. Il est évident que les termes de l'analyse mériteraient un plus ample approfondissement. De nombreux auteurs fondamentaux pour la pensée capitaliste ont été occultés. Walras, Pareto, Schumpeter, Lucas mériteraient d'être analysés, et Keynes supposerait que l'on s'y attarde avec plus de soin. De même, les économistes hétérodoxes tels Myrdal, Galbraith, ou Aglietta sont absent malgré la renommée de leurs travaux. La nécessité d'une recherche plus approfondie est vraie aussi en ce qui concerne la pensée éthique, et notamment la pensée moderne autour de Jonas et Lévinas. Ce sujet suppose aussi, hormis la connaissance la plus fine possible des auteurs de référence, la maîtrise d'outils techniques qui fait appel à une interdisciplinarité poussée. Le contexte de mondialisation dans lequel se développe le capitalisme de nos jours exige une connaissance du droit international, de l'histoire diplomatique, et des accords commerciaux. La liaison avec l'Europe suppose des compétences juridiques qui nécessitent le recours à des auteurs de référence, afin de construire les concepts adéquats.

Cette liaison est d'ailleurs un autre aspect de l'engagement qui motive ce mémoire, puisque l'Europe est ici considérée non seulement comme une chance, mais encore comme la réalisation d'une entreprise qui a trop tardé à se mettre en mouvement. La fascination qu'exerce la construction européenne vient probablement de la persévérance dont elle témoigne. Elle est le dépassement des guerres totales du XX^e siècle qui ont signifié la mise à mort des utopies intellectuelles de l'Europe des Lumières, et qui avaient semblé condamner l'Europe à être un continent marqué du sceau de l'inhumain. Ce mémoire exprime donc l'espoir que l'Europe "transforme son destin en conscience", processus créateur d'une culture selon A. Malraux. Il est aussi l'espoir que l'Europe ne s'enferme pas dans des conceptions figées et archaïques émanant d'une période révolue, et qu'elle fasse preuve d'une capacité à innover. L'objectif est donc aussi de montrer que la construction européenne est par définition en mouvement, inachevée, et qu'il est donc surprenant d'entendre le mot "irréversibilité" prononcé de façon récurrente au sujet de l'Europe et de son orientation². Ce mémoire se veut donc un plaidoyer enthousiaste pour l'Europe, même dans sa construction actuelle, mais avec le souhait que la construction d'une

² Y. Salesse a choisi l'expression de "Construire Babel" pour cette raison: "Ce titre projet présente aussi l'intérêt de nous rappeler que l'Europe à des frontières imprécises et que rien ne condamne l'entreprise à rester enclose là où elle a débuté". *Propositions pour une autre Europe*, p. 459

entité nouvelle aboutisse à la prise en compte tout aussi nouvelle des enjeux de l'économie politique contemporaine. Si l'on ne peut soutenir la viabilité du système dominant, il est alors nécessaire de tenter d'envisager des propositions alternatives. Or la mise en place d'un système alternatif a peu de chances de se réaliser dans une structure sociale bien définie, comme celle des grands pays occidentaux. L'Europe apparaît alors comme une occasion unique pour "donner ses chances à l'impossible".



PREMIERE PARTIE:



**ESQUISSE D'ELABORATION DU
CAPITALISME ETHIQUE**

Afin de concevoir ce que pourrait être un "capitalisme éthique", il est nécessaire d'examiner tout d'abord les composantes fondamentales du capitalisme. Sa récente évolution exige de cerner ses nouveaux aspects dans un contexte de mondialisation. Il s'agit donc de dresser un tableau, non exhaustif mais caractéristique, du capitalisme du XX siècle.

S'impose ensuite une précision de ce que nous retiendrons ici sous le terme d'éthique. Ce terme, qui recoupe de multiples acceptions, demande une définition qui servira de trame tout au long de l'argumentation.

C'est alors seulement que l'on pourra envisager une tentative de confrontation du capitalisme et de l'éthique, cherchant les points de rencontre, de divergence et la possibilité de rapprochement de ces deux termes.

I Le capitalisme: une conception idéologique de l'économie

L'idéologie est un système d'idées, une conception du monde et de la vie. Les tenants du capitalisme contemporains insistent sur les effets néfastes de l'idéologie sur l'économie. Le but est ici de montrer que le capitalisme n'est pas une loi "naturelle", mais une construction intellectuelle, philosophique et politique, donc une idéologie.

A) La puissance implacable de la pensée d'Adam Smith

Les enseignements de Hume et de la Théorie des sentiments moraux

Le départ de la réflexion d'A.Smith se situe à la confrontation de deux interrogations: comment les hommes, qui ne recherchent pas le bien commun, peuvent-ils parvenir à former une société? L'intérêt général suppose-t-il la vertu de chacun? L'oeuvre de Smith va donc être une réaction face à l'individualisme qui se caractérise par la domination des passions. La passion la plus puissante en l'homme est celle du "**désir illimité d'enrichissement**". Ce désir est à la source de tous les conflits, de tous les dysfonctionnements sociaux. Cependant, et l'enseignement de Hume³ se fait sentir ici, il serait illusoire de croire que la simple raison pourrait parvenir à maîtriser cette passion de telle sorte qu'elle ne soit pas destructrice.

La maîtrise de cette passion supposerait d'établir des règles de justice qui soient "impartiales". Or une telle recherche est compromise par la distinction radicale que Hume établit

³ "Seule cette avidité d'acquérir des biens et des possessions pour nous-mêmes et nos amis les plus intimes, est insatiable, perpétuelle, universelle et directement destructrice de la société". D. Hume Traité de la nature humaine

entre raison et passion. Dès lors, à l'encontre tout principe de justice, il ne sera pas "contraire à la raison de préférer la destruction du monde entier à une égratignure de mon doigt". Ainsi la détermination des fins chez Hume n'a rien à voir avec la raison ou la justice.

Smith cherche à résoudre la contradiction à laquelle aboutit son maître, en introduisant le concept du "spectateur impartial". Ce spectateur est régi par sa conscience, "cette espèce de divinité qui est le juge et l'arbitre suprême de notre conduite [qui] se fait entendre à nos passions les plus violentes." Ainsi Smith fait jouer la raison et aussi le sentiment : nous n'aimerions pas subir le mal que nous faisons subir à notre prochain. Mais le problème qu'il entrevoit dans la Théorie des sentiments moraux est que tous les hommes ne sont pas capables de cette conscience. Il faut donc, au niveau social, trouver un autre moyen de faire de la passion une force sociale, et non une source de destruction de la société.

Smith trouve la solution dans l'économie politique. Dans ce champ, le "spectateur impartial" avec ses limites, est remplacé par le marché. Et le "désir illimité d'enrichissement" est bénéfique à l'ensemble de la société dès lors qu'il revêt la forme de "**l'accumulation du capital**." C'est sur ce nouveau concept que se bâtit toute la problématique de la Richesse des nations. Cette idée est à la base de la théorie libérale et de l'économie capitaliste.

Le passage fondamental à la Richesse des nations: du riche au capitaliste.

L'accumulation du capital et le libre jeu de la concurrence dans l'organisation par le marché, pallient l'impossibilité des hommes à s'organiser en une "société de sages". Cette impossibilité vient de "l'illusion du bonheur" que crée le spectacle des richesses et du luxe. Illusion car l'homme en poursuivant la richesse se montre irrationnel, dépourvu de la conscience du véritable bonheur⁴. Illusion encore car, ce qui fascine en l'homme riche, n'est pas tant ses possessions que les **moyens** dont il dispose pour se les procurer. L'enrichissement est donc avant tout la poursuite des moyens d'acquérir: "un homme est riche ou pauvre selon les moyens qu'il a de se procurer les choses nécessaires, commodés ou agréables à la vie".⁵

Avec la Richesse des nations, Smith théorise le passage d'un régime féodal ou moyenâgeux à l'ère capitaliste. Le riche, caractérisé par sa dépense somptuaire dans les premières analyses de Smith, devient "capitaliste". A la dépense somptuaire se substitue l'accumulation du capital, et l'épargne. Sous la forme de l'accumulation du capital, le désir illimité d'enrichissement devient le désir illimité d'acquisition de pouvoir d'achat, notamment

⁴ "... pour obtenir ces commodités, l'homme se soumet pendant plusieurs mois et parfois plusieurs années, à plus de fatigues et d'inquiétudes que la privation de ces commodités lui en eût fait souffrir durant sa vie entière." A.Smith Théorie des sentiments moraux

⁵ Richesse des nations livre I chap. 5

sur le travail. Cette passion est certes issue d'une illusion, mais elle est heureuse.⁶ Elle contribue à l'amélioration des conditions de tous si elle a lieu sur le marché et donc si elle se fonde sur l'échange. Avec l'échange des marchandises nécessaires et des marchandises de luxe, chacun travaille au bien être de la société. Cette régulation naturelle, malgré les hommes, est la "main invisible" dont la première occurrence est dans la Théorie des sentiments moraux. Un ordre social spontané et optimal apparaît alors, sous l'effet du jeu des intérêts individuels.

Le problème qui se pose alors à Smith est celui de la reproduction du processus de l'échange fondamental entre riches et pauvres. Cet échange explique comment la dépense des riches fournit des ressources aux pauvres (des biens "nécessaires"), et comment les intérêts particuliers concourent au bien-être de tous. Mais la reproduction du processus exige deux mécanismes pour garantir l'augmentation de richesses réelles (marchandises) tout en reproduisant l'inégalité des possessions. Le premier est celui de la **division du travail**, illustré par la manufacture d'épingles.⁷ Le second est celui, plus fondamental, du **salariat**. Celui-ci suppose que le capitaliste, au lieu d'avancer au travailleur des biens nécessaires pour obtenir en contrepartie des biens de luxe, obtienne une quantité accrue de biens nécessaires. Dès lors le processus pourra être reproduit, à une échelle élargie. Il devient alors logique que tout le système repose, en définitif, sur la non-consommation des riches c'est-à-dire sur l'épargne.

Ainsi, pour Smith, l'accumulation du capital concourt à l'intérêt de tous dans la mesure où ce processus garantit l'emploi de tous les travailleurs, favorise l'industrielle activité. D'où un affinement du sens de "richesse". S'analysant comme un "pouvoir d'achat"⁸, la richesse peut s'opposer au pouvoir politique. Smith jette là les bases d'un affranchissement du pouvoir économique à l'égard du pouvoir politique.

Enfin, le problème final, et peut-être essentiel, ou qui le deviendra avec Ricardo, concerne la répartition. Smith distingue deux états: l'état "primitif", dans lequel le travailleur jouit de l'intégralité de son travail, et l'état "avancé", qui se caractérise par un prix naturel des marchandises qui rémunère aussi bien le profit et la rente foncière. L'amélioration de tous n'est donc plus uniquement dépendante de l'accumulation du capital, mais tout autant des modalités de cette accumulation. C'est la seconde occurrence de la "main invisible" qui apporte la solution⁹. La garantie de la juste répartition est donc la libre concurrence qui s'exerce sur le marché. Au contraire, si l'Etat s'occupe de répartir les richesses, il aboutira toujours à la défense des riches contre les pauvres¹⁰.

⁶ "L'illusion qu'elle nous donne excite l'industrielle activité des hommes et les tient dans un mouvement continu." T.S.M.

⁷ R.D.N., livre I chap. 1

⁸ La richesse se mesure "en proportion de la quantité de travail d'autrui qu'elle met en état de commander, ou, ce qui est la même chose, du produit du travail d'autrui qu'elle le met en état d'acheter." R.D.N., livre I chap. 5

⁹ "...chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. [...] Il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'est nullement dans ses intentions." R.D.N., livre IV chap.2

¹⁰ "Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la défense des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres." R.D.N., livre V chap. 1 sect.2

Cette analyse fonde la pensée libérale et l'économie capitaliste. Smith crée les concepts et fonde une théorie politique complète d'une conception de l'homme établie sur une théorie de la connaissance. La rigueur de sa démarche et l'écho que suscitent en l'homme ses analyses déterminent la puissance de l'idéologie libérale.

B) La liberté dans le système libéral.

La puissance de l'individu.

Une implication de la doctrine smithienne est la valorisation de l'individu comme acteur du progrès. La libre activité de l'individu lui permet de développer au mieux ses capacités et donc d'oeuvrer à l'amélioration de la société. La liberté dans la théorie libérale est considérée comme fondement de tout progrès. La liberté est donc "créatrice"¹¹. Toute entrave au libre jeu des comportements individuels est alors une entrave au progrès. Pour cette raison, **le marché est la forme optimale de régulation sociale**, et cette certitude est encore prégnante dans la théorie libérale moderne.

La liberté est avant tout individuelle. Pour éviter tout débordement, elle est régulée naturellement par la conscience, et plus sûrement par la liberté des autres qui interagissent sur le marché. Dans ce contexte, l'Etat n'a d'autre rôle que de garantir la libre concurrence entre les individus. La liberté issue du pacte sociale est rejetée ou du moins considérée comme accessoire. La vraie liberté est celle de l'individu. Dès lors, la liberté au sens libérale est comprise comme une **liberté-autonomie**, et non comme une **liberté-participative**¹². Cette dernière ne sert qu'à assurer la jouissance de la liberté privée, rejoignant le rôle assigné à l'Etat. Seule la confrontation des libertés individuelles mène au Bien Commun selon le principe de la main invisible.

L'esprit d'indépendance est au cœur de la liberté: l'individu doit librement disposer de sa vie par rapport à la société. Le principe fondamental est alors celui de la **libre circulation**, qui, au niveau des individus, prend la forme de la mobilité géographique ou sectorielle. Principe fondamental car régulateur, puisqu'il permet une égalisation relative des avantages entre régions et travailleurs d'une même branche. Mais cette régulation n'opère que si la mobilité se fait dans un cadre de libre-échange dans lequel les marchandises peuvent aussi circuler librement. Ce libre-échange est garanti à l'intérieur des frontières par l'Etat, et à l'extérieur par la paix. Réciproquement, le libre-échange devient garantie de paix puisqu'il n'est

¹¹ "L'utilitarisme anglais fait de la liberté l'agent du progrès. Ce n'est plus tant sa qualité morale qui la désigne pour être moteur de toute activité tant individuelle que collective, c'est son utilité sociale." G. Burdeau *Le libéralisme* p. 93

¹² "Cette analyse fait du citoyen le serviteur de l'homme, subordonne la volonté politique à l'indépendance individuelle." *Ibid.* p.160

plus rentable pour un Etat d'entrer en guerre avec un Etat dont il serait un partenaire commercial.

L'individu est donc à la fois fin en soi et moyen. Le rôle de la société est de créer les conditions optimales pour permettre à l'individu de développer sa liberté sous la forme de l'"esprit d'entreprise". La confrontation de ces libertés individuelles, dans un contexte de saine compétition qu'est la concurrence oeuvre au mieux être général, et donc à l'épanouissement de l'individu, seule fin véritable à laquelle la société est subordonnée¹³.

Laissez-faire: principe de liberté ou de licence?

L'analyse de la liberté dans la théorie libérale peut amener à se demander si cette liberté ne relève pas davantage de l'ordre philosophique et théorique que de l'ordre pratique. En effet, le libéralisme conduit-il à la liberté effective de tous ? F. Bédarida met en évidence que dans l'Angleterre de la révolution industrielle, la liberté était subordonnée à la richesse. Dans le régime censitaire, jusqu'en 1885, la liberté d'exercer ses droits civiques était fondée sur la possession, remplacée, dans les sociétés contemporaines, par la citoyenneté. Mais la simple citoyenneté garantit-elle l'exercice des droits politiques?

L'exercice de la liberté est aussi à évaluer en rapport avec le salariat comme source de richesse. L'analyse marxiste met ici en lumière un point important: une économie fondée sur le salariat garantit-elle vraiment la liberté? (Ce point sera traité dans le chapitre consacré à l'analyse du travail). Le processus de "l'échange fondamental" conduit à une dépendance des travailleurs à l'égard des "capitalistes" puisque ceux-ci détiennent les biens nécessaires. Par souci de progrès matériel en termes de richesse réelle de la société, la théorie libérale mène à une restriction de la liberté pour ceux qui ne détiennent pas le pouvoir d'achat, c'est-à-dire la richesse¹⁴. Nos sociétés contemporaines en font une certaine démonstration si l'on met en relation le taux d'exercice des droits civiques des personnes économiquement marginalisées.

Cependant, même dans l'ordre philosophique, la liberté prônée par les libéraux signifie la possibilité pour un individu de faire tout ce qu'un individu entend faire. Certes, on trouve chez Smith, dans sa "théorie du spectateur impartial", ou chez Malthus qui insistait sur la nécessité d'une liberté responsable, la préoccupation d'un minimum de contrôle des libertés. Toutefois, **l'ensemble de leurs théories ouvre la voie à une liberté sans règle aucune, qui trouve son expression dans la doctrine du "Laissez-faire".**

¹³ "Le collectif, ses ressources et sa puissance ne sont pas niés. On leur refuse seulement des fins autonomes, on les subordonne à des fins individuelles." *Ibid.* p.91

¹⁴ "...en privilégiant les exigences de l'économie capitaliste, le libéralisme vécu a, si l'on peut dire, rétréci le champ de la liberté." *Le libéralisme* p.162

Cette conception est cohérente avec la vision du marché comme organisation sociale optimale, en réaction au **pacte social**. Celui-ci est fondé sur l'abandon des libertés illusoires de l'individu au sein de l'état de nature et sur l'aliénation à soi-même au sein de la société. Cette aliénation, qui restreint en apparence les libertés individuelles "naturelles" octroie des libertés civiles effectives. La liberté sociale repose donc sur le respect de règles communes¹⁵. La conception libérale de la liberté est celle d'une liberté utopique dite "naturelle" dont l'exercice par tous, aboutirait au Bien Commun. Cependant, sans principe régulateur autre que le marché, une conséquence est l'aboutissement au droit du plus fort. Une telle liberté s'apparente plus au terme vieilli, mais aujourd'hui pertinent de "licence".

Pour réfuter l'anarchie qui pourrait résulter d'une telle conception, l'argument privilégié est celui de la régulation naturelle qu'assure la "main invisible". Ce principe témoigne d'un autre postulat libéral : la croyance en un sens historique, en un progrès aboutissant à un état optimal. La "main invisible" mène les hommes vers leur bonheur, malgré eux, témoignant ainsi de l'optimisme fondamental, de la croyance en un avenir meilleur qui est au coeur de la doctrine libérale.

C) Le progrès: un postulat séduisant

Le schéma du progrès capitaliste¹⁶ n'est pas: liberté = félicité inévitable. Il manque un chaînon intermédiaire essentiel: liberté = accroissement de la valeur individuelle = rendement social meilleur

Le capitalisme: doctrine du sens historique.

Tout dans la doctrine libérale conduit à marquer la rupture entre la condition de l'humanité, antérieurement à l'institution des sociétés capitalistes et la situation moderne. La liberté, par exemple, n'est plus la même après l'établissement de la société libérale¹⁷. Plus encore, le capitalisme apporte, avec l'accumulation du capital, une solution à la maîtrise de la passion destructrice que représentait le désir illimité d'enrichissement. Cet apport théorique fournit le terreau à une idéologie de la rationalité : la raison ne peut maîtriser les passions, mais le jeu du marché exige des agents une rationalité économique qui aboutit au même résultat. Le passage au capitalisme ouvre ainsi la voie de la sagesse. Le sens du travail change lui aussi,

¹⁵ "Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute le force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant" Rousseau Du contrat social p.51

Ainsi: " Ce que l'homme perd par le contrat social, c'est sa liberté naturelle, et un droit illimité à tout ce qui le tente et qu'il peut atteindre; ce qu'il gagne, c'est la liberté civile et la propriété de tout ce qu'il possède." Ibid. P.55

¹⁶ Cf G. Burdeau dans Le libéralisme p.106

puisqu'il devient salarié. Cette mutation permet la reproduction du processus de l'échange fondamental, à la base de toute amélioration sociale. Ainsi, le capitalisme annonce le passage à un état meilleur de l'humanité. En cela il reste fidèle aux idées de son père fondateur, A. Smith, qui caractérisait le capitalisme comme l'état "avancé" de la société, par opposition à l'état "primitif".

Le capitalisme s'annonce donc comme la promesse d'un progrès général de la société et de l'humanité.

Fondé sur un optimisme évolutionniste, le capitalisme se pense comme l'instrument de réalisation du sens de l'histoire, inscrit dans la nature. En cela, on peut dire que c'est une doctrine de l'ordre naturel. Cet ordre, fondamentalement bénéfique, est le postulat nécessaire à **une marche naturelle vers le progrès**. En témoigne l'usage permanent de "naturel" pour la caractérisation des concepts économiques: salaire "naturel", prix "naturel", chômage "naturel"... Cette référence systématique à la nature¹⁷ vise à présenter le capitalisme comme un mécanisme purement rationnel, corollaire du progrès. On comprend alors la condamnation de tout volontarisme politique, qui apparaît vain et même dangereux, puisqu'il perturbe le libre jeu du marché.

Toutefois, avec J.S. Mill, cette apologie du progrès, dont le capitalisme est garant, est nuancée. L'auteur de De la liberté exprime une confiance moins absolue en un progrès naturel vers lequel tendrait la société. Défenseur d'un libéralisme idéaliste, il estime que l'établissement des institutions démocratiques doit amener au redressement moral et intellectuel des individus. L'ordre naturel et le marché seul ne suffisent pas à indiquer la route de la sagesse. Selon lui, la liberté naturelle ne peut aboutir à l'amélioration si elle n'est pas relayée par une liberté institutionnelle. Aussi l'éducation joue-t-elle un rôle primordial dans la réflexion de Mill, puisqu'elle précède le jeu démocratique et l'exercice de la liberté. Il remet ainsi en cause l'automatisme du progrès qui devient une "conquête". Cependant, le credo libéral reste celui d'un progrès immuable, qu'il ne faut en aucun cas mettre en danger par des interventions intempestives.

Deux composantes essentielles du progrès: épargne et progrès technique.

L'épargne est, depuis l'analyse de Smith, la condition sine qua non de tout progrès puisqu'elle engendre la reproduction du processus d'accumulation du capital. Elle est la condition nécessaire de la croissance, et dans l'analyse classique, cette fonction épargnante est

¹⁷ "De la liberté des anciens comparée à celles des modernes" discours prononcé par B. Constant à l'Athénée royale de Paris en 1819

¹⁸ Cf "Essai de newtonianisme appliqué aux choses de la politique" rédigé par A. Smith

celle de la classe capitaliste. Ce rôle fondamental de l'épargne est également mis en évidence par Weber. L'épargne est la vertu issue de l'ascétisme bourgeois qui condamne la recherche de la richesse comme fin, mais aussi la dépense jouissive. Est vertueux celui qui épargne et fait ainsi preuve de tempérance. L'épargne est le signe d'une vertu morale qui améliore l'homme¹⁹. Weber conclut que "le capital se forme par l'épargne forcée ascétique"²⁰. Cette valorisation de l'épargne se retrouve dans la théorie néoclassique, puisque toute croissance et tout l'édifice économiques reposent sur la "théorie des fonds prêtables". L'épargne est nécessaire et préalable à tout investissement, à toute nouvelle activité. Le manque d'épargne est donc un signe de défaillance de l'économie et grève la croissance. Ce postulat détermine toutes les conceptions néoclassiques sur les instruments de l'économie: monnaie, budget de l'état, investissement etc..

L'épargne n'est pourtant pas admise par tous les libéraux comme absolument nécessaire. J.M. Keynes est libéral dans le sens idéaliste, mais refuse à la fois la théorie de l'équilibre général de l'économie mais aussi la nécessaire antériorité de l'épargne. Une économie saine est pour lui une économie de crédit. La croissance ne repose donc plus sur la seule épargne mais sur la demande et donc sur la capacité à obtenir du crédit. L'investissement est la variable décisive puisque c'est une augmentation de l'investissement qui engendre la croissance du revenu par le mécanisme du "multiplicateur d'investissement". L'épargne est donc remise en cause comme source de croissance unique. Certes, depuis les années 1970, les théories keynésiennes ont été mises à mal, mais elles restent cependant à l'origine de la croissance des "Trente Glorieuses".

Le rôle de l'épargne est aujourd'hui modifié par le phénomène de la mondialisation: l'épargne est de plus en plus concurrencée par les placements en actifs financiers. Etudiant les incidences de la libéralisation financière des années 1980, M. Aglietta montre la relation qui existe entre l'augmentation rapide des actifs financiers et la baisse du taux d'épargne. Cette analyse est particulièrement pertinente pour le Japon et la France. L'épargne est ainsi concurrencée par de nouveau type de placements, tout en restant à la base de la théorie néo-libérale.

Le progrès technique est le corollaire indissociable du progrès matériel. Il permet la substitution du travail par le capital, et concourt donc à l'augmentation de la productivité. Cette substitution est rendue nécessaire pour éviter la baisse tendancielle des profits. Pour Ricardo, le principe d'accumulation du capital induit une hausse des salaires, via la hausse de la population qui entraîne la hausse de demande de blé, qui fait baisser le taux de profit, conduisant ainsi l'économie à un **état stationnaire**. La baisse du taux de profit apparaît s'il y a hausse des

¹⁹ "La richesse n'est que tentation de la paresse et scabreuse jouissance de la vie. Au contraire, dans la mesure où elle couronne l'accomplissement du devoir professionnel, elle devient non seulement permise mais encore effectivement ordonnée." M. Weber *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* p.197

²⁰ Cf. Ibid. p.212

salaires²¹. Pour enrayer le processus des "rendements décroissants", Ricardo prône deux solutions: le développement des machines et l'instauration du libre-échange. En ce qui concerne ce dernier, Ricardo milite activement en faveur de l'abolition des corn-laws, qui interviendra en 1846. Le progrès technique est le plus sûr moyen d'augmenter la rentabilité du capital et par là même le taux de profit. On verra plus loin qu'il émet cependant des réserves concernant les bienfaits du progrès technique).

Le progrès technique est aussi présenté par J. Schumpeter, comme dynamique du capitalisme. Mais ici le progrès technique revêt d'abord le visage de **l'innovation**. Dans sa Théorie de l'évolution économique il montre que la croissance capitaliste est un processus continu de déstructuration et de restructuration induit par l'innovation. La fonction de l'entreprise est d'ailleurs de mettre en oeuvre des combinaisons productives nouvelles. Le progrès technique ne concerne donc plus seulement la production mais aussi l'organisation et les processus. Les analyses de Schumpeter seront d'ailleurs reprises par les théoriciens de la "croissance endogène" qui font de l'innovation un déterminant essentiel de la croissance d'où l'équation: $Y = F(K, L, A)$ avec A pour l'innovation. A la suite de Romer, les analyses mettent en lumière la nécessité pour les entreprises de développer fortement leur département de R&D.

Enfin, c'est avec K. Marx que le progrès technique devient le fondement principal du capitalisme avec l'exploitation salariale. Le capitalisme selon Marx apparaît dans le passage de la manufacture à la fabrique. Le progrès technique altère le "procès de travail".²² Il permet d'augmenter la productivité du salarié en le réduisant au "rôle purement mécanique de moteur". Le progrès technique est fondamental pour la production de richesse puisqu'il accentue la division du travail, de manière plus intense entre travail mécanique et travail intellectuel.²³ Le progrès apparaît donc non comme un moyen de soulager le travailleur de la pénibilité du travail, mais plutôt comme source d'augmentation du profit.²⁴ Ainsi le passage au machinisme fait entrer la société dans l'ère capitaliste.

De nos jours, cette importance du progrès technique est plus évidente encore. Plus technologique que technique, le progrès se fait par l'intermédiaire d'outils qui diffèrent radicalement de ceux de la révolution industrielle. Les "technologies de l'information" et leur support indispensable qu'est l'ordinateur déterminent les évolutions de l'économie. Elles semblent engendrer un nouveau stade du capitalisme, celui du savoir, thème qui sera abordé

²¹ "D'après ce que nous avons dit sur les profits du capital, il apparaît qu'aucune accumulation du capital ne réduira les profits de façon durable, à moins qu'il y ait quelque cause durable à la hausse des salaires." Des principes de l'économie politique et de l'impôt chap. 21 p.302

²² "Le procès de travail se décompose: 1) activité personnel de l'homme ou travail proprement dit, 2) objet sur lequel le travail agit, 3) moyen par lequel il agit." K. Marx Le Capital livre I section 3 chap. 7 p.140

²³ Cf Ibid. livre I section 4 chap. 14 p. 267

²⁴ Répondant à J.S. Mill à propos du but des machines Marx écrit: "Ce n'était pas leur but. Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. C'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative." Ibid. livre I section 4 chap. 15 p.271

ultérieurement. Ces nouvelles technologies ne sont cependant pas l'unique aspect de la récente évolution du capitalisme.

Caractériser le capitalisme contemporain après en avoir étudié les fondements classiques s'impose maintenant.

D) De la réfutation du capitalisme sauvage, à l'avènement du capitalisme gestionnaire.

Le choc de la grande dépression des années trente, saisissante de contraste avec l'euphorie des "roaring twenties", a initié une réflexion sur le capitalisme tel qu'il s'était développé à cette époque. Sous l'influence de Keynes, un mouvement de régulation du libéralisme est apparu, rejetant le modèle du capitalisme sauvage qui avait prévalu jusque là.

La réalité de "l'embedded liberalism"

Au cours du XIX^e, l'essor de l'industrie et de l'économie capitaliste, principalement en Grande-Bretagne, a soulevé quelques questions morales sur la qualité du développement social. Benjamin Disraeli, certes conservateur mais néanmoins rallié très tôt au libéralisme, écrivait dès 1845 Sybil or the two nations, montrant l'extrême disparité des conditions en Angleterre. Cette image des "deux nations" pèse encore sur la société anglaise de nos jours, comme le montre F. Bédarida²⁵. Mais plus significatif peut-être est la littérature de l'époque et notamment celle de Dickens qui peint sous sa plume la condition inhumaine des indigents de la société britannique, depuis l'instauration de la loi sur les pauvres en 1834 et l'ouverture des "workhouses" qui constituent l'univers quotidien d'Oliver Twist. A l'approche du XX^e siècle, même un industriel renommé comme l'était C. Booth se montre indigné d'un recensement qui fait état de 1 300 000 personnes en dessous du seuil de pauvreté à Londres sur 4 200 000 habitants en 1890²⁶. Au cœur de la Belle Epoque, les études de l'économiste libéral Chiozza Money montre, dans Riches and Poverty, l'inégalité de la répartition du capital et des revenus²⁷. C'est cette situation qui va entraîner la réaction Fabienne, puis la critique keynésienne dans les années trente contre les excès du Laissez-faire.

Le paroxysme du libéralisme sauvage s'incarne dans les années 1920, jusqu'au Krach boursier d'octobre 1929. Le développement sain de l'économie est hypothéqué par l'emballlement de la bourse, et l'irrationalité des marchés financiers, puisque de 1925 à 1929; la valeur des titres passe à Wall Street de 27 à 89 milliards de dollars. Or il est clair que l'arrêt de

²⁵ Cf. La société anglaise du milieu du XIX^e jusqu'à nos jours

²⁶ Cf Ibid. p.148

²⁷ Cf. chiffres cités par F. Bédarida Ibid. p.213

la croissance industrielle au premier trimestre 1929 justifiait une certaine prudence. A la suite de ce Krach l'économie mondiale capitaliste sombre dans la dépression, tandis qu'apparaît un chômage de masse, jusque là inconnu: 22% aux Etats-Unis, 17% en Grande-Bretagne. Face à ce développement de la misère une défiance vis-à-vis des businessmen s'exprime, après qu'ils eurent fait l'objet de l'adoration générale, comme promoteurs du progrès. Les années trente, puis la fin de la guerre marquent une envie de rupture avec ce capitalisme. La nécessité de le réguler et de le maîtriser afin de ne pas recréer les dysfonctionnements précédents semble s'imposer.

Cette réaction est à l'origine du système du Welfare State. Fondé sur les principes keynésiens du rôle régulateur de l'état, "l'Etat Providence" a pour but de veiller à une certaine justice sociale. Au sortir de la guerre 1945 la plupart des pays européens s'engagent sur cette voie. Le Royaume-Uni d'abord, avec la victoire sans appel des travaillistes qui entendent édifier une société plus juste²⁸. En France c'est bien sûr la création de la sécurité sociale en 1945 qui marque l'entrée dans l'ère de l'Etat providence.

Le succès de cette variante du système capitaliste s'incarne dans les "Trente Glorieuses". L'état joue un véritable rôle économique (cf. la relance américaine de 1963-64), et exerce un contrôle sur les mécanismes économiques. Cette période se caractérise par une très forte croissance des pays capitalistes, dans un contexte de plein-emploi des ressources de production. Le niveau de vie général augmente substantiellement, et le libéralisme est effectivement "contenu" par les Etats. La seule ombre portée au tableau vient de la situation du tiers monde qui doit faire face au vide et à la déstructuration issus de la décolonisation. La période des Trente Glorieuses, qui s'achève au début des années 1970, marque le règne de cet "embedded liberalism" et s'affirme comme un symbole de développement économique.

Si le contexte a aujourd'hui changé, une volonté de contenir les effets dévastateurs du Laissez-faire subsiste. Mais les nouvelles composantes de l'économie changent les priorités et l'aspect du capitalisme.

L'évolution issue de la mondialisation

L'"embedded liberalism" se caractérisait par un contrôle politique dont l'état-nation était l'acteur, par son action sur les politiques économiques mais aussi par le pouvoir qu'il détenait dans le secteur productif et des services à travers les entreprises publiques. Ce système se distinguait par son importance accordée aux services publics. Ceci était possible dans le cadre d'une économie essentiellement nationale, tout au plus de coopération avec des pays partenaires.

²⁸ "Nous avons la sensation d'avoir une nouvelle société à édifier, avec le POUVOIR de l'édifier." Hugh Dalton cité Ibid. p.271

Aujourd'hui, il y a dilution de l'Etat face à la multiplicité des acteurs du fait de la mondialisation. L'état, qui était le garant du capital privé national n'est plus en mesure de jouer ce rôle, puisque le capital est de moins en moins national. La mondialisation est en ce sens l'aboutissement du libre-échange qui incite à la suppression des droits de douane. L'état perd ainsi une partie du contrôle des frontières, et donc une partie de son pouvoir régalién. La mondialisation du capital, provient des trois principes fondamentaux désignés sous l'appellation de "règle des trois D": Déréglementation, Désintermédiation, et Décloisonnement. Ces trois principes mènent à l'évidence à une dilution de l'état et plus précisément de son rôle économique.

Le phénomène de mondialisation a contribué à l'émergence de nouveaux acteurs pour répondre à la mondialisation du capital. Ce sont plus précisément les firmes multinationales (FMN) qui s'imposent comme les nouveaux acteurs transnationaux, véritables détenteurs du capital mondial. Ces FMN sont les acteurs principaux de la mondialisation. Mais ce capitalisme transnational pose un problème de contrôle : l'opacité devient une caractéristique de cette "économie monde" définie par F. Braudel dans Civilisation matérielle, économie, et capitalisme²⁹. Dès lors, pour Braudel, "le capitalisme véritable se place au dessus du marché". Dans cette perspective, il convient de ne pas confondre la multinationalisation et l'internationalisation, qui sont des stades antérieurs ou concomitants à la mondialisation, destinés à s'effacer. Le groupe de réflexion de la Gulbenkian foundation insiste lui aussi sur les implications de la "globalisation" dans son rapport de 1993 intitulé Limits to competition. Selon ses auteurs, "with the new economic globalisation, we are witnessing the beginning of the end of the "national" as the starting and finishing point of strategic relevance for scientific, economic and cultural actors"³⁰.

Le terme de mondialisation recoupe une partie seulement de la réalité économique mondiale. Ce terme suggère que tous les acteurs mondiaux, donc tous les pays du monde sont impliqués dans ce processus. Ce processus qui est, certes, incontournable pour tous, ne s'exprime pas par une participation active de tous. Au concept de mondialisation on pourrait préférer celui de "triadisation"³¹ puisqu'en effet, entre 1980 à 1990, 95,7% des accords stratégiques entre firmes ont été passés entre celles de la triade. Un effet de la triadisation est donc de laisser sur la touche une partie de la société mondiale, introduisant le concept de "De-linking". Les chiffres parlent d'eux mêmes. La part des 102 pays les plus pauvres représentait 7,9% des exportations, et 9% des importations en 1980. En 1990, ces parts sont respectivement

²⁹ Le niveau de "l'économie monde" est une "zone d'opacité au dessus de la clarté de l'économie de marché où se sont élevés des hiérarchies sociales actives: elles faussent l'échange à leur profit, bousculent l'ordre établi; le voulant ou même ne le voulant pas, elles créent des anomalies, des turbulences." F. Braudel cité par J. Berthelot dans La complexité du pilotage des économies dans les dynamiques de la mondialisation et de l'intégration européenne: vers quelles solidarités au cours de la conférence internationale franco-russe sur la dynamique des systèmes complexes du 9 au 11 juin 1997

³⁰ Cf. The Gulbenkian Foundation - Lisbon 1993 Limits to competition p.36

³¹ Cf. Ibid. p.93 et ss.

de 1,4% et 4,9%. Sur la même période la part du G7 passait respectivement de 42,2% à 51,8% et de 48,2% à 51,9%.

Le phénomène de mondialisation s'est accompagné, au niveau mondial d'une volonté (?) de régulation. C'est en tout cas le but avoué d'instances telles que le F.M.I. ou l'O.M.C.. Cependant, ces instances ont des préoccupations purement économiques. Elles n'ont aucune vocation à exercer une régulation politique sur la mondialisation économique. Leur mission est de veiller à la bonne concurrence et au respect des principes libéraux. L'intervention du F.M.I., en Indonésie après la crise, est à cet égard révélateur : le F.M.I. accordait son aide sous condition de mise en conformité de l'économie indonésienne aux principes capitalistes. La régulation est donc purement économique. Dès lors, il n'est pas faux de dire ici, que **la mondialisation porte atteinte à "l'économie politique"**. Elle stigmatise l'affranchissement de l'économie à l'égard du politique. Elle ne cherche pas à établir une instance politique partenaire du pouvoir économique transnational, car cela irait contre les principes autorégulateurs du marché mondial.

Le découplage de l'économie et du politique qui s'opère au sein de la mondialisation, est justifié au nom de la forte croissance économique mondiale (4,9% en 1995). Le niveau élevé de cette croissance n'appelle-t-il pas une interrogation? N'assistons-nous pas à la reproduction, au niveau mondial, du schéma de croissance du capitalisme sauvage? L'étude menée par D. Cohen dans Richesses du Monde, Pauvreté des Nations montre l'accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres. Cela signifie que la croissance mondiale est répartie entre certains pays, acteurs principaux de la mondialisation. Quel est donc le rôle régulateur des instances mondiales? Le maintien d'une croissance soutenue assortie d'une aggravation des inégalités au niveau mondial tend à faire penser que **l'économie, de nos jours, est plus une économie de gestion que de développement.**

Les bases du capitalisme de gestion: globalisation financière et technologique.

La globalisation financière est la forme la plus achevée de la mondialisation. Une véritable imbrication des marchés financiers internationaux s'est opérée, même avec les pays en voie de développement. Pour comprendre le poids de ce phénomène, on peut faire appel aux chiffres : en 1995, les capitaux échangés quotidiennement sur les marchés financiers représentent 1300 milliards de dollars, alors que les échanges de biens et services étaient de 6000 milliards sur l'année. De même, les réserves de change des banques centrales pour la même année s'élevaient à 1300 milliards de dollars³². On comprend alors qu'un pays ne puisse

³² Cf. J. Berthelot dans Ibid. p.10

rien faire pour défendre sa monnaie en cas de volonté spéculative de la part des marchés financiers. On pourrait également souligner qu'entre 1975 et 1996, la capitalisation boursière mondiale est passée de 1400 milliards de \$ à 17000 milliards³³.

Ce phénomène résulte d'un choix, tout au moins d'une acceptation par les pouvoirs publics mondiaux. Il est vrai que cela permet une plus grande fluidité du financement de l'économie, tant pour les entreprises privées que pour l'Etat, et les épargnants. Pourtant, un tel avantage s'accompagne, pour l'Etat, d'une perte considérable de marge de manoeuvre. En France, par exemple, cette position de force des marchés financiers fait interdire à l'Etat tout financement auprès de la banque centrale. La raison invoquée est l'effet d'éviction sur l'épargne privée qu'entraîne le recours par l'Etat au financement de la dette par la création monétaire. L'enjeu au niveau mondial, mais plus vraisemblablement régional, est de parvenir à une maîtrise des marchés financiers afin de mettre fin à ce que Bourguinat appelle La tyrannie des marchés.

On admet que la globalisation financière est la forme la plus achevée du phénomène de mondialisation. La raison réside probablement dans la mondialisation technologique qui la sous-tend. Avec la révolution de l'informatique, la circulation en temps réel de l'information est possible. Or **l'information est la matière première de la globalisation financière**. La mondialisation du marché des biens et services achoppe sur l'espace. A ce jour, l'homme ne détient pas encore la technique du transport instantané en tout point de la planète. Grâce à l'informatique, et tout particulièrement les autoroutes de l'information, l'information ne connaît ni frontières spatiales, ni frontières temporelles. La première expression de la mondialisation est donc celle de la technologie, qui offre l'avantage de ne pas connaître de barrière de langue puisque les signes informatiques sont binaires. C'est également cette globalisation technologique qui contribue, in fine, à l'affranchissement de la sphère économique vis-à-vis de la sphère politique³⁴.

Au niveau micro-économique, la globalisation financière a un impact non négligeable sur le comportement des acteurs. Les chiffres rappelés plus haut montrent l'importance qu'ont acquise les actionnaires. Dans le monde de l'entreprise, les exigences des actionnaires se font de plus en plus pressantes. Puisqu'ils apportent le capital qui fait vivre l'entreprise, ils exigent une forte rémunération. Dans certains cas qui rendent compte de la théorie de la "relation d'agence" (Rothschild-Stiglitz 1977), les relations de pouvoir entre actionnaires et managers deviennent problématiques. Le manager est chargé de faire fructifier le capital qui lui a été confié par les actionnaires. Si ces derniers estiment que le manager ne leur assure pas une rentabilité optimale des capitaux, celui-ci est sanctionné par une baisse de salaire ou par son licenciement. Les

³³ Cf. E. Barel... Economie politique contemporaine p. 224

³⁴ "L'informatique boucle en quelque sorte le technocosme le fait apparaître non seulement comme autonome, mais encore comme autarcique: clos sur soi-même, sans relation à quelconque dehors." Gilbert Hottois Le signe et la technique chap. IV partie 5

actionnaires apparaissent donc comme des acteurs déterminants dans les choix stratégiques de l'entreprise. Il ne faudrait cependant pas occulter l'autre facette de ce nouveau pouvoir, celle qui peut aussi conduire les actionnaires à peser sur les stratégies d'entreprises émergentes dans les domaines de l'environnement ou du tissu économique local (Cf. le Code of best practice édicté en 1992 par la commission Cadbury dont les recommandations furent transposées en France par le rapport Pébureau-Viénot de 1995).

Cependant, la conséquence principale du développement du pouvoir des actionnaires au sein des entreprises est **la substitution d'une logique de court terme à une logique de long terme**. L'objectif premiers des actionnaires étant la maximisation des dividendes et plus-values, ils favorisent un pilotage de l'entreprise en terme de gestion des coûts, et non en terme de développement. Cet aspect est bien mis en évidence par la théorie de la relation d'agence, puisque l' actionnaire (mandant) exige du manager (mandataire) des coûts de justification. Ce raisonnement en termes de coûts peut conduire à des licenciements, puisque ceux-ci permettent une baisse des charges et donc une augmentation des profits de l'entreprise. Plus fondamentale encore, est la pression qu'exercent les actionnaires sur les choix d'investissements de l'entreprise. Leur préférence va en général vers les investissements financiers dont la rentabilité moyenne est bien plus élevée que celle de l'investissement productif (FBCF). En effet, selon Jacques Le Cacheux, directeur du département des études de l'O.F.C.E., l'investissement du marché financier promet une rentabilité moyenne de 9,5% contre 5 à 6% pour l'investissement productif. Ainsi, une trop grande puissance des actionnaires au sein d'une entreprise incite à privilégier une logique de court terme à une logique de plus long terme fondée sur le développement de l'entreprise.

Enfin, la conséquence la plus sensible de la mondialisation est la mise en valeur systématique de la compétitivité. En soi, la compétitivité n'est en rien dommageable ou condamnable. "Cum petere" signifie "atteindre ensemble". Moteur des Trente Glorieuses, elle est une dynamique d'émulation et donc de dépassement tant qu'elle est comprise comme moyen. Or le culte contemporain de la compétitivité la pose comme fin de la rationalité économique, corollaire de la croissance. La compétitivité est le critère de performance d'une économie nationale, d'une entreprise, et même d'un employé. Le débat sur les 35 heures se fait sur la perte ou non de la compétitivité des entreprises françaises vis-à-vis de leur partenaires européens ou rivaux mondiaux. De même, les cursus universitaires sont refondus dans une optique de meilleure compétitivité comme l'annonçait l'euroforum universitaire de 1976³⁵. Même la politique de recherche et de développement des nouvelles technologies de l'Union Européenne vise à accroître la compétitivité des économies des états membres. Ce culte vient d'un credo simple selon lequel nous sommes dans une "guerre économique au niveau mondial" (Louis

³⁵ The Gulbenkian Foundation Limits to competition p.118

Gallois, ancien PDG d'aérospatiale). A l'échelle des entreprises, ce credo les pousse à ne considérer la R&D que comme un outil de domination du marché comme en témoigne la réponse de l'ancien directeur du département de R&D de Shell International à la question: "Why do you invest in R&D?": "To kill my competitors"³⁶. Cette exaltation de la compétitivité trouve son expression paroxysmique dans le Forum Economique de Davos, qui édite chaque année le World Competitiveness Index (WCI), classement de tous les pays en fonction de leur degré de compétitivité dont l'un des paramètres essentiels est "l'agressivité". Ainsi, au lieu de rechercher des coopérations possibles, la compétitivité portée à son maximum, oblige les entreprises et les Etats à raisonner en termes de coûts et non plus en termes de **développement durable**³⁷. Plus exactement cette tendance sanctionne la croyance selon laquelle la compétitivité est source de développement, puisqu'elle garantit la sélection des acteurs les plus performants. Elle se donne comme la panacée.

Vers une économie de l'information et du savoir.

Dans la théorie libérale, l'exaltation de la liberté et de l'indépendance de chaque individu, exigent l'accès à l'information. Celle-ci est étroitement liée à la connaissance qui, dans la lignée classique, est source d'affranchissement de la servitude dans laquelle maintient l'ignorance. La détention de l'information garantit donc la liberté. Cela explique que le fonctionnement de

l'économie libérale et néo-libérale repose sur le principe d'une information pure et parfaite. Cette situation idéale est garantie par le libre jeu des forces du marché. Toute intervention exogène entraînerait des rigidités sur les marchés et donc un manque de **lisibilité de l'information**. Or c'est sur cette lisibilité optimale que se fonde la rationalité économique. Les agents forment des "anticipations rationnelles" (Lucas 1972) et sont à l'abri d'erreurs systématiques aussi longtemps qu'aucune entrave à la disponibilité des informations ne vient perturber leurs prises de décisions.

L'information est devenue, de nos jours, la matière première de l'économie. On l'a vu avec le phénomène de la globalisation financière qui repose sur besoin constant d'information. Toutefois l'économie actuelle ne traite plus l'information comme un moyen mais bien comme une fin. L'utilisation de l'information comme moyen de croissance appartenait à l'ère du capitalisme des services. En la considérant comme fin, le capitalisme est entré dans **l'économie du savoir**. Le stade actuel de l'économie peut donc s'analyser comme un nouveau

³⁶ Ibid. p.117

³⁷ "The ideology of competitiveness consecrates the primacy of the short term and of the financial costs and benefits. [...] Even R&D activities are permeated by a financial logic that takes the lead over the industrial and political logic." Ibid. p.128

stade de développement qui se distingue à la fois par son étendue, le monde, et par son support technologique, l'ordinateur et les technologies de l'information. Non seulement, les activités qui gravitent autour de l'information sont toutes à plus haute valeur ajoutée, mais elles s'offrent en outre comme sources de soutien et de modernisation des activités traditionnelles. Ainsi, Internet produit une forte valeur ajoutée pour les firmes qui l'exploitent (Netscape, Microsoft etc..) mais révolutionne aussi le commerce électronique et le "business to business" virtuel.

Ce capitalisme de l'information recherche le fonctionnement optimal du marché. On peut dire en effet que grâce aux nouvelles technologies, l'information circule en temps réel. Elle est accessible plus rapidement à un plus grand nombre, même s'il on sait que seule une population aisée utilise ces technologies. Elles permettent de mieux tirer parti de l'information disponible et favorise en cela la réactivité et donc la prise de décision. Le marché devient vraiment une organisation optimale de collection, de répartition des informations: le marché est de nature "cybernétique" (F.-A. Hayek dans Scientisme et sciences sociales) et permet ainsi de répondre de la meilleure manière possible à une société complexe. Les technologies de l'information ont donc conduit à une optimisation du fonctionnement du marché.

Ce marché cybernétique devient le lieu privilégié de l'économie monde, du capitalisme moderne. Probablement plus que tout autre forme d'organisation, il favorise la production et l'accumulation de connaissances. Ce marché d'un nouveau genre se caractérise donc par son "efficacité cognitive". Dans le monde des entreprises, cela se traduit par l'importance que revêt l'intelligence économique. Le recueil de l'information sur l'environnement, sur un segment du marché, sur la concurrence ou les législations en vigueur devient un atout primordial d'avantage concurrentiel. Là encore, Internet affiche sa puissance : à travers le réseau mondial, les entreprises développent des services de "veille stratégique" qui saisissent toutes les informations disponibles sur le net concernant un projet, les traitent et les transforment en données susceptibles d'être utilisables par la direction pour élaborer une stratégie. Ce marché cybernétique permet également aux entreprises de communiquer en temps réel avec leurs partenaires, de faire circuler plus rapidement certaines informations et d'en conserver d'autres.

La détention d'information sur ce nouveau type de marché amène à une constatation: le pouvoir s'évalue en terme d'accès à l'information ou non. Au sein d'une entreprise, la hiérarchie reflète de plus en plus le degré d'information des différents acteurs. Même si les réseaux "intranet" ont aussi favorisé la diffusion de données auprès de l'ensemble des employés. L'accès à certaines informations exclusives décide du niveau hiérarchique de chacun. Ce nouveau déterminant du pouvoir est fondamental, alors même que la détention du capital reste une source importante de pouvoir. "Richesse c'est pouvoir" disait Hobbes. Si auparavant, la détention du capital précédait l'accès à l'information, il semble qu'aujourd'hui, la relation tend à s'inverser. C'est parce qu'il détient l'information que Bill Gates est entré en possession du

capital. Dès lors, la distinction essentielle ne serait-elle pas en train de se faire entre "Inforich" et "Infopoor" (Levine 1996) et non plus de manière figée, entre capitalistes et travailleurs?

L'enjeu consiste à ne pas redonner prise à une nouvelle "lutte des classe" fondée sur cette distinction. L'émergence de ce marché nouveau est peut-être l'occasion de repenser le fonctionnement traditionnel du marché, voire d'empêcher son dysfonctionnement. F.-A. Hayek voyait dans ce nouveau marché l'avènement d'un **marché "altruiste"**, qui ne dépendrait plus exclusivement de l'hypothèse matérialiste et égocentrique propre à l'idéologie économique. Ce libéral inclassable mais radical, défend la thèse selon laquelle le postulat du marché pourrait être altruiste, dans le sens où il permettrait la coordination et la coopération des individus de manière à ce qu'ils tirent le meilleur parti possible de leur ignorance. Ainsi le marché serait altruiste parce qu'il est principe social et pallie l'ignorance des individus par la coopération de connaissances limitées. Il est clair que ce postulat altruiste n'est pas celui du marché actuel, qui se caractérise plutôt par une lutte pour la détention exclusive de l'information (Cf. l'affaire Microsoft). Contre la conception "altruiste" du marché que postule Hayek, s'affirme au contraire un marché cybernétique lieu du Laissez-faire intégral. Les autoroutes de l'information, parce que transnationales, échappent largement à toute tentative de régulation. La récente affaire du sang contaminé en Autriche le prouve : le sang qui devait être vendu en Chine l'était via Internet par une clinique autrichienne, c'est-à-dire sans possibilité de contrôle des pouvoirs publics. On peut même s'étonner que les pouvoirs publics aient eu à intervenir pour faire valoir la vie humaine contre la volonté de vendre. Curieuse inversion des valeurs qui oblige à formuler la question a priori naïve : comment est-ce possible?

Le capitalisme contemporain reste très largement fondé sur les analyses classiques. Sa dynamique fondamentale - le désir illimité d'enrichissement - n'est à aucun moment remise en cause. Il apparaît même que ce désir, si puissant en l'homme qu'il serait inhumain de le nier, a su, à lui seul, préserver le capitalisme de l'effondrement. La promesse d'un enrichissement futur et de l'accès en différé au bonheur des plus riches, ainsi que l'indéniable augmentation du niveau de vie depuis le milieu du XX siècle, sont autant de forces qui empêchent toute contestation de type révolutionnaire. Il serait bien irrationnel de mettre à bas un système dont on pense qu'il nous conduira au Bonheur. De plus, le modèle qu'il offre au monde est attrayant avec sa profusion de biens de consommation et de services qui nous rendent la vie plus "facile". La fascination est encore décuplée par la puissance des autoroutes de l'information conçues comme une révolution, qui mettent le monde entier à notre portée, et accélèrent l'évolution récente et particulièrement rapide de l'économie capitaliste et des sociétés. Cette fascination est le meilleur plaidoyer en faveur du Laissez-faire et tout questionnement portant ombrage à ce dernier constitue une remise en cause de la fascination qu'il exerce, et donc d'un espoir. C'est parce qu'ils ont su théoriser cette fascination que le libéralisme et l'économie capitaliste relèvent d'une idéologie, celle du Laissez-faire. Il ne s'agit pas cependant de briser

cette fascination ni de porter un jugement sur la valeur "morale" du capitalisme. En revanche, si l'on peut l'identifier comme une idéologie et non comme un processus naturel guidé par une main invisible, il s'agit de soumettre cette idéologie à un examen "**éthique**" afin d'envisager l'hypothèse d'une réconciliation entre capitalisme et humanisme.

Il convient alors de préciser comment le terme "éthique" peut être compris, et de voir comment il peut apporter une réponse à la contradiction que relevait Rousseau: " une poignée de gens regorge de superfluités, tandis que la multitude affamée manque du nécessaire³⁸".

II L'éthique: une nécessité et une démarche.

L'éthique est prise dans un piège et une contradiction. D'une part, ce terme est aujourd'hui galvaudé, employé en toutes occasions, parfois pour évoquer une déontologie, parfois pour justifier une simple attitude honnête, probe, ou vertueuse, voire même pour servir d'habillage douteux à des comportements discutables (Cf. l'utilisation de "l'éthique du tennis" dans la campagne de publicité de Nike). D'autre part, l'éthique est aussi un concept, particulièrement abstrait, dont les déterminants sont d'ordre philosophique; la difficulté majeure vient de ce que **son essence philosophique nuit à sa crédibilité** dans les sociétés contemporaines, tandis que l'usage qui en est fait au quotidien en dévoie complètement le contenu, tout en manifestant peut-être un **désir confus qui resterait à satisfaire**.

Il pourrait être fécond d'analyser l'occultation du fait économique dans la tradition de la pensée éthique³⁹ comme une justification théorique de cette difficulté.

Afin de sortir de cet enfermement, il est nécessaire de définir "une" démarche éthique dont l'objet sera d'en discerner les implications dans la vie en société.

A) l'acception retenue de l'éthique, et ses fondements philosophiques.

La pluralité des acceptions du terme d'éthique, qu'implique son étymologie même (*ethos* en grec signifie mœurs), nous contraint à rechercher et à privilégier un fondement philosophique. La ligne adoptée suivra une filiation d'Aristote à Spinoza puis, peut-être de manière surprenante, à Nietzsche.

³⁸ J.-J. Rousseau *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes* dernière phrase. On considérera avec attention cette statistique de 1997 selon laquelle les 358 personnes les plus riches du monde détiennent l'équivalent des possessions des 2,7 milliards les plus pauvres.

³⁹ La pensée d'Aristote constitue à l'évidence une exception. Mais le contexte dans lequel Aristote écrivait était aussi radicalement différent du notre, et même de celui de la renaissance qui annonçait le matérialisme historique. Il n'en reste pas moins vrai qu'Aristote a entrevu très rapidement les défis que l'économie imposait, même au niveau de la cité, à travers ses différentes catégories de chrématistique (ou "pécuniative").

Liberté et nécessité.

Dans la tradition philosophique éthique, la liberté ne peut à aucun moment signifier pour un individu la possibilité de faire ce que bon lui semble. Dans le courant moral même, la liberté est soumise à une loi, un devoir, un "impératif"⁴⁰, qui garantit à l'homme le Bonheur. **La liberté ne se conçoit donc pas sans régulation.** Cependant, dans le respect de la filiation définie ci-dessus il nous paraît nécessaire de distinguer "morale" et "éthique".

L'éthique fonde la liberté dans la nécessité. Spinoza dans son oeuvre L'Ethique définit ainsi la liberté: "Est dite libre la chose qui existe d'après la seule nécessité de sa nature et est déterminée par soi seule à agir. On appelle contrainte la chose qui est déterminée par une autre à exister et à produire un effet selon une raison définie et déterminée"⁴¹. Or Spinoza, à la suite d'Aristote, considère l'homme comme un "animal social doué de raison". Donc la société est une des déterminations de l'homme. L'existence de la société, et celle d'autrui, relèvent donc d'une nécessité⁴² et déterminent ce que veut dire "être libre" pour un individu. Ainsi, si l'homme s'octroie une liberté déterminée par des impératifs qui vont à l'encontre de cette nécessité, sa liberté devient "chose contrainte". Il perd sa liberté puisqu'il va à l'encontre de sa propre nature.

Dans la pensée éthique, la liberté est motivée par un simple respect de l'humanité. **Nier autrui revient à se nier soi-même**⁴³. La liberté n'existe que parce que l'homme existe et qu'autrui existe, sans référence à une promesse d'un monde meilleur ailleurs que sur terre⁴⁴. La différence qui s'opère avec la conception morale vient de ce refus de toute finalité. Une telle conception de la liberté repose sur la puissance de l'homme. Par la démarche intellectuelle, l'homme peut déterminer la cause de ses passions, et avoir ainsi puissance sur elles. Par là même, il est en mesure, non de les nier, mais de les maîtriser. Il peut aussi comprendre qu'il en va de même pour les individus qui l'entourent, et qu'il est donc nécessaire d'exercer sa liberté de manière à ne pas nier en autrui ce qu'il a compris comme étant de la nature humaine.

Ce fondement philosophique aide à lever l'opacité qui entoure la notion d'éthique. Il est en outre utile pour fonder et valider la démarche. A titre d'illustration, examinons, par exemple, le "désir illimité d'enrichissement", à la lumière de cette approche spinoziste. Ce désir est conçu

⁴⁰ Pour Kant, "l'impératif catégorique" est au fondement de la liberté humaine, en rappelant à l'homme de considérer autrui "jamais uniquement comme moyen mais toujours exclusivement comme une fin." Fondements de la métaphysique des mœurs. Mais au-delà de cette conception humaniste, la morale a une finalité qui est le Souverain Bien dans le royaume de Dieu. A la suite de Kant, la morale est conçue comme garantie d'accès à l'amour de Dieu. Elle est donc fondamentalement indissociable de la religion. On distinguera donc ici morale et éthique, mais en précisant que les implications "terrestres" de la morale peuvent tout à fait rejoindre la démarche éthique.

⁴¹ Spinoza L'Ethique Première partie définition VII

⁴² "Nécessaire, la chose dont la nature implique qu'il y a contradiction à n'en pas poser l'existence". Traité de la réforme de l'entendement §53

⁴³ Une telle négation relève de l'aberration selon Spinoza, puisqu'elle irait contre le principe du "conatus" qui est l'effort de l'homme à persévérer dans son être.

⁴⁴ Volontairement, dans le cadre de ce travail, nous n'aborderons pas la conception de Dieu chez Spinoza.

comme une passion que ni la raison ni la justice institutionnelle ne peut réguler. La démarche éthique tend à montrer que l'acceptation de ce désir comme "illimité" vient d'une défaillance de l'analyse. Est-ce bien l'enrichissement qui est conçu par l'homme comme finalité? Où n'est ce pas plutôt sa puissance? Nous analyserons les implications de ce changement d'éclairage un peu plus loin. L'exercice met cependant en lumière l'une des caractéristiques essentielles de la démarche éthique. Il s'agit tout d'abord de ne pas accepter comme cause ce qui n'est qu'un effet de la cause. De plus, la détermination de la cause repose sur la prise en compte de la nécessité, et la connaissance de la nécessité augmente la puissance de l'homme⁴⁵. Ainsi, l'apport essentiel de la démarche éthique est bien de questionner ce qui semble acquis et immuable. La question est de savoir dans quelle mesure l'homme est capable d'agir individuellement et socialement.

De cette conception philosophique découle la conception sociale. La démarche éthique suppose la constitution d'un pacte social qui réponde à la nécessité "socialisante" de l'homme. Fondée sur la puissance de l'homme, **l'éthique ne peut s'accommoder d'un asservissement à une structure**. Le pacte social doit préserver la liberté humaine en s'instituant sur la nécessité, afin de rendre à l'homme sa responsabilité. "Toute société doit, s'il est possible, instituer un pouvoir appartenant à la collectivité de façons que tous soient tenus d'obéir à eux-mêmes et non à leurs semblables⁴⁶". Certes la "société des sages" d'Adam Smith décrite par Spinoza, ou le "peuple de Dieux" décrit par Rousseau demeurent hautement improbables. Pourtant, l'éducation et le processus démocratique ayant fait leur chemin, **il serait plausible de reconsidérer le pacte social**, en le fondant non plus exclusivement sur l'autorité, mais sur la nécessité du pacte.

C'est dans le pacte que la liberté de l'homme s'accomplit, puisqu'il réalisera sa nature individuelle et sociale. La société lui garantit la jouissance intégrale de la liberté. Le cas de la propriété est à cet égard révélateur. Hors du pacte social, l'individu doit défendre son territoire tandis que dans la société, sa propriété est garantie par son adhésion au pacte social : en s'engageant à respecter la liberté sociale d'autrui, il engage les autres à respecter la sienne⁴⁷. Le pacte social assure une liberté plus grande que dans le cadre d'une simple régulation entre individus puisqu'il affranchit l'individu de la contrainte de la protection de son territoire. Ceci implique la nécessité de l'Etat seul garant de cette protection de manière universelle. On retrouve là, la définition de l'Etat selon Weber : une entité institutionnelle détenant le "monopole de la contrainte légitime". L'Etat, les pouvoirs publics sont les instruments de la liberté de **tous**, et non pas du plus grand nombre, mais doivent être transitoire. Le rôle de l'Etat

⁴⁵ "Dans la mesure où l'esprit comprend toutes les choses comme nécessaires, il a sur les sentiments une puissance plus grande, autrement dit il est moins passif." *L'Éthique* livre V proposition 6

⁴⁶ *Traité théologico-politique* chap.5 p.685

⁴⁷ Cf. J.-J. Rousseau *Du contrat social* livre I chap. 9 "Du domaine réel"

est d'amener les citoyens à comprendre que le respect des lois n'est pas la fin en soi. Ce qui était fait par peur de la transgression devra être fait par nécessité.

L'éthique est donc, dans sa démarche, fondamentalement **a-légale**. Les lois sont absolument nécessaires pour la bonne marche de la société. Parce qu'il est illusoire de penser que nous nous comportons strictement en sages dans la société, les lois encadrent nos actions, définissant le champ d'action de notre liberté. Comme, de plus, l'instauration d'une loi incite à sa transgression⁴⁸, l'Etat doit avoir les moyens, physiques ou moraux de faire respecter la loi. L'existence des lois ne vient, après analyse, que de notre incapacité à comprendre la nécessité de certaines actions, et l'impossibilité sociale de certaines autres. Promouvoir une démarche éthique vise donc à affranchir les actes de la menace d'un châtement, d'une sanction. La sanction légale qu'implique un vol doit s'effacer à terme devant la nécessité de ne pas voler. On voit à cette occasion que la société ne doit pas mettre un individu en situation de voler pour survivre, auquel cas elle sera responsable de la nécessité du vol. Ceci nous amène à comprendre qu'une société doit promouvoir la dignité de l'homme, si elle ne veut pas décourager les individus d'adopter une démarche éthique au niveau individuel. A un niveau plus global, on peut aussi dire que l'éthique, dans son idéal, réfute le droit international. Celui-ci est superflu puisqu'il est nécessaire de respecter la vie d'autrui.

De toute évidence, une telle position n'est pas tenable à l'expérience des faits. Il reste que

la démarche éthique consiste à ne pas perdre de vue cet idéal. Ainsi l'éthique propose de substituer aux couples "impératif catégorique/promesse", "vice/châtiment" et infraction/répression", le couple "action/responsabilité".

Acquiescement et responsabilité: l'éthique contre le sens historique.

L'acquiescement est la dynamique de la démarche éthique. Il consiste en une adhésion à la nécessité, au lieu de son rejet par incompréhension. Il consiste à respecter comme absolument nécessaire la vie d'autrui et donc sa propre vie⁴⁹. La vraie liberté est l'expression de cet acquiescement. Encore peut-on acquiescer sans comprendre, sans réfléchir aux implications de ce à quoi on prétend adhérer. Une telle attitude risquerait de nous entraîner à envisager les conséquences de nos actes dans la proximité et à court terme, puisque c'est dans l'environnement quotidien que notre engagement s'exprime de la manière la plus pratique. Or

⁴⁸ Cf. l'analyse de Montesquieu dans le livre I chap. 3 de L'esprit des lois

⁴⁹ "...une formule d'acquiescement supérieur, née de la plénitude, de la surabondance, un OUI dit sans réserve à la vie." F. Nietzsche Ecce Homo p. 141_

chacun de nos actes et de nos engagements influence l'environnement global⁵⁰. Ainsi, la définition de la liberté devient, avec A. Camus commentant Nietzsche: "L'adhésion totale à la nécessité totale"⁵¹. Cette nouvelle définition de la liberté implique que l'homme soit conscient des implications a priori non envisagées de ses actes. La liberté n'est donc pas facile, puisqu'elle est à tout instant tension. Reprenant l'exemple du "désir illimité d'enrichissement," on pourrait dire que l'adhésion aveugle à ce principe est une facilité : nous nous réfugions derrière ce qui serait non maîtrisable en nous, pour justifier nos actes. Nous ne nous posons pas la question de savoir si ce désir est nécessairement immuable.

Cet acquiescement est un hymne à la vie, à la vie d'autrui, certes , mais aussi à sa vie propre. De façon sans doute surprenante, la démarche éthique est aussi une démarche égoïste. Il convient de lever toute ambiguïté concernant ce terme, afin de le distinguer de l'individualisme. Dans l'acception courante illustrée par les définitions du Petit Robert, égoïsme et individualisme sont assimilés. Le Littré, en revanche, marque la différence entre ces deux notions, dans leur sens philosophique. L'individualisme est défini comme "système d'isolement dans l'existence, l'opposé de l'esprit d'association." L'égoïsme est "l'ensemble des penchants et des instincts qui servent à la conservation et à l'entretien de l'individu." On reconnaîtra dans cette acception la définition quasi intégrale du "conatus" spinoziste (Cf. note 2 page 19). Ce conatus est la préfiguration de la "volonté de puissance" nietzschéenne qui est une aspiration à "devenir davantage" et qui s'exprime dans l'égoïsme: "Vivre pour autrui, délassément infiniment agréable pour les hommes fortement égoïstes"⁵². Dès lors, l'individualisme s'offre comme un mode de pensée et une attitude contraire au développement de la puissance de l'homme. L'individualisme, défini comme un repli sur son existence signifie un affaiblissement de "l'ego", niant le principe de vie qui consiste à tendre vers un "vouloir-vivre plus fort". Une telle négation de l'ego conduit à une moindre conscience de sa dignité, et, a fortiori, de celle des autres⁵³. On rejoint alors l'analyse de la nécessité totale, puisque la volonté de puissance est le principe de vie qui unit l'individu aux autres. Il est donc responsable de sa liberté et donc de ses actions, dans la mesure où, à aucun moment il ne doit nier le principe de vie d'autrui. **Sa responsabilité n'est pas d'assurer l'égalité, mais la dignité.**

Assumer sa responsabilité exige avant tout de ne pas se voiler la face. **La responsabilité repose donc sur la lucidité.** Celui qui n'est pas lucide sur les motivations et les conséquences de son acte n'est pas une personne responsable. La responsabilité suppose donc la possibilité de se remettre en cause, la possibilité d'aller contre ses certitudes. On retrouve bien là l'essence de la démarche éthique : le questionnement permanent sur la recherche de la cause

⁵⁰ On reconnaît la théorie du chaos. Cette théorie, démontrée mathématiquement, évoque, poétiquement, que le battement d'aile d'un papillon peut engendrer un ouragan à l'autre bout de la planète. De même nos actes; aussi insignifiants puissent ils paraître au niveau national ou même mondial, ont une influence sur le cours des événements.

⁵¹ A. Camus dans L'homme révolté chapitre "Nietzsche et le nihilisme"

⁵² F. Nietzsche La volonté de puissance livre I § 262.

et des implications, afin de déterminer les moyens d'actions. Un tel comportement demande d'envisager avec attention les choix qui se présentent à nous pour déterminer celui qui, à nos yeux est le plus conforme à la nécessité éthique. La négation n'est pas un comportement responsable, elle peut, à la rigueur, en être une étape. La responsabilité suppose de proposer une alternative, un choix à toute solution écartée. Ce choix peut être plus difficile, mais il peut être plus fécond car plus conforme à l'éthique⁵⁴. La responsabilité implique de savoir recevoir et comprendre les critiques sans y opposer un dogmatisme systématique, sans se réfugier derrière une illusoire détention de la vérité. Cette interrogation permanente sur la signification de nos actes ne signifie pas la remise en cause de nos idéaux ou de nos projets. Cela signifie seulement la capacité à dépasser la foi dans une force immuable sur laquelle nous n'aurions aucun pouvoir comme cause de nos actes.

Nous sommes amenés alors, via la démarche éthique, à aller à l'encontre de tout finalisme historique. Contre la réalisation progressive de "l'Esprit" dans l'Histoire qui aboutirait, selon Hegel, à un état rationnel. Et contre le matérialisme historique marxiste qui n'envisage l'histoire que comme celle des rapports sociaux de production menant inéluctablement à l'avènement de la société mondiale socialiste. Ces théories reviennent à enfermer l'homme dans un cours de l'histoire sur lequel il n'a aucune emprise. C'est aussi réfuter la théorie de la main invisible, qui, pareille au "Dieu des brèches" d'H. Reeves, est le principe d'explication de ce qui nous dépasse, ou de ce que nous n'avons pas le courage de rechercher. Accepter cela est accepter la futilité des engagements humains autour d'un projet, autour d'un idéal. Avec Nietzsche (encore lui!) nous pourrions souhaiter que soit rétablie "l'innocence du devenir", qui donnerait à l'homme la possibilité d'innover, d'inventer. Ce dernier point est fondamental, puisque de lui dépend notre capacité à évoluer. Son importance est soulignée par M. Falise qui parle d'un "devoir d'audace"⁵⁵.

Corrélativement, cette démarche aboutit à la remise en cause du progrès comme immuable. Le progrès est lui aussi une construction intellectuelle, le produit d'un système de valeurs. Il ne peut avoir pour tous la même signification. C'est donc un terme difficile à utiliser, alors qu'il évoque une notion éminemment positive. Il serait abusif de dire, avec Nietzsche, que "le progrès est une idée fausse parce que c'est une idée moderne". On ne peut évidemment pas nier un certain type de progrès dans nos sociétés : politique, social, et matériel. Les conditions de vie ont globalement progressé. Mais, qu'en est-il des rapports sociaux et de la répartition? Pour reprendre la terminologie d'Adam Smith, la "richesse réelle" a augmenté, mais l'équité de

⁵³ "L'affaiblissement de l'ego [...] entraîne une déloyauté générale jusque chez les hommes les meilleurs". Ibid. livre I § 253

⁵⁴ Nietzsche, après avoir proclamé la mort de Dieu, refuse ce nihilisme radical en précisant qui lui faut maintenant préciser ce qui peut remplacer Dieu. Son choix se portera sur l'homme qui, dès lors, "devient responsable de tout ce qui vit, de tout ce qui, né dans la douleur, est voué à souffrir de la vie". Ibid. livre III § 420 Nier Dieu sans endosser la responsabilité de ce qu'on lui attribuait serait lâche.

la répartition a-t-elle suivi pour autant ? Plus fondamentalement, que dire du progrès spirituel, artistique et culturel, par lequel, d'Aristote à Nietzsche, on pouvait évaluer l'amélioration d'une société?

La démarche éthique cherche à ne pas enfermer l'homme dans le progrès; à ne pas le faire vivre dans la promesse d'un monde meilleur à venir, mais dans la volonté d'œuvrer à une amélioration au quotidien de sa vie, et bien évidemment, de la société. C'est vouloir faire de chaque instant le meilleur possible, et donc créer les meilleures conditions possibles d'avènement du futur.

Une nouvelle utopie ? Non, à condition que la démarche éthique conduise chaque acteur à s'impliquer, parce que les conditions auront été créées pour rendre cet engagement possible . Il est clair que s'affrontent dans ce mouvement l'éthique et la réalité. L'éthique doit faire la preuve de sa capacité à susciter l'adhésion autour d'un projet responsable et ambitieux.

B) Ethique et réalité: la difficile rencontre.

L'éthique utilise des termes qui ressortissent à l'idéal: le sage, le bonheur, la béatitude... Or, pour avoir une légitimité historique, elle doit s'affirmer comme **principe d'action**. L'enjeu est donc de savoir comment passer d'un engagement philosophique et spirituel à une méthode de vie sociale.

Les expressions de l'éthique: justice sociale et solidarité.

Depuis Aristote, la réflexion éthique se développe dans un contexte d'exaltation de la raison, de volonté de maîtrise du corps par l'esprit. Chez Spinoza, par exemple, cette démarche visait ainsi à accéder au Souverain Bien et à faire de l'homme un "sage"⁵⁶. Elle consistait aussi à remettre en cause un système politique qui niait la liberté, et à faire pénétrer la tolérance dans les mentalités. En un mot, son enjeu consistait en la défense des libertés fondamentales nécessaires à l'accès à la sagesse.

De la même manière que la démarche éthique s'est attachée à remettre en cause le statu quo politique de l'ancien régime, elle doit aujourd'hui s'attacher à questionner le statu quo économique, et donc raisonner sur le problème de la justice sociale. La réflexion sur l'inégalité des conditions et sur la question du respect de la vie humaine naît avec les Lumières et les

⁵⁵ "Nous ne devons pas être timides. Nous avons un devoir d'audace. Il nous faut, parmi les *différents futurs possibles*, tracer, sur la base de nos valeurs communes, l'esquisse d'un futur souhaitable". Plate-forme pour un monde responsable et solidaire décembre 1993.

souverains éclairés ou certains grands personnages de l'état (Cf. Catherine II de Suède). L'enjeu de l'engagement philosophique devient l'amélioration des conditions de vie, socle vital de la liberté politique et intellectuelle.

Cet enjeu est présent dans l'Angleterre du XIX^e siècle qui voit naître, en réaction à l'injustice induite par le progrès industriel, des mouvements de prise de conscience face à la précarité de la situation de la classe laborieuse. Robert Owen est de ceux qui ont très tôt refusé l'injustice sociale comme une fatalité. Cet industriel anglais fondateur du premier syndicats des métiers anglais en 1832, voulait promouvoir au sein de son entreprise l'amélioration des conditions des ouvriers. Il soutenait aussi l'éducation de ses employés pour oeuvrer à leur mieux-être intellectuel. Il est à noter que la quasi totalité des dirigeants politiques et industriels britanniques lui jetèrent l'anathème.

Le christianisme social fut aussi une réponse, apportée par l'église, à cette injustice sociale criante. La tradition chrétienne est de venir en aide aux pauvres, aux plus démunis, par l'aumône et par la charité. La charité aux pauvres est un devoir envers Dieu, qui aime les pauvres "que vous aurez toujours parmi vous". Avec l'entrée dans la révolution industrielle, le christianisme évolue de manière contrastée: l'église institutionnelle sanctionne en partie l'inégalité dans son soutien à la hiérarchie⁵⁷, alors que l'engagement de chrétiens, de toutes confessions, apportait une aide déterminante aux plus démunis. Si les organismes caritatifs chrétiens n'avaient pas joué leur rôle, F. Bédarida estime que le taux de mortalité des pauvres dans l'Angleterre du XIX^e siècle aurait été supérieur de 10 à 12 pour mille. Les organismes caritatifs chrétiens constituaient une alternative heureuse aux "workhouses". De même, de nombreux entrepreneurs s'engagent à lutter contre le paupérisme dans leur quartiers ou villes. On pourrait citer encore de nombreuses initiatives et prises de conscience concernant l'injustice sociale qui se développaient en parallèle de la révolution industrielle : la Primerose League de Churchill qui était expressément tournée vers la lutte contre la pauvreté des ouvriers, la Fabian Society, qui remettait plus en cause l'aliénation spirituelle que représentait le mode de vie des employés de l'époque, et le socialisme municipal de Joseph Chamberlain à Birmingham. Ce dernier exemple est intéressant car il reposait sur une étroite relation entre l'industrie, dont Chamberlain était l'un des principaux représentants, et le tissu social et politique.

Mais c'est le XX^e siècle qui a véritablement bouleversé les enjeux auxquels est confrontée l'éthique. Hormis la question évidente de la guerre, ce siècle est celui des dépressions violentes qui mettent au chômage des millions de personnes et qui à son crépuscule, tend à accroître les inégalités et la pauvreté. Cette fin de siècle est déconcertante :

⁵⁶ "Ce qu'il y a de meilleur en nous c'est l'intellect. [...] nous devons nous efforcer, avant tout de l'amener, autant qu'il se peut, à sa perfection; car c'est dans sa perfection que doit consister note Souverain Bien". Spinoza Traité théologico-politique chap. 4 p.668-669

nous ne sommes pas en situation de dépression, et pourtant un désir de justice sociale s'affirme de plus en plus. Le paradoxe est celui d'une croissance et d'une surabondance de biens et services qui ne parviennent pour autant pas à satisfaire les besoins élémentaires de tous. Nous avons abandonné (?) l'idée de révolution en tant que démarche anti-démocratique. En même temps, quelle peut être la justification démocratique de la situation de 7 à 9 millions de personnes en situation précaire en France et 58 millions en Europe? A la volonté révolutionnaire du XIX succède un sentiment tout aussi fort d'incompréhension et de révolte. La révolte aspire à la justice, la révolution exige l'égalité et la punition des responsables de l'iniquité. C'est dans ce contexte que se développe aujourd'hui une réflexion sur la justice sociale, qui serait nuisible socialement et économiquement notamment avec John Rawls⁵⁸.

La solidarité est la seconde expression fondamentale de l'éthique. Elle découle de la justice sociale. Elle apparaît avant tout comme un contrepoids à l'individualisme (Cf. définition citée p. 21) puisque celui-ci est contraire à l'esprit d'association. Or cet esprit d'association est fondamental pour un régime qui se veut fondé sur la liberté et la responsabilité, c'est à dire pour la démocratie. Avec Tocqueville, on peut dire que: "Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère, le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là." Certes, Tocqueville se situe dans un cadre libéral, cette analyse va donc de pair avec une réfutation du pouvoir étatique. Mais son analyse reste fondamentale quant au **rejet de l'individualisme comme destructeur de la société**. La solidarité ne doit pas être inspirée par un sentiment de culpabilité, mais uniquement par la nécessité d'une justice sociale pour le bon fonctionnement de la société.

En outre, la solidarité ne saurait être égoïste: solidarité interne et solidarité externe doivent être pensées conjointement. En vertu de la démarche éthique que nous tentons de promouvoir, une approche holistique s'impose. En termes strictement économiques, la mondialisation fait de cette approche une nécessité, car elle met de fait en relation toutes les composantes de l'économie, locales, nationales, régionales et mondiales. Dans la cadre de cette mondialisation, on voit mal comment, la lutte contre le chômage et la pauvreté dans les pays développés, par exemple, pourrait se faire sans une aide à la lutte contre la précarité dans les pays en voie de développement. Il est de notre intérêt d'être solidaire avec ces pays, afin de retrouver les moyens d'être solidaire à l'intérieur de nos frontières. On en profitera pour s'opposer avec virulence aux thèses du Front National, qui préconise un repli sur nous mêmes afin de résoudre nos difficultés. C'est une dangereuse erreur d'analyse qui consiste à faire

⁵⁷ Chesterton parlait d'un "Dieu en chapeau de haut de forme". Et F. Bédarida de préciser: " ce christianisme est un christianisme fondamentalement inégalitaire, pour qui la hiérarchie sociale, loin d'être signe d'égoïsme, est simplement le reflet naturel des desseins de Dieu sur la société humaine". *La société anglaise...* p.134

⁵⁸ Les deux principes de la justice selon J. Rawls sont énoncés comme suivant: "Chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous, qui soit compatibles avec le même système pour les autres. Les

miroiter l'illusion que, dans le contexte actuel, un pays pourrait parvenir seul, et de manière "individualiste", à résoudre ses problèmes. Mais cela suppose de faire l'effort d'analyser avec lucidité les causes de certaines injustices sociales, sans se réfugier derrière des considérations générales, ainsi que le souligne J. Rawls⁵⁹.

La politique, praxis éthique.

Pour agir sur ce que nous estimons contraire à l'éthique, nous avons besoin d'un mode d'action. Au niveau individuel ce mode d'action est l'engagement responsable, l'acte réfléchi. Mais au niveau de la société, ce mode d'action est la politique. Mode d'action avant tout à l'intérieur des frontières de l'Etat. En effet, si la politique agit ou tend à agir hors des frontières constitutives du territoire social, elle devient totalitaire⁶⁰. Elle doit donc être avant tout un moyen de réalisation sociale, de cohésion, et non un prétexte à des agissements contraires à l'éthique. On retrouve la conception aristotélicienne de la politique comme "science architectonique". Elle est donc cette discipline qui permet de gérer, d'organiser et d'orienter la cité et la société. Les autres disciplines, dont l'économie, sont donc des instruments de la politique pour assurer le bon gouvernement de la société. La politique a besoin du produits des autres disciplines pour le Bien de la société.

L'économie est donc la discipline qui permet de fournir les ressources nécessaires au bien-être des citoyens⁶¹. Dans une optique aristotélicienne, l'économie n'est légitime que dans le cas où elle permet d'approvisionner la cité en biens nécessaires. Tout luxe ou superflu est banni, dans la tradition de l'ascétisme grec, et de la valorisation des joies spirituelles. Si l'art d'acquérir s'affranchit de ce rôle, il devient chrématistique, et n'a plus aucune légitimité. Aristote entrevoyait déjà la déconnexion possible de l'économie et de la politique. Si cette thèse témoigne d'une époque qui n'a rien à voir avec la nôtre, elle n'en a pas moins le mérite de poser les jalons d'une réflexion qui est aujourd'hui fondamentale.

La politique est la discipline qui définit un projet, qui oriente une société. Dans les conditions idéales, la décision politique est issue d'un débat, et apparaît donc comme un accord sur un choix que la société veut privilégier. Il appartient ensuite au pouvoir politique de mettre en oeuvre ce projet, en s'appuyant sur l'interdisciplinarité qu'exige aujourd'hui l'avancement des

inégalités sociales doivent être organisées de façon à ce que, à la fois, (a) l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à l'avantage de chacun et (b) qu'elles soient attachées à des positions et des fonctions ouvertes à tous". *Théorie de la justice* p.91

⁵⁹ "C'est pourquoi je pose que les partenaires sont situés derrière un VOILE D'IGNORANCE. Ils ne savent pas comment les différentes possibilités affecteront leur propre cas particulier et ils sont obligés de juger les principes sur la seule base de considérations générales".

J. Rawls *Théorie de la justice* p. 168

⁶⁰ On peut renvoyer ici à l'analyse de Camus commentant Jünger et le régime hitlérien dans *L'homme révolté* Il montre comment la politique hitlérienne était fondée sur l'action permanente, ce qui devait aboutir nécessairement à la volonté de conquête.

⁶¹ "Il existe une espèce de l'art d'acquérir qui par nature, est une branche de l'économie domestique [ou politique] dans la mesure où celle-ci doit, ou bien avoir sous la main, ou bien procurer, de façon à les rendre disponibles, les richesses dont il est possible de

connaissances. **L'économie seule ne peut apporter la solution aux problèmes économiques**⁶². La politique a un devoir d'innovation et d'élaboration de nouveaux projets quand toutes les solutions envisagées ont échouées. Loin de rechercher une reconnaissance sociale, la politique a une obligation envers la société, une responsabilité accrue envers ceux qui attendent des changements nécessaires. Sa responsabilité est d'autant plus grande que, via les moyens dont elle dispose, la politique a le pouvoir d'agir sur le système social, sur le système économique - même s'il est nécessaire de nuancer ce dernier point. Et, comme le rappelle J. Rawls, "le système social modèle les besoins et les aspirations que les citoyens acquièrent. Il détermine en partie le genre de personnes qu'ils sont. Ainsi, le système économique n'est pas qu'un moyen institutionnel pour satisfaire les besoins existants, il crée et façonne aussi des besoins futurs"⁶³.

La politique, en tant que moyen d'action, peut revêtir plusieurs formes. Face à un pouvoir non démocratique, ou non fondé sur la légitimité du peuple, la première forme d'action politique est **la révolution**. Celle-ci est fondée par une aspiration collective contre l'injustice sociale, mais aussi contre l'oppression politique. Malraux décrivant les pensées de Manuel dans L'espoir: "La révolution était la réalisation de ses désirs éthiques". Il y a donc une volonté éthique dans la révolution. Mais dans l'action révolutionnaire, il n'y a rien d'éthique, puisque celle-ci suppose le recours au meurtre⁶⁴. Or on ne construit pas une société plus juste sur le meurtre organisé. L'aspiration révolutionnaire s'inspire d'une démarche éthique, mais son expression historique est nihiliste. Elle souligne néanmoins que c'est par la détention du pouvoir politique que l'on fait évoluer le statu quo.

La réforme est une autre forme d'action politique. Elle consiste à reconnaître la légitimité du régime en place, mais à promouvoir un changement des structures ou des modalités de répartition et des conditions de vie. Cette volonté de réforme est celle privilégiée dans les démocraties libérales, dans les années trente avec le "New Deal" de Roosevelt, le Welfare State des travaillistes britanniques au sortir de la guerre, ou dans les projets de "Nouvelle Société" de J. Chaban-Delams et J. Delors en 1971. Le but de la réforme est de remédier à un état de fait qui semble injuste, et s'incarne alors dans la législation. Mais une réforme qui consiste juste en un nouvel arsenal législatif risque plus d'effrayer les citoyens que de les inciter à la responsabilité. Aussi la réforme doit-elle s'accompagner obligatoirement d'un important travail d'information, de concertation, bref, de participation sociale active des

constituer des approvisionnements, quand ils sont nécessaires à la vie et utiles à la communauté politique". Aristote La politique 1256, b, 25-30

⁶² "dès lors, en effet, que l'on aborde un problème concret dans le champ de l'économie, il est impossible de le maîtriser correctement sans le recours à la pluralité et à une confrontation d'approches: celles de l'économiste, du sociologue, du juriste, du technologue, du politologue... et certainement aussi de l'éthicien". M. Falise Quelle place pour une éthique au sein d'une économie de marché p. 11

⁶³ J. Rawls Théorie de la justice p. 300

⁶⁴ Trotsky écrivait: "Si la vie humaine doit être considérée comme sacrée, alors la révolution est impossible".

citoyens, faute de quoi, on risque la perte de toute légitimité, et le gaspillage de l'énergie et des moyens engagés dans le projet.

Aujourd'hui, la politique comme mode d'action est fortement remise en cause. Certes il existe un phénomène de désintérêt des citoyens vis-à-vis de la sphère politique. Ceci est tout particulièrement vrai en France et aux Etats-Unis, où le thème de la déconnexion de la classe politique et de la société est un leitmotiv des débats électoraux, mais aussi des discours des formations extrémistes. Et cette réalité grève la crédibilité du discours et de l'action politique. Mais deux raisons plus fondamentales de cette remise en cause sont, d'une part le processus de mondialisation et son corollaire, et d'autre part la déconnexion de la sphère économique de la sphère politique.

La mondialisation a ancré le souci d'éthique dans un impératif mondial. Plus que jamais, la responsabilité et la solidarité doivent s'exprimer sur la scène mondiale. S'en tenir à la sphère nationale équivaut à démissionner devant les défis que présentent à la réflexion éthique les enjeux de la mondialisation. Cette dernière est maintenant une réalité avec laquelle il faut composer pour pouvoir engager une démarche éthique. Dès lors, la politique, en tant que praxis éthique, est particulièrement affectée par le processus de mondialisation. Jusque là le domaine du politique était le national. Tout se rapportait à lui. A la notion de politique était liées les notions de pouvoir et de territoire, même dans le cadre des relations internationales. Aujourd'hui, ce domaine est remis en cause par la transnationalisation des activités. **Un enjeu fondamental** de la démarche éthique pour élaborer un mode d'action correspondant aux évolutions de cette fin de siècle, **est de redéfinir le domaine du politique**, de reconsidérer la signification du politique. Il faut redéfinir un lieu où la politique retrouvera une possibilité d'action significative dans le contexte de la mondialisation. Il s'agit là encore de faire preuve d'innovation, en matière politique.

Redonner à la politique les moyens d'orienter la société, de formuler un projet et de le réaliser se heurte à la perte de contrôle des instruments de la politique économique, mais aussi de la politique sociale. La mondialisation impose une sorte d'alignement des instruments politiques sur une norme présentée comme salvatrice, comme rationnelle. Cette norme est économique, et les impératifs sont ceux de la rationalité économique. La politique se trouve donc dans une situation de concurrence avec la discipline économique. Plus encore, elle est présentée comme nuisible, et perturbatrice de la saine activité économique. La politique est victime de la théorie selon laquelle l'économie obéit à une finalité "naturelle", quasi transcendante, qui pourrait s'apparenter à la "main invisible" de Smith.

Le problème véritable est que cette remise en cause progressive de la politique est le résultat même de la démission des instances politiques, qui se sont rangées derrière

l'implacabilité du processus de mondialisation économique, et en ont fait un choix de "civilisation"⁶⁵. En laissant

la primauté à l'économie, la politique stigmatise un choix de priorités : le concept au centre des préoccupations est **la richesse et non pas l'homme**. Or le rôle primordial de la politique est bien de recentrer les préoccupations sur celui qui doit être la finalité de toute activité: l'homme. Didier Liviot, président du C.J.D., insiste sur la nécessité absolue que constitue ce recentrage sur l'homme. Cela seul permettrait de redonner une légitimité au projet politique, et de **valider la démarche éthique comme mode d'action**.

La politique comme praxis éthique suppose que le projet proposé par le pouvoir politique soit porté par les aspirations de la société. Il doit s'élaborer de manière à susciter l'adhésion de l'ensemble des acteurs sociaux, et donc à montrer en quoi il va dans l'intérêt de tous les acteurs sociaux. La politique doit ainsi chercher à impliquer les acteurs sociaux dans la réalisation du projet défini. Elle définit les grandes orientations, la "structure de base idéale"⁶⁶, mais si ces orientations ne sont pas relayées au niveau individuel, l'initiative restera lettre morte. Ainsi, les citoyens détiennent la condition de réalisation d'un projet⁶⁷. Ce n'est donc que par l'engagement de chacun que le projet présenté par le politique est susceptible de s'affranchir du consensus qui règne aujourd'hui en matière de conception de la société.

S'affranchir du consensus général est à la base même de la démarche éthique, puisque cela nécessite la compréhension des causes du consensus et la proposition de quelque chose de nouveau. On retrouve aussi l'inconfort que peut impliquer la liberté issue de la remise en cause d'un consensus qui offre des certitudes dont l'existence est rassurante. Il est difficile de promouvoir le changement, car celui-ci implique inévitablement, à un moment donné, des sacrifices pour certains. Sacrifices dans le court terme, mais amélioration à plus long terme. C'est ce décalage qui crée la peur et la sclérose face au changement. La démarche éthique nécessite donc, pour cette raison, le "courage". En lui même, ce courage signifie un mieux-être puisqu'il suppose déjà un dépassement de soi⁶⁸. Cette dimension peut prêter à sourire, mais n'est-ce pas pourtant le but ultime: avoir le courage d'agir au lieu de rester passif face aux événements de façon à oeuvrer à son propre dépassement. Un projet politique susceptible d'emporter une adhésion de faire des citoyens et des organisations des **acteurs**, pourrait être **l'affirmation d'une Volonté-de-faire, au lieu du Laissez-faire**.

⁶⁵ Ce terme de civilisation peut être justifié par les travaux de Claude Lévi-Strauss, et notamment dans son ouvrage *Race et histoire* il insiste sur l'unicité, dans l'Histoire, du fait qu'un mode de vie s'impose de manière aussi forte que le mode de vie occidental. Mais il souligne que "cette adhésion au genre de vie occidental, ou à certains de ses aspects, est loin d'être aussi spontanée que les occidentaux aimeraient le croire. Elle résulte moins d'une décision libre que d'une absence de choix". P. 53

⁶⁶ Cf. J. Rawls *Théorie de la justice* p. 302

⁶⁷ "La promotion de ce bien suppose la coordination des volontés pour assurer la convergence des efforts et des moyens de réalisation. Ainsi, s'institue un pouvoir, qui est public et politique et mis au service du bien commun, pour promouvoir les conditions de sa réalisation". Alain Barrère *L'enjeu des changements: exigence actuelle d'une éthique économique et sociale* p. 70

⁶⁸ Nietzsche, donnant les conditions de réalisation de son projet "d'inversion de toutes les valeurs" écrit: "il faut du courage, et, condition de ce courage, un excédent de force: car c'est aussi loin que le courage a le droit de s'aventurer, c'est exactement à proportion de sa force, que l'on approche de la vérité". *L'Antéchrist* p.141

L'éthique est une démarche, un principe d'action. Son problème réside dans sa dimension idéaliste, et dans l'implication nécessaires des individus qu'elle implique. Or il est illusoire de penser que tous les acteurs d'une société vont s'impliquer dans un projet éthique. Adam Smith soulignait dans la Richesse des nations qu'il était rare de trouver la passion du Bien Commun chez les marchands, et qu'il ne serait pas bien difficile de leur faire renoncer à cette "belle passion". D'où la nécessité du relais politique susceptible de forger un socle éthique pour asseoir une démarche commune fondée sur les valeurs de la société concernée. De sa capacité dépend le bonheur de tous, et non plus seulement le bonheur du plus grand nombre. La tâche du politique est de permettre de comprendre que rien - et certainement pas l'économie - ne se situe hors du champ de l'éthique. **L'éthique étant une démarche globale, un principe d'action et d'élaboration de projets nouveaux, l'économie est nécessairement assujettie à la sphère éthique, via la politique.** La discipline économique est aussi un instrument de la démarche éthique. Ceci est particulièrement vrai depuis que l'enjeu majeur de la réflexion éthique concerne les conditions de vie des hommes, et le respect de leur dignité dans un monde qui veut s'affirmer comme développé. Moins que la liberté, c'est la possibilité de vivre décemment, de s'épanouir qui est au centre de la préoccupation éthique. mais cet épanouissement, ce "vouloir-vivre davantage" nécessite la qualité des conditions de vie, et l'économie doit donc remplir son rôle de création de richesses pour assurer une vie décente à tous sans exception. On ne peut rejeter cela au rang d'idéal ou d'utopie. Il convient d'esquisser des pistes pour une autre conception de l'économie capitaliste dans un contexte de mondialisation.

III Ce que pourrait être le capitalisme éthique...

Le capitalisme apparaît comme une idéologie qui répond à un désir puissant en l'homme, celui, illimité, de l'enrichissement. Qu'il soit culturel, c'est-à-dire institué par les comportements sociaux, ou naturel, ce désir est un fait qu'il serait vain de vouloir nier. Pareillement, le désir de justice, d'éthique même, est aussi en l'homme de manière flagrante.

Aujourd'hui, on peut dire que ces deux désirs sont également présents, mais l'un est sans cesse encouragé par une idéologie puissante et homogène, tandis que l'autre se dilue dans des formes disparates qui empruntent des démarches incertaines. Le capitalisme ne parvient pas à assurer la dignité matérielle de tous, et les projets s'inspirant d'une démarche éthique ne parviennent pas à élaborer un projet cohérent et puissant. Le premier souffre d'un manque de légitimité, les seconds souffrent d'un manque de crédibilité.

Rechercher ce qu'on pourrait appeler une synthèse s'impose donc, afin de conférer à la démarche éthique une crédibilité, et de redonner au capitalisme une légitimité.

A) Le capitalisme éthique: condition nécessaire de l'épanouissement individuel

Capitalisme éthique et liberté individuelle.

Le rôle essentiel d'un capitalisme éthique, en tant qu'économie politique, est avant tout de créer les conditions matérielles décentes, nécessaires à l'épanouissement de chaque individu. Le problème réside dans la déconnexion déjà évoquée entre économie et politique. Dans ce contexte, une séparation s'opère au niveau de la liberté. La liberté politique, n'est plus déterminée par le pacte social seul, mais elle l'est aussi par l'intégration économique. Cette déconnexion implique que la condition de la liberté est double: politique, ce qui était à peu près acquis dans les régimes occidentaux, mais aussi économique. Or, avec l'emprise de plus en plus prégnante qu'exerce l'économie sur la politique, la liberté économique prend le pas sur la liberté politique. Elle finit même par conditionner la liberté politique.

Cette mise sous condition économique de la liberté politique, prend un aspect démocratiquement intolérable dans le drame des "ayants-droits". On notera au passage l'incompatibilité radicale de ce terme avec les principes démocratiques. Plus encore, ce terme nie les fondements de la société. En contractant le pacte social, chacun met sa personne et ses biens sous la protection de la société. Ceux qui n'ont pas de biens mettent au moins leur personne, leur intégrité et leur dignité. Accepter la possibilité d'une population "d'ayants-droits" au sein de nos sociétés, dénote déjà d'une conception dépravée de la société. On refuse à ces ayants-droits le droit même d'exercer leurs droits politiques et civils⁶⁹. L'inscription sur les listes électorales est ainsi impossible pour les sans-logis puisque, par définition, ils n'ont pas de domicile. Mais c'est aussi l'accès à l'information civique et politique qui fait défaut. Aucun effort n'est fait pour faire parvenir l'information civique aux personnes marginalisées, à la notable exception des chômeurs, qui sont susceptibles de voter. La société se désintéresse de ces personnes marginalisées économiquement qui n'ont donc plus, à ses yeux de légitimité politique. Ils ne possèdent plus cette liberté fondamentale qu'est le droit de vote.

Quelle liberté leur reste-t-il, alors ? On passera sur les récits de personnes qui se sont battues pour sortir de la précarité. Elles existent et c'est heureux pour elles. Mais la majorité des gens les plus démunis restent démunis jusqu'à la fin de leur vie. Quelle représentation peuvent ils avoir de la liberté? La liberté d'être "mobiles"? Cette mobilité tant prônée par l'idéologie libérale est un mot qui sonne bien mais qui recouvre, souvent, une triste réalité. La liberté d'entreprise, les rigidités spécifiques à la France mise à part, est aussi largement illusoire même

⁶⁹ Aussi un des volets les plus intéressants de la loi contre la pauvreté et l'exclusion est de donner la possibilité aux marginaux de voter. Mais il est évident que ce ne peut être là qu'un volet défensif, qui doit accompagner des mesures destinées à enrayer la marginalisation.

aux Etats-Unis où 50% des entreprises qui sont créées disparaissent dans les six mois. La quasi totalité de celles qui durent sont créées par des personnes qualifiées pour qui le chômage n'a été qu'une période transitoire. **Le capitalisme échoue s'il entrave la promotion de la liberté individuelle, ou tout au moins se disqualifie-t-il en terme d'économie "libérale"**. En restreignant le champ d'analyse aux pays développés, on admettra que les libertés politiques et les droits sont assurés pour le plus grand nombre. Mais le revenu, la richesse et donc "les possibilités offertes", ce que

J. Rawls reconnaît comme étant les autres "biens sociaux premiers"⁷⁰, ne sont pas mis à disposition de tous par le capitalisme contemporain. Le système politique avait rempli son rôle jusqu'au début des années 1980 en assurant les libertés politiques et le droit, mais l'évolution récente du capitalisme a remis ces libertés en cause pour certaines personnes, en ne satisfaisant pas leur besoins matériels les plus élémentaires. A ces personnes, il n'offre aucune perspective. A Hongkong, le "peuple des cages", ces 300 000 personnes vivant dans des cages pour 300\$ la semaine n'entrevoient que très peu de "possibilités offertes".

Ce constat concernant les personnes en situation de précarité crée un malaise dans la société : il a quelque chose d'intolérable, on admet volontiers que des mesures doivent être prises pour apporter une solution, or il est difficile d'accepter, pour chacun de nous, les sacrifices que la lutte contre l'exclusion et la précarité exigent.

La démarche qui pourrait conduire au capitalisme éthique n'a rien à voir avec une égalisation des conditions ou une redistribution généreuse des richesses du haut vers le bas. La démarche consiste au contraire à faire en sorte qu'une telle redistribution ne soit plus nécessaire. Les implications sont dans la garantie des intérêts des personnes socialement intégrées que cela signifie. Le capitalisme éthique ne peut envisager de demander aux uns de perdre tous leurs avantages conquis ou acquis, en vertu d'un principe de justice. Une pareille volonté se heurterait directement et de manière fort compréhensible, à l'attitude hostile d'une large partie de la population. **Or c'est sur l'adhésion de la population que doit se fonder cette démarche éthique.**

Il est donc nécessaire de bien mettre en évidence que le capitalisme éthique suppose également une amélioration de la liberté de ceux qui reçoivent les fruits du système. Du fait même que l'éthique cherche à terme à mettre fin à une redistribution systématique en faveur des personnes défavorisées, la démarche éthique rejoint les aspirations des personnes intégrées. D'aucuns pourraient objecter que l'objectif de la disparition des conditions de précarité est l'objectif de tous et non pas l'exclusivité des tenants d'une démarche éthique. A l'observation des faits, il est permis de douter de la première proposition. Quand à la seconde, on répondra que **l'éthique n'a pas son fonds de commerce dans la pauvreté ou la marginalisation.**

L'éthique doit avoir pour objectif prioritaire la lutte contre ces deux fléaux, mais elle survivra à leur éradication, puisque ce n'est qu'une étape de la démarche éthique à engager. Visant à la suppression des charges de solidarité qui pèsent sur les personnes intégrées, elle devient nécessaire au mieux-être de ces dernières⁷¹. Bien sûr, il ne faut pas se méprendre : c'est un objectif à long terme. Les mesures d'urgences qu'exige la situation, devront passer par des concessions, à court terme, sur certains privilèges, dont l'acceptabilité ne sera assurée que par la pertinence du projet auquel participerait un capitalisme éthique.

Plus encore, la démarche éthique devrait conduire à une plus grande liberté des personnes non-exclues, du fait d'un sentiment de culpabilité amoindri. En effet, il est difficile de rester serein face au spectacle de la misère et de la détresse. Ceux qui y parviennent ne sont pas, ou ne se sentent pas concernés, mais sont, on peut l'espérer, une minorité. **Or dans une démocratie, nous devons postuler la responsabilité partielle de chacun de nous dans les événements sociaux.** Ce sens de la responsabilité collective s'exprime dans l'arrière-goût que laisse à certains le constat de la situation des plus défavorisés. Il ne s'agit pas de faire du misérabilisme et d'assurer seuls "une somme de douleurs et d'illogisme"⁷² dont nous ne sommes que partiellement responsables. La culpabilité est contraire à la liberté. C'est un principe psychologique connu, sur lequel se fonde la tradition bimillénaire de la confession chrétienne, qui consiste à soulager sa conscience de ses fautes afin d'être plus libre. Dans cette perspective, il n'est pas vain de dire que le capitalisme éthique, crée pour les personnes déjà intégrées des conditions plus favorables à leur sérénité, et donc à leur épanouissement.

L'ignorance, de même, conçue dans la tradition libérale comme une entrave à la liberté et donc à notre épanouissement (Cf. le paradigme Savagien et l'exemple de l'omelette), est une des premières cibles de la démarche éthique. Or, dans nos sociétés, l'une des causes de l'exclusion et de la marginalisation est l'occultation, par les personnes intégrées, des causes de ces phénomènes. Il est beaucoup plus confortable d'accepter les choses comme irrémédiables⁷³, ou du moins sans conserver une distance critique. Le confort que procure l'enfermement dans les certitudes est réel, mais dangereux. Il ne permet pas d'évaluer un état de fait, et moins encore ses évolutions potentielles. C'est donc une liberté restreinte de court terme, d'autant plus restreinte que les certitudes sont grandes. La théorie des anticipations rationnelles défendues avec virulence par la nouvelle école classique à la suite de Lucas estime que les agents ne font pas d'erreurs systématiques et savent prendre les décisions en fonction de la rationalité économique. Mais ces anticipations ne permettent pas la formation d'un projet. Tout au plus

⁷⁰ "Dans l'ensemble, on peut dire que les biens sociaux premiers sont constitués par les droits, les libertés et les possibilités offertes, les revenus et la richesse". *Théorie de la justice* p. 123

⁷¹ Ce point est souligné avec force par A. Barrère: "Une politique est d'autant plus efficace qu'elle peut s'appuyer sur un consensus des citoyens". Et d'ajouter plus loin: "la solidarité rendue obligatoire par la contrainte publique créée, de soi, un risque supplémentaire dont il faut tenir compte". *L'enjeu des changements...* p. 89-90

⁷² Nietzsche *La volonté de puissance* livre I § 221

peuvent elles garantir une certaine cohérence dans la sphère économique. Les facteurs culturels et politiques ne sont envisagées que comme des données parasites. On voit les limites de cette liberté. **La démarche éthique propose au contraire, non pas de réagir en anticipant, mais de chercher à connaître les causes afin de pouvoir agir et non réagir.** C'est donc un principe qui tend ainsi à accroître la liberté des personnes pourtant bien intégrées dans la société en rejetant la soumission à des principes considérés comme immuables, et en développant leur capacité d'action.

Enfin, la relation du capitalisme à l'accroissement de liberté de l'individu appelle une tentative d'analyse du désir illimité d'enrichissement à la lumière de la démarche éthique. Comme nous l'avons indiqué précédemment, il est possible de défendre que ce désir illimité d'enrichissement constitue aussi une de ces certitudes dont il faut essayer de comprendre le fondement. On peut en effet se demander si ce désir, retenu par Hume et Smith, puis, inconsciemment par les sociétés contemporaines, est réellement cette passion incontrôlable qui nous est décrite, ou s'il n'est que l'effet d'une passion plus puissante à savoir la "Volonté de Puissance" de Nietzsche. Le "désir illimité d'enrichissement" décelé par Smith ne serait alors que l'expression de cette volonté de puissance dans le contexte d'un matérialisme historique.

Afin d'étayer cette proposition, on se référera ici à la Théorie des sentiments moraux dans laquelle Smith analyse le désir illimité d'enrichissement d'une personne malade. Il précise que dans la maladie ou la vieillesse, l'homme ne songe plus à ce désir illimité d'enrichissement : "Celui qui est atteint de ces langueurs mortelles ne trouve plus la grandeur et la richesse dignes des pénibles poursuites dans lesquelles il s'était engagé⁷⁴". Il comprend alors ce qui manque véritablement à son bonheur. On peut donc dire que Smith conçoit que ce désir illimité d'enrichissement est l'expression d'une illusion, comme cela a déjà été souligné, et plus encore d'une pathologie. Dans les affres de la maladie et de la douleur, l'homme retrouve qu'elles sont les sources du vrai Bonheur. Il peut donc sembler étrange que l'auteur analyse le désir illimité d'enrichissement comme étant la passion fondamentale en l'homme puisqu'il entrevoit une cause première à ce désir. Cependant, Smith poursuit en précisant que nous confondons la recherche du bonheur avec la poursuite de la richesse⁷⁵. Dès lors, quel est l'intérêt de poser ce désir comme insatiable et premier en l'homme, de *l'admettre sans envisager la possibilité d'une passion susceptible de s'en rendre maîtresse*?

Les démonstrations concernant la maladie ou la vieillesse développés par A. Smith permet d'introduire le concept de volonté de puissance. Dans cet état maladif, la véritable

⁷³ "Souvent, nous faisons nôtre, sans y penser, la conception morale et politique implicite dans le *statu quo* ou bien nous laissons les choses se régler par le jeu fortuit des forces sociales et économiques en concurrence." J. Rawls Théorie de la justice p. 301

⁷⁴ Théorie des sentiments moraux p. 209

⁷⁵ "Le pouvoir et la richesse lui apparaissent alors, ce qu'ils sont en effet, d'énormes et fatigantes machines, destinées à procurer quelques commodités frivoles. [...] si nous considérons la satisfaction réelle que ces biens peuvent donner en eux-mêmes, et isolés de la valeur et de la combinaison des jouissances qu'on en attend, ils nous apparaîtraient toujours méprisables et superflus. Mais nous les voyons rarement sous ce point de vue sévère et abstrait". Théorie des sentiments moraux P. 210

aspiration de l'homme est de reconquérir sa vie, son état de bonne santé. Là où le désir illimité d'enrichissement s'efface, la volonté de puissance subsiste. Les choses les plus importantes sont *alors les choses nécessaires à l'épanouissement de la force à nouveau*: nourriture, repos etc.. On sait bien que dans un état de maladie ou de douleur, pour quelque raison que ce soit, il est difficile de s'épanouir, de se concentrer sur une activité professionnelle, intellectuelle ou toute autre activité⁷⁶. Il existe donc des conditions nécessaires au développement de la puissance de l'homme. **Le capitalisme éthique se doit d'être le système économique qui permet de créer les conditions matérielles nécessaires au Bien-être de tous et cherchant à satisfaire, dans la justice, le désir illimité d'enrichissement des personnes.** La volonté de puissance serait, elle, cette passion au coeur de la recherche du Mieux-vivre, et non pas seulement du Bien-être matériel.

Cette analyse du désir illimité d'enrichissement en tant qu'expression de la volonté de puissance dans un contexte de matérialisme historique a une conséquence fondamentale: elle incite à redéfinir la place du capitalisme dans la société comme possibilité d'une ouverture sur le retour à une conception du capitalisme en tant qu'instrument économique du "libéralisme spiritualiste" défendu par Mill qui rejetait le matérialisme. Et G. Burdeau de préciser qu'on peut voir "dans ce libéralisme idéaliste qui refuse la brutalité du libéralisme vécu, l'authentique figure de la pensée libérale"⁷⁷.

Le capitalisme éthique comme réhabilitation de l'économie politique.

L'élaboration du capitalisme éthique suppose une re-définition des rapports entre économie et politique. On a souligné que le projet éthique était, à terme, de s'affranchir des lois et de la contrainte légale. Mais ce projet est évidemment utopique dans le contexte actuel, personne ne pouvant croire que nous soyons tous prêt à adopter une attitude éthique. Ainsi, la démarche éthique doit engager une nouvelle considération de ce que pourrait être les nouvelles formes d'action politique dans l'économie, notamment à travers le service public. L'Etat est aujourd'hui fortement contesté quant à sa capacité à assumer seul le Bien Commun. Mais ce qui est remis en cause, c'est l'Etat de l'Etat nation, et non l'idée même d'Etat. Il convient donc de concevoir un Etat qui réponde à l'évolution du contexte international et intérieur, qui puisse mettre en œuvre un projet politique, et une politique économique à cet effet.

Le capitalisme éthique doit alors consister à coopérer avec les pouvoirs publics, états ou collectivités territoriales, afin d'accompagner les efforts structurels qu'entreprendraient ces

⁷⁶ "Toutes les questions de la politique, de l'organisation sociale, de l'éducation, ont été faussées à la base par le fait [...] que l'on a enseignés à mépriser les petites choses". Nietzsche *Ecce Homo* p. 127 Ces "petites choses" sont en réalité les biens élémentaires nécessaires à la vie décente.

⁷⁷ *Le libéralisme* p. 109

derniers. Cette idée est défendue par le père du libéralisme⁷⁸, puis par J.M. Keynes, pour qui l'Etat devait pratiquer de grands travaux à la fois en cas de crise, pour relancer la demande, mais aussi, pour garantir la qualité des infrastructures qu'utilise l'économie marchande. Les services publics ont donc un rôle primordial à jouer afin d'organiser le tissu social de manière la plus juste possible, dans l'urgence de la situation. Tant qu'une partie de la population est privée des ressources nécessaires, la solidarité exige des services publics qu'ils garantissent l'universalité de certains droits, comme le droit au logement⁷⁹ par exemple.

Ce rôle pourrait aller jusqu'à fournir un service temporaire gratuit en électricité et en eau, afin de permettre aux personnes qui sont dans l'incapacité de subvenir à leur besoins, de consacrer leurs moyens et leur énergie à retrouver des conditions de vie décente, et très souvent un emploi. Cela suppose la capacité du capitalisme éthique à accepter une entorse au principe marchand selon lequel tout bien ou produit se paie, afin de ne pas entraîner de distorsions sur le marché (cet argument étonnant fut notamment l'argument pour la destruction des stocks de beurre au lieu de leur distribution en 1992).

Par de tels choix, le capitalisme éthique devient un instrument de poursuite d'un idéal dont le politique serait le promoteur, sans en être l'unique acteur. Le politique doit, dans le cadre d'une nouvelle démarche, répondre à l'aspiration des personnes à un projet fédérateur⁸⁰, et le capitalisme éthique doit répondre aux exigences économiques de ces personnes, des démunis et des non démunis. Il est un outil, certes puissant, de création de richesse et de réalisation des aspirations du plus grand nombre, mais découplé du projet politique il conduit à une situation intolérable au niveau éthique. **Le capitalisme éthique se caractérise avant tout comme une des forces du pacte social, dont le lieu est le marché, et non pas comme une forme d'organisation rivale et donc potentiellement destructrice du pacte social.** D'où l'importance de son intégration dans un projet politique créateur du lien social.

On pourrait entrevoir dans cette analyse la recherche de l'utopie, renversant la situation présente, de l'économie au service des hommes, et on aurait probablement raison. **L'idée est que si l'économie n'est pas au service des hommes, mais au service de certains, alors sa légitimité est mise en cause.** Certes, l'implacable réalité des faits représente une contrainte importante à la défense de cette position. Mais cette position naît justement du refus de la soumission aux "faits". Toujours au nom de la démarche éthique, nous aimerions nous élever contre l'analyse de Nicolas Tenzer dans le Tombeau de Machiavel, qui dénonce cet "humanisme inutile"⁸¹ qui consiste à louer l'homme et sa dignité à travers des concepts

⁷⁸ On renverra au livre V de la *Richesse des nations*.

⁷⁹ "...certains dépenses pourraient être réorientées, notamment vers un plan de reconstruction du tissu urbain et social à la hauteur du défi du chômage et de l'exclusion". Appel des économistes pour sortir de la pensée unique: *Pour un nouveau plein emploi* p. 32

⁸⁰ A ce propos, Nicolas Tenzer écrit: "Le lien social, qui n'apparaît pas naturellement va être sinon créé par la politique, du moins rendu visible par elle, au moins comme projet". *Le tombeau de Machiavel* p. 436

⁸¹ Ibid. p. 52 et ss.

philosophiques conduisant à la négation de l'action pragmatique⁸². Peut-être est-ce notre difficulté à innover dans le domaine conceptuel qui nous empêche d'agir de manière pragmatique. C'est parce que Spinoza puis les auteurs des Lumières se sont engagés dans la promotion et la défense de la démocratie, que l'idée d'un autre régime a pu germer et mener à l'action. Plus édifiant peut-être, le cas de la révolution bolchevique et sa filiation à la théorie marxiste. Certes ces actions ont été révolutionnaires, mais elles n'en ont pas moins contribué à l'émergence de nouveaux régimes. Alors peut-être est-ce justement l'enjeu : renouveler les concepts afin de ne pas figer la réflexion politique, économique et philosophique dans les schémas d'époques révolues. Les mots ont un sens, ils correspondent à une époque, ils ont un pouvoir fédérateur qui engendre l'action.

A partir de ces remarques, nous pouvons essayer de comprendre ce que signifie considérer l'homme comme concept central de l'économie. C'est le principe qui implique le capitalisme éthique dans le projet de société mis en œuvre par le politique, dont la démarche éthique est à l'origine. Il s'agit de mettre l'efficacité au service de l'humanisme. Parce que l'action est effectivement ce qui donne des résultats, il faut que l'action économique, l'efficacité économique se tourne vers l'homme. L'efficacité signifie atteindre des objectifs avec la meilleure utilisation des moyens dont on dispose. L'efficacité n'est donc pas contraire avec l'humanisme; mais il est nécessaire de faire de l'amélioration des conditions de vie des tous les hommes un objectif, car nous en avons les moyens. Nous aborderons cette question de manière plus approfondie concernant le travail.

Pour que le capitalisme éthique puisse contribuer à la réhabilitation de l'économie politique, il doit être l'instrument, dans un premier temps, d'une répartition plus juste. Afin de repartir sur des bases saines, le capitalisme éthique doit amener à une répartition des ressources, ou à une allocation des ressources de manière à ce que chacun soit assuré d'une vie décente. Le monde du travail est le lieu privilégié de cette répartition. "Il faut de toute nécessité qu'un homme vive de son travail, et que son salaire suffise à sa subsistance". A. Smith affirmant cette nécessité, nous oblige à nous interroger sur la situation de ceux qui n'ont pas d'emploi. Soumettre la condition de ressources au travail des personnes exclut, de fait, toute une partie de la population de nos sociétés. La pertinence du propos vaut pour les Etats-Unis, où une personne sur deux qui est en dessous du seuil de pauvreté est salariée. Disons-le avec force: **le capitalisme éthique ne vise pas l'égalitarisme qui est un principe inhumain. Il vise à la décence des conditions de vie et la promotion de la dignité.**

La promotion de la justice sociale repose sur le principe fondamental qu'est l'égalité des chances. Les inégalités sociales entre les hommes peuvent s'expliquer par les différences qui

⁸² "Mais présenter les choses ainsi traduit une faiblesse de la pensée et une impéritie de l'action. Au demeurant ce serait un piège grossier d'inférer de cette vague de récits utopiques, qui présentent un avenir lointain et surtout non susceptible d'être prédit à l'aide de la moindre preuve, une quelconque adhésion des citoyens". Ibid. p. 309

existent entre eux, des différences de complexion. Les inégalités ne sont en fait que le produit du jugement économique, et moral, de la société concernant les différences entre les hommes. L'exercice de l'esprit est plus noble que celui des mains : c'est là une conception qui traverse les sociétés, des Grecs à l'ère du "savoir", en passant par le Taylorisme. Ceux qui ont développés une aptitude particulière dans les métiers manuels ne seront jamais reconnus de la même manière qu'un savant et c'est dommageable. L'inégalité qui résulte de la privation de certains droits, de certaines libertés ou "facilités", en revanche, elle, n'est pas justifiable. Elle ne s'explique que par la démission face à une situation que nous jugeons trop complexe, et qui l'est en effet, pour pouvoir essayer de l'infléchir.

Dans une tradition de méritocratie attachée à la valeur du travail, l'inégalité reflète l'incapacité d'un individu. Mais, une personne qui naît dans un environnement "difficile", pour employer un euphémisme, a-t-elle démérité? On sait d'ailleurs que la reproduction sociale est une réalité oppressante. La croissance américaine des années 1990 est, depuis peu, sanctionnée par des manifestations de personnes en difficulté qui manifestent non pour elles-mêmes, mais pour leurs enfants, qui n'ont d'autres horizons que les ghettos. Ces inégalités sont les premières cibles d'un capitalisme éthique. De plus en plus de cursus scolaires sont payants, et donc soumis à des conditions de ressources. Il n'est pas normal qu'en France, des élèves soient contraints d'abandonner leur scolarité faute de moyen suffisants, surtout dans une société où le diplôme demeure le plus sur rempart contre le chômage. Cette critique de l'inégalité des chances est présentée par Rawls sous forme d'une distinction entre inégalités "justes" et "injustes". C'est aux dernières que le capitalisme éthique doit contribuer à remédier de toute urgence. Puisque nous l'avons défini comme l'instrument permettant de créer les conditions matérielles nécessaires au "grandissement" des hommes, il doit, dans le cadre des familles les plus démunies, assurer l'égalité des chances à la nouvelle génération. Affirmons donc une nouvelle fois, que le capitalisme sera éthique dans la mesure où il sera un instrument de la promotion de l'homme, c'est-à-dire dans le cadre d'un projet éthique soutenu par le politique, visant à une plus grande justice sociale⁸³.

B) Le capitalisme éthique: la responsabilité en économie.

La nécessité de la responsabilité était déjà soulignée par J.S. Mill qui n'envisageait pas le développement du libéralisme sans une plus grande responsabilité permise par la démocratie et l'éducation.

Le progrès technique entre source de développement et possibilité d'aliénation.

En aucun cas il ne s'agit de jeter l'anathème sur le progrès technique. Ses effets bénéfiques sont évidents, que ce soit en termes de gains de productivité des outils de production permettant ainsi une augmentation du temps libre pour les employés, ou que ce soit pour soulager l'homme de la pénibilité de certaines tâches. Puisque l'une des fonctions que l'on peut assigner au capitalisme éthique est de créer des richesses pour l'ensemble de la population, le progrès technique doit être compris comme absolument nécessaire car lui seul permet la production de biens et services nécessaires à tous. Plus encore, il est moteur d'innovation, aidant ainsi à la conception de solutions nouvelles afin d'améliorer les conditions de vie: "l'agriculture de précision", qui fait appel aux techniques d'analyse des sols par satellites et aux dosages par ordinateur est un exemple parmi d'autres des effets positifs du progrès technique.

Cependant, si ce progrès technique exerce sur nous une fascination légitime, il éveille aussi une réticence quant aux extrémités auxquelles il peut mener. Ricardo, pourtant convaincu des bienfaits du progrès technique, principalement sous sa forme mécanique, émet des réserves à son endroit en consacrant un chapitre entier aux conséquences néfastes potentielles des machines⁸⁴. Dans ce texte, Ricardo se propose d'examiner les conséquences de l'emploi des machines sur les différentes classes de la société, et confesse que sa conception du progrès induit par les machines s'est modifiée depuis ses premiers écrits, et ses premières prises de position⁸⁵. Il met en lumière les conséquences sur le chômage et sur les salaires, et esquisse des solutions pour que les machines ne contribuent pas à une dégradation des conditions de vie des ouvriers. Cette prise de conscience se fait par l'intermédiaire des concepts de "revenu net" et de "revenu brut". "mon erreur était d'avoir supposée que tout accroissement du revenu net de la société s'accompagnait d'un accroissement de son revenu brut". Le revenu net doit pouvoir être assimilé à la somme de la valeur ajoutée, et le revenu brut au revenu disponible des ouvriers. Cela signifie que les machines favorisent un partage de la valeur ajoutée qui est défavorable aux ouvriers⁸⁶ (nous reviendrons sur ce point dans la prochaine partie).

C'est cependant avec les implications modernes du progrès technique que la nécessité d'engager une réflexion sur sa "croissance aveugle" est apparue. Or, ainsi que nous avons essayé de le montrer, le progrès technique, et plus encore technologique, est le support obligée

⁸³ J. Rawls estime que la politique doit fonder son projet sur les principes de justice sociale, car ceux-ci "définissent une structure de base idéale ou du moins ses contours, vers laquelle devrait tendre les réformes". *Théorie de la justice* p. 302

⁸⁴ Le chapitre évoqué ici est le chapitre XXXI des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*. Ce chapitre clôturait cette œuvre, s'il on fait abstraction du chapitre XXXII qui est un commentaire des positions de Malthus sur la rente.

⁸⁵ "Et bien que je ne pense pas avoir publié quoique ce soit sur les machines qu'il me faille aujourd'hui retirer, j'ai toutefois, par d'autres moyens, apporté mon soutien à des doctrines que je sais aujourd'hui erronées. Il est donc de mon devoir de soumettre à examen mon point de vue actuel, et les raisons qui m'y ont amené". Ibid. p. 399

⁸⁶ "J'ai maintenant des raisons d'être convaincu que le fonds d'où les propriétaires fonciers et les capitalistes tirent leurs revenus peut augmenter, alors que celui dont dépend en grande partie la classe laborieuse peut diminuer". Ibid. p. 401

de l'économie moderne. Cette dernière a donc une responsabilité dans cette "croissance aveugle". Le meilleur exemple est probablement l'enjeu que constitue la génétique. La science peut maintenant cloner, modifier un programme génétique, et les implications économiques sont évidentes. Dans le cas des cultures transgéniques, on sait que certains produits ont été commercialisés sans vérification sérieuse de leur conformité sanitaire. Là encore, le respect du Laissez-faire la emporter sur la plus élémentaire prudence. La raison fondamentale en est que le progrès technique ne répond pas à un impératif de prudence. Au contraire, il conforte le capitalisme dans le credo du Laissez-faire. Gabor, père de l'holographie, énonçait dans Inventing the future l'impératif technique: " Tout ce qui est techniquement faisable doit être réalisé, que cette réalisation soit jugée moralement bonne ou condamnable".

Un tel principe est aisément assimilable au Laissez-faire le plus orthodoxe. Le progrès technique étant à la source du développement humain et se caractérisant comme nécessairement positif, il serait rétrograde de le juguler. Il constitue un support fantastique pour un nouveau stade du Laissez-faire, dont l'impératif peut se formuler ainsi : tout ce qui est susceptible d'être acheté, doit être vendu. Le Laissez-faire évolue alors vers le "tout est possible". C'est alors que **le capitalisme éthique doit se distinguer par le sens de sa responsabilité**. Estimer que toute est possible signifie abandonner toute idée, et surtout toute possibilité de régulation⁸⁷. Une démarche éthique ne peut accepter une croissance aveugle, c'est-à-dire illimitée, du progrès technique à des fins économiques dont la légitimité est douteuse, puisque comme le rappelle Jacques Ellul dans Le système technicien: "l'illimité est la négation de l'humain".

Le développement informatique exalte encore le progrès technologique comme support du progrès économique, et représente un défi de taille pour la démarche éthique. L'ordinateur est le pilier du monde virtuel? Or, que peut on interdire dans un monde virtuel. Plus encore, que peut on réguler? L'ordinateur crée un véritable monde parallèle, celui des autoroutes de l'information, dans lequel se déploie toute une partie de l'économie, l'activité financière qu'il est difficile de réguler. En privilégiant l'ordinateur comme media de son expansion, l'économie œuvre davantage à son découplage de la politique. Le progrès technologique non responsable, concourt à déconnecter une partie des activités humaines, en l'occurrence la finance et partiellement l'économie, de la prise de conscience de leurs implications. Progrès technologique et progrès économique tendent à évoluer en parallèle, chacun contribuant à justifier l'autre. Aujourd'hui, leurs finalités sont floues, et éthiquement mises en doute⁸⁸.

Peut on séparer progrès technologique et attitude de consommation aujourd'hui? A l'ère de la consommation de masse, consommer est une nécessité, un facteur d'intégration sociale. Est exclu celui qui n'a pas les moyens de consommer. La consommation est un des déterminants

⁸⁷ Cf. G. Hottois Le signe et la technique chap. IV partie 6

⁸⁸ "Son [la technique] accroissement autonome causal tend à produire l'illusion d'un progrès appelé par des fins qui ne sont en fait que des justifications après coup d'une croissance aveugle". Ibid. chap. IV partie 2

fondamentaux de l'économie : elle détermine en partie la croissance. Les entrepreneurs analysent la croissance pour savoir s'ils doivent investir, et la proportion marginale à consommer détermine la proportion marginale à épargner. La différenciation entre classe se fait dans les attitudes de consommation, et en même temps, celle-ci se standardise.

Les perspectives de production quasi illimitées qu'offre le progrès technique induisent un aveuglement dans l'attitude de consommation. Les implications que suppose la conception de certains produits sur l'environnement ou sur les hommes ne sont que trop rarement envisagées. S'il est plus économique de rouler au diesel, qu'importe que ce soit moins écologique. Nous ne voyons pas derrière le produit ce que sa production a engendré. On retrouve là l'analyse marxiste du "fétichisme de la marchandise"⁸⁹ selon laquelle nous occultons dans la valeur d'échange des produits, les rapports sociaux qui se sont exprimés. Si l'une des tâches de la démarche éthique est d'aller au-delà des apparences, de comprendre les implications de nos choix, le capitalisme éthique se devra donc de **présenter le véritable coût des produits afin de susciter une attitude consommatrice responsable**. A ceux qui parleraient d'un vœu pieux, le développement de firmes répondant à des attitudes de consommation plus responsables vis-à-vis de l'environnement et de la société⁹⁰.

Cette analyse conduit à présenter un capitalisme éthique comme une économie qui se réapproprierait la maîtrise du progrès technique en cessant d'ailleurs, de considérer que tout progrès technologique, toute innovation est avant tout économique. Il faut rompre avec ce schéma selon lequel l'innovation se diffuse d'abord parmi les personnes qui peuvent s'offrir ses bienfaits, pour se répandre plus tard seulement parmi toutes les classes. Certaines innovations sont d'ordre vital pour la population, et il est anormal qu'elles soient réservées à une minorité. La tri-thérapie coûte trop chère pour l'ensemble des malades du SIDA. Seuls certains ont accès à cette forme de médecine porteuse d'espoir. Il est éthiquement indéfendable que de telles innovations obéissent à une logique économique. Le capitalisme éthique doit avant tout créer des biens et des produits pour la société. Il est de sa responsabilité **d'allouer certaines ressources selon un principe d'humanité et non de profitabilité**. Son action dans ce domaine plus particulièrement, doit se faire en coordination avec les pouvoirs publics, pour concevoir des modes de financement, des moyens d'allocation optimale des ressources. La capacité à refuser de commercialiser certains produits disponibles, le capitalisme éthique, via le marché, a un véritable pouvoir de régulation du progrès technologique et de limitation de ses conséquences parfois désastreuses. Il doit se montrer responsable et instituer des limites explicites⁹¹. **Il mettra l'homme, et non pas le produit (biens ou services), au centre de ses**

⁸⁹ "Notre analyse a montré au contraire que [la marchandise] est une chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques". K. Marx *Le capital* livre I section 1 chap. 1 §4 p. 68

⁹⁰ Citons à titre d'exemple Bodyshop qui choisit ses choix d'implantations en fonction de la dégradation du tissu économique et social, et choisit ses employés parmi les personnes au chômage dans la région, parfois au terme d'une formation interne.

⁹¹ "C'est en établissant des limites volontaires que l'homme s'institue homme". J. Ellul *Le système technicien*

préoccupations, en plaçant producteurs et consommateurs devant les conséquences de leurs attitudes.

Un capitalisme éthique repose sur l'engagement des acteurs.

Pour être éthique, tout projet doit aboutir à une réalisation, à une œuvre. Il faut à cet effet que les principes définis soient portés à l'action par des personnes qui croient en ces principes, qui sont convaincues du bien fondé et de la faisabilité du projet proposé, et qui deviennent alors acteurs. C'est d'abord dans sa capacité à susciter une adhésion que le projet est fort. De sa capacité fédératrice dépendra le degré de mise en œuvre qui suivra son élaboration. Parce qu'ils font appel à des changements importants, les projets issus de la démarche éthique sont peut-être plus aptes que d'autres à convaincre les individus à devenir acteurs⁹². Dans un projet éthique, une organisation, politique, économique ou autre, ne peut assumer l'entière responsabilité de la mise en œuvre du projet. L'engagement des acteurs est une condition de possibilité à la mise en place du projet éthique.

Cette implication des personnes privées ne peut se faire spontanément, elle nécessite des étapes. Ces étapes sont difficiles à déterminer isolément, et c'est la tâche du politique que d'orienter les acteurs vers ces étapes. Il est alors nécessaire d'envisager un projet sous forme de construction collective, qui soit recevable comme un projet de société ou chacun aurait une capacité à agir sur la mise en œuvre du projet⁹³. Il s'agit non plus de présenter des mesures isolées, mais de montrer la démarche qui donne une cohérence à un ensemble de mesures, destinées à engager des actions significatives sur l'environnement.

Ces étapes sont l'expression de priorités, de défis qui ne peuvent être relevés que successivement. Chaque priorité atteinte doit l'être dans la perspective globale du projet fédérateur, de manière à ne pas être un objectif parcellaire et donc à terme inefficace. Cela ne signifie évidemment pas que plusieurs étapes ne puissent pas être concomitantes et que certains défis soient à relever simultanément, puisque la démarche éthique se veut aussi holistique. Par exemple, la lutte contre la délinquance dans les pays développés doit passer par une véritable politique internationale de lutte contre la drogue, au détriment de certains intérêts que l'on sait être en jeu.

Si la responsabilité de la mise en œuvre de ces étapes est laissée aux pouvoirs publics, le projet est voué à l'échec. Si, à titre individuel, nous estimons vivre dans un régime démocratique, nous avons un devoir de prise de conscience des conséquences de notre

⁹² "...l'idée d'œuvre vit et dure dans le milieu social, et [...] autour d'elle se constitue un consensus sur son élaboration, et une adhésion active des intéressés en vue de la réaliser. Adhésion active qui requière le concours des personnes privées, lesquelles deviennent de ce fait acteurs". A. Barrère *L'enjeu des changements...* p. 103

⁹³ "Seule une vision commune de l'avenir, avec des étapes, est susceptible d'aimer les énergies de fédérer les efforts, de faire entrer le long terme dans les décisions présentes". M. Falise *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire* décembre 1993

engagement ou de notre non-engagement. Il est aisé de faire appel au politique, ou aux instances supranationales dès qu'apparaît la moindre difficulté. Mais il est plus difficile de se demander si nous avons une quelconque responsabilité dans la situation que nous dénonçons. Soit nous assumons notre responsabilité et donc notre capacité à jouer un rôle dans le changement d'une situation que nous jugeons non conforme à l'éthique, ou à nos convictions sociales, soit nous devons cesser de clamer la décadence de la démocratie moderne. Certes, il existe des sources de déficit démocratique dans nos pays dues à des comportements condamnables de la classe politique. Mais cela témoigne aussi de la démission des citoyens qui considèrent comme étant acquises les libertés, et comme trop éthérée la politique moderne. **En n'exerçant pas de contrôle démocratique, nous créons les conditions du déficit démocratique.**

Ce schéma est le même au niveau économique. De même qu'une démocratie a besoin de citoyen actifs afin de ne pas se scléroser, le capitalisme a besoin de capitalistes actifs pour ne pas évoluer vers une sphère incontrôlable. L'analyse de F. Braudel concernant l'opacité de "l'économie monde" est certes une réalité, mais ce pas une fatalité. La rupture que met en lumière cet auteur marque l'absence de prise de responsabilité des acteurs privés. Le Laissez-faire érigé comme fin nie toute responsabilité. La seule responsabilité invoquée de nos jours est celle des exclus qui doivent se "prendre en main" pour rebondir. Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'un capitalisme éthique signifie la remise en cause de la vieille dichotomie désormais figée entre les missions des pouvoirs publics et celles des acteurs privés. Le Bien commun n'est pas seulement l'affaire des premiers, mais de tous. "Les pouvoirs publics ne peuvent avoir le monopole du Bien commun ni des valeurs éthiques qui en suscitent l'avancée⁹⁴". En écrivant cela, M. Falise montre bien la nécessité fondamentale de l'engagement de tous, et donc de la conscience d'une possibilité d'actions de tous les acteurs. Il est important que les acteurs privés⁹⁵ que sont les ménages, les entreprises (la responsabilité des entreprises sera abordée dans le chapitre suivant), et les travailleurs, révisent leurs objectifs afin qu'ils ne soient pas orientés par la seule rationalité économique.

La responsabilité ne peut, aujourd'hui, s'exercer uniquement au niveau interne. Qui n'est pas responsable au niveau externe ne peut l'être vraiment au niveau interne à une société. La responsabilité exige une attitude vigilante en permanence, et sans concession à l'égard de nos actes. Cependant, il est évident que la prise de responsabilité a d'abord lieu dans notre environnement immédiat. Parce qu'elle doit sous-tendre chaque étape, la prise de responsabilité s'exprime de proche en proche, mais elle doit toujours se faire dans une démarche globale. La démarche globale est la méthode pour atteindre un idéal de solidarité universelle, et les prises de responsabilités individuelles sont les voies par lesquelles l'ensemble des solidarités oeuvrent

⁹⁴ Quelle place pour une éthique au sein d'une économie de marché p. 9

à la réalisation de cet idéal. Car, ainsi que le souligne J. Berthelot: "...l'humanité étant ce qu'elle est, la solidarité ne se proclame pas d'emblée planétaire⁹⁶".

Un capitalisme éthique supposerait de ses acteurs qu'ils cessent de nier les erreurs du passé concernant la colonisation et notre rôle dans l'atteinte à la cohérence des structures économiques et sociales des pays aujourd'hui sous développés⁹⁷. Il ne sert à rien de s'apitoyer sur cette responsabilité, mais il est en revanche possible de mener une autre politique au niveau des instances internationales, notamment au FMI et à l'OMC, afin de ne pas perpétuer le phénomène. Or ces deux instances, couplées avec la Banque Mondiale, posent comme condition à toute aide aux pays en difficultés l'adoption des normes exigées par les "politiques d'ajustement structurelles", qui visent à uniformiser les structures économiques, sans considération pour la diversité des cultures, et la possibilité d'évolution différentes. Cette attitude est hautement irresponsable, et s'affirme comme l'expression d'une conception archaïque et stérile, attentatoire à la civilisation. Elle témoigne de certitudes établies concernant le "Bien" en matière d'économie, et imposent un modèle qui nie les différences d'organisation socio-économique. Aujourd'hui, à la suite de la crise asiatique, M. Camdessus a estimé qu'on s'était trop longtemps leurré concernant la spécificité d'un "capitalisme asiatique" et que la différence résidait uniquement dans la persistance de blocages archaïques. On peut d'ailleurs s'interroger sur la signification des chiffres suivant: en 1982, les pays les moins développés étaient à l'origine de 14% des flux de capitaux contre près de 0% en 1989, contre 82% pour la seule Triade⁹⁸.

La responsabilité au sein du capitalisme éthique concerne aussi les instances internationales qui, au lieu de réagir comme simples agents de promotion d'une orthodoxie économique, pourraient servir de relais à la mise en place de la "global governance". Ce concept introduit la nécessité d'un pilotage de l'économie par des instances internationales, **qui ne se fonde pas sur l'image de la compétition, mais sur celle de la coopération**. Les instances internationales ne peuvent assurer cette responsabilité, que si se forme une véritable volonté politique, une démarche active visant à promouvoir des relations économiques internationales différentes. On en revient à la nécessité d'engagement des acteurs privés, qui seuls peuvent fonder la légitimité de la volonté politique⁹⁹, et assurer la réalisation d'un projet, ou au moins de certaines étapes.

⁹⁵ "...leur horizon est l'efficacité économique sanctionnée par le profit". Ibid. p. 8

⁹⁶ La CIG et les changements institutionnels nécessaires pour une Europe plus solidaire au plan interne et externe p. 4 conférence du 22 mars 1997 lors des Journées d'études de l'institut Supérieur de recherche pour l'Europe. J. Berthelot de rajouter "ceux qui refusent l'aide au Zambèse la refusent aussi au Péloponnèse, parce qu'ils la refusent déjà à la Corrèze".

⁹⁷ Claude Lévi-Strauss estime que "la civilisation occidentale [...] a bouleversé de fond en comble leur mode traditionnel d'existence, soit en imposant le sien, soit en instaurant des conditions qui engendreraient l'effondrement des cadres existants, sans les remplacer par autre chose". Race et histoire p. 53

⁹⁸ chiffres issus de Limits to competition p. 38

⁹⁹ "If humankind is to be successful in establishing an effective global governance, this will primarily be the result of a pro-active and deliberate choice by people and organised societies". Limits to competition p. 137

Cet engagement vers la "global governance" doit amener en dernier ressort le capitalisme éthique à remettre en cause le principe de la "main invisible". Ce concept, fort séduisant au demeurant, affranchit l'individu de sa responsabilité, puisque le meilleur principe de régulation passe par la poursuite de son intérêt propre. L'individu, totalement autonome (au sens étymologique : qui se régit par ses propres lois), n'a pas à se soucier des autres, puisque en vertu d'une transcendance bienveillante, sa participation au Bien commun est assurée par la poursuite exclusive de son intérêt. En effet, c'est au fondement de l'individualisme, comme nous l'avons souligné, d'être un replis sur son existence, un rejet de toute forme d'association. Si donc la main invisible ne peut être un principe régulateur, on voit qu'au niveau mondial, en raison de l'inégalité préexistante à la mondialisation, elle sert à exacerber la situation antérieure. On a vu de plus, que l'élaboration d'un projet et sa réalisation nécessitent l'abandon, de la part des acteurs privés, d'objectifs déterminés par la seule rationalité économique. Nous nous dressons donc contre la théorie des anticipations rationnelles qui s'oppose à toute régulation politique de l'économie, sous peine d'introduire des difficultés de lisibilité de l'environnement, nuisant ainsi à la rationalité des choix économiques des acteurs. Postuler que les acteurs privés n'agissent qu'en fonction de la rationalité économique interdit la prise de responsabilité, et sanctifie cet "homo oeconomicus" qui est à la base de la théorie néoclassique.

Le capitalisme éthique se construira sur la responsabilité de **tous** les acteurs¹⁰⁰. De ce fait, il ne peut prétendre trouver le chemin de l'efficacité s'il ne participe pas à un projet fédérateur. Il doit se fonder sur la même démarche que le processus démocratique : la participation active de ses citoyens, c'est-à-dire des agents de l'économie capitaliste. Cette participation garantit une certaine régulation des implications de l'économie et de sa croissance. A titre de comparaison, nous pourrions rapprocher ce projet de celui de la participation de salariés au capital de l'entreprise. Chacun dans un capitaliste éthique doit avoir un rôle, et la responsabilité de l'économie est de lui assurer en retour des conditions de vie décente. Il faut comprendre que l'engagement de tous dans le sens d'une démarche éthique est bénéfique à tous, et qu'il faut garder présent à l'esprit la phrase d'A. Smith: "Assurément, on ne doit pas regarder comme heureuse et prospère une société dont les membres les plus nombreux sont réduits à la misère¹⁰¹". Replacer l'homme au centre des occupations de l'économie signifie bien évidemment que son épanouissement en est l'objectif, mais aussi, et c'en est le corollaire, que **l'homme est l'acteur privilégié de l'économie, et non les mécanismes qui se situeraient au-dessus des sociétés humaines**. Cette importance de l'homme dans un capitalisme éthique implique que ce dernier est avant tout une dynamique qui ne doit à aucun moment s'enfermer dans ses certitudes, au risque de renouer avec une négation des responsabilités.

¹⁰⁰ "Le sens de la justice nous conduit à favoriser des systèmes justes et à y apporter notre contribution quand nous croyons que les autres, ou un assez grand nombre parmi eux, apporteront la leur". J. Rawls *Théorie de la justice* p. 312

¹⁰¹ *Richesses des nations* livre I chap. 8 p. 150

C) dans un contexte de mondialisation: de la gestion au développement.

Si le capitalisme éthique réussit à s'imposer comme une dynamique fondée sur l'engagement responsable des acteurs, alors il peut également apparaître comme une force de développement. La responsabilité est aussi inter-générationnelle, elle doit conduire à faire des choix en fonction du futur que l'on espère voir se réaliser. Le capitalisme éthique ne peut donc pas se contenter d'oeuvrer au bien-être immédiat: il doit aussi créer les conditions du bien-être futur.

Rationalité économique, irrationalité financière.

Le capitalisme contemporain se caractérise essentiellement par sa dimension financière. Nous avons fait un état des lieux qui fait apparaître la puissance de l'activité financière relayée par l'outil technologique qu'est l'ordinateur, et qui contribue à une gestion de court terme des problèmes économiques. L'important est d'éviter les dysfonctionnements trop importants qui nuiraient à la lisibilité de l'environnement économique, et donc au développement des places financières. Si l'on sait que les marchés financiers sont nécessaires à une économie dont l'activité s'est considérablement développée, et qui requiert donc des moyens de financement correspondants, on sait aussi qu'économie et marchés financiers ne sont pas dans une situation de réelle dépendance. Le thème de la déconnexion entre sphère réelle et sphère financière est largement mis en exergue, à juste titre semble-t-il, lorsque l'on analyse les évolutions des bourses mondiales. La bourse allemande, par exemple, a progressé de 47% en 1997 alors que la croissance allemande ne dépassait pas 1,7%.

Qu'est-ce donc qui justifie cette euphorie boursière? Pour une large part, ce sont les politiques économiques de stabilisation qui permettent la valorisation des places boursières. Les marchés financiers, on le sait, ont à la fois la hantise d'une inflation qui dégrade la situation des détenteurs de capital, et d'une détérioration des finances publiques qui entraînent des effets d'éviction. Cette hantise est vaincue par l'orthodoxie monétaire et budgétaire qui prévaut dans l'ensemble des économies développées, tout particulièrement en Europe. La signature du traité de Maastricht qui, dans l'article 105, pose la stabilité des prix comme principe premier de la politique monétaire européenne sanctionne cette soumission à l'orthodoxie monétariste et à la puissance des marchés financiers. Or ce sont ces mêmes marchés qui ont provoqué les attaques spéculatives sur les monnaies européennes à l'été 1993. Ils sont à la fois les juges des politiques économiques des nations, mais aussi les instruments de sanction. Quelle est alors la légitimité

de ces marchés qui poursuivent des buts autonomes et contraignent les projets politiques et économiques des sociétés?

Cette soumission de fait aux marchés financiers s'est exprimée avec force tout au long du processus de mise en place de l'Euro. Fin 1995, le président du parlement européen, Klaus Hänsch, déclarait en parlant de l'Euro: "...le débat sur la modification de sa mise en place ne devrait pas être ouvert, sous peine de faire naître des mouvements spéculatifs¹⁰²". Cet exemple illustre la stratégie de court terme qui prévaut au sein de la sphère financière, ou plutôt l'absence de perspective de long terme. Dans le cas présent, la logique financière va à l'encontre du débat public sur un sujet qui est pourtant primordial pour les futurs européens. On peut alors dire que les marchés financiers concourent au déficit démocratique dont souffre l'Europe, ainsi que d'autres pays.

Refuser cette tyrannie des marchés constituerait pour le capitalisme éthique une occasion de se réhabiliter en tant qu'économie politique, et de contribuer à une résorption du déficit démocratique. Or c'est dans le projet politique et dans un soutien citoyen que peut s'élaborer un projet de société, c'est-à-dire un projet de développement à long terme. Le capitalisme financier, au contraire, n'est pas porteur d'un projet, il est porteur d'un mode de gestion. Il sanctionne la bonne ou la mauvaise gestion d'une économie nationale, ou d'une entreprise. A cet égard, on remarque que les entreprises cotées dont la valorisation boursière est la plus élevée, sont celles dont la rentabilité financière des capitaux est aussi la plus importante. En revanche une entreprise qui aura fait un effort dans son choix d'implantation, dans la valorisation de ses employés ne sera que faiblement valorisée en bourse.

La seconde raison de l'euphorie boursière des ces dernières années est la santé financière exceptionnelle des entreprises. En France, la moyenne d'autofinancement des entreprises cotées était de 114% en 1996. En 1997, Alcatel licenciat 13000 personnes et annonçait simultanément 4,3 milliards de francs de bénéfices. Cette exceptionnelle santé financière résulte du double mouvement de désendettement permis par la politique monétaire, et de la montée en puissance des actionnaires. Le but n'est plus le développement de l'entreprise, mais sa rentabilité¹⁰³. Cet objectif grève toute conception de long terme ainsi que la possibilité, pour le moment, de faire de l'entreprise un acteur privilégié d'un capitalisme éthique. Pourtant, il est absolument nécessaire que les entreprises soient impliquées de manière intense dans l'élaboration d'un nouveau projet de société, dont elles seraient les acteurs économiques en charge de fournir à tous des conditions de vie décentes.

Un risque supplémentaire qui vient s'ajouter aux précédents est la perte de légitimité du processus économiques. L'argent, conçue depuis Aristote avant tout comme moyen de

¹⁰² Bulletin de l'Assemblée Nationale n° 69 du 29-11-1995 cité par J. Berthelot dans La complexité du pilotage des économies... p. 11

commensurabilité et d'échange, est devenue aujourd'hui marchandise, et donc fin en soi. L'analyse marxiste avait déjà mis ce phénomène en évidence, en déterminant la formule générale du capital¹⁰⁴: $A - M - A'$ où $A' = A + \Delta A$. Mais dans le chapitre suivant, Marx énonce la formule du capital usuraire, que l'on pourrait assimiler au capitalisme financier actuel, et qui est: $A - A'$ On arrive à ce résultat: "...argent qui s'échange contre plus d'argent, ce qui est en contradiction avec sa nature et inexplicable au niveau de la circulation des marchandises¹⁰⁵". Cette valorisation de l'argent comme marchandise confère là encore un poids excessif aux marchés financiers, qui l'utilise à des fins spéculatives, et non à des fins de développement économique et social. Ainsi que l'écrit

A. Barrère, "on assiste ainsi à un détournement de la finalité sociale des marchés financiers; finalité sociale qui était le rassemblement des capitaux nécessaires au financement de l'investissement créateur de nouveaux équipements productifs¹⁰⁶". Et l'auteur de rappeler la critique que Keynes, dès 1936, adressait aux marchés financiers et spéculatifs: "Lorsque dans un pays, le développement du capital devient le sous produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses". Cette mise en garde de Keynes souligne à quel point il est important, aujourd'hui, de maîtriser les marchés financiers. La maîtrise des marchés financiers s'impose avant qu'un projet de société alternatif puisse être mis en oeuvre. Après sa spectaculaire conversion, G. Soros lui-même, spéculateur chevronné, en reconnaissait la nécessité¹⁰⁷. A défaut d'une telle maîtrise, la réalisation de ce projet nécessite une relative autonomie vis-à-vis des marchés financiers. Celle-ci ne peut être trouvée que dans le cadre d'une entité suffisamment importante, telle que l'Union Européenne (Nous aborderons ce point dans la dernière partie).

C'est dans sa capacité à réintégrer ces derniers comme outil de financement optimal de l'économie, et non comme sphère autonome, que le capitalisme éthique créera des conditions favorables à l'élaboration d'un projet de développement sur le long terme. Mais cela supposera auparavant de rompre également avec l'attitude qui consiste à envisager l'économie politique comme une micro-économie élargie, incitant à raisonner uniquement en termes de coûts.

Rompre avec le capitalisme gestionnaire des coûts.

La gestion est d'après le Petit Robert la "science de l'administration, de la direction d'une organisation, et de ses différentes fonctions". La gestion est donc une discipline qui a

¹⁰³ "The logic of the three monthly report predominates. The myopic intent of the shareholders prevails over that of the rest. The predominance of short term objectives induces overproduction in one region and shortage in another". Limits to competition p. 128

¹⁰⁴ Cf. chapitre du même nom livre I section 2 chapitre 4 Le Capital p. 115-121

¹⁰⁵ Ibid. p. 127

¹⁰⁶ A. Barrère L'enjeu des changements... p. 245

¹⁰⁷ "Dans nos sociétés, les mécanismes de marché sont devenus trop importants. Je ne suis pas un adepte du Laissez-faire". G. Soros dans un entretien accordé au journal *Le Monde* du 2-11-1996

pour but de s'occuper des relations entre les partenaires, d'obtenir les meilleurs résultats possibles en fonction de l'état de l'organisation en question. La gestion ne vise pas au développement, elle vise à l'équilibre. Le capitalisme de gestion est donc un capitalisme qui se contente de gérer les forces en présence, dans le but unique de générer de la croissance. On pourrait dire en outre que la gestion s'impose de manière plus aiguë en situation de crise. La crise suppose la survie, et la survie implique de faire du mieux que l'on peut avec les moyens dont on dispose. Or, il serait difficile d'évoquer une véritable crise du capitalisme, alors que la croissance semble revenir en Europe, et que les chiffres de l'économie américaine sont exceptionnels, résultat d'une huitième année consécutive de croissance. Alors, comment justifier l'attitude gestionnaire qui s'impose au capitalisme contemporain? Et surtout, en quoi le capitalisme éthique doit-il essayer de se démarquer par rapport à cette optique?

Nous ne sommes pas en situation de crise, ou plutôt, le capitalisme ne l'est pas. Cette attitude gestionnaire traduit la recherche de valorisation financière de court terme que nous avons déjà évoquée plus haut, et plus précisément une hausse des profits par la baisse des coûts. La stratégie de la grande majorité des entreprises est orientée vers un objectif de réduction des coûts. Cela se traduit avant tout par un choix d'implantation des sites industriels dans des régions dont les législations sur le travail sont quasi nulles, comme au Bangladesh où vient de s'installer la dernière usine Nike. Mais c'est aussi dans la recherche des salaires les plus bas grâce, là encore à la délocalisation, au mépris à la fois des conditions de travail que cela suppose pour les employés de ces pays, mais aussi du chômage dans les pays développés. Enfin c'est la politique de licenciements qui permet aux entreprises de réduire leurs coûts salariaux.

Mais ces faits n'aurait qu'un effet limité s'ils ne s'inscrivaient dans une lutte effrénée pour la recherche de la compétitivité. Des licenciements ne permettent pas à eux seuls une augmentation des profits : ils doivent s'accompagner de gain de productivité du travail, par une robotisation intensifiée. En arrivant à la tête de Peugeot au début des années 1980, J. Calvet a engagé des licenciements tout en fixant un objectif de gains de productivité de 13% par an. Cette politique a permis au bénéfice net de passer de 0,543 milliards en 1985 à 10,6 milliards de francs en 1989. La gestion des coûts porte ses fruits puisque le bénéfice est au bout de la compétitivité accrue. Cependant il ne tient pas compte du coût social de marginalisation de milliers de personnes, et de la détérioration d'une partie du tissu économique. Ces coûts là ne rentrent pas dans les considérations pour l'évaluation financière¹⁰⁸.

C'est encore pour des raisons de maintien de la compétitivité que le sommet de Kyoto s'est soldé par un échec: les américains ont accusé l'Europe de vouloir leur imposer des taxes sur les carburants afin de réduire leur compétitivité, tandis que les pays du tiers monde

¹⁰⁸ Parlant de ces coûts causés à l'environnement, au social, et au public, J. Rawls écrit: "Les coûts occasionnés ne sont généralement pas pris en compte par le marché, si bien que les marchandises produites sont vendues à un prix bien inférieur à leur coût marginal social". *Théorie de la justice* p. 309

accusaient les pays développés de vouloir faire de même en imposant une taxe sur les industries polluantes. Cette situation reflète les contradictions auxquelles aboutissent ce capitalisme gestionnaire : nous organisons des sommets mondiaux pour lutter contre la détérioration de notre planète, mais cette prise de conscience se trouve balayée par les impératifs issus de la mondialisation. Il est simpliste de dire que nous vivons sur la terre. Simpliste en apparence mais pas si évident pour certains. C'est un exemple flagrant d'occultation de toute perspective de long terme, et qui tenterait à prouver l'irresponsabilité totale dont nous faisons preuve en sacrifiant au dogme du Laissez-faire.

L'ensemble de ces comportements pourrait mener à penser que si le capitalisme contemporain se "carapace" dans une attitude gestionnaire, ce n'est pas parce qu'il est menacé, mais plutôt parce qu'il est sclérosé. Le capitalisme éthique consiste à sortir de cette sclérose. Il ne peut être en aucun cas un plaidoyer virulent contre la compétitivité ni contre les profits. Ceux-ci sont évidemment nécessaires au développement. Mais là où une optique de développement voit des outils, une optique de gestion voit des fins. Retrouver le profit et la compétitivité en tant qu'instrument d'un développement économique sain et légitime¹⁰⁹, cela nécessite, ainsi que le prône la démarche éthique, l'engagement des acteurs. Les entreprises sont seules à pouvoir changer leur conception du profit. Mais elles doivent être aidées par des politiques économiques et structurelles qui garantissent qu'un engagement éthique de leur part ne signifie pas leur faillite. Quand à la compétitivité, un engagement éthique doit l'encadrer afin que ce principe d'émulation et donc d'amélioration ne se change pas en principe de destruction par la sclérose (le problème du monopole pose à cet égard une importante question au capitalisme actuel, comme le montre l'affaire Microsoft). Le capitalisme éthique n'admet la gestion que par souci d'efficacité, pour mieux "gérer" les ressources économiques. Mais elle doit s'insérer dans un projet de développement que l'on peut caractériser, avec François Perroux comme "la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global¹¹⁰". Le capitalisme contemporain fait effectivement croître le produit réel global, mais il se contente de cette tâche, alors que l'évolution des mentalités est au cœur de la démarche éthique.

L'expression ultime de ce capitalisme gestionnaire des coûts, réside dans cette économie des chiffres que nous connaissons. L'important, dans une ère d'information et de globalisation financière, est de présenter un bon bilan chiffré. Les chiffres de l'économie américaine pour 1999 sont impressionnants: un chômage maîtrisé aux alentours de 4,7%, une croissance entre 2,8 et 3,4%, une inflation oscillant entre 3 et 3,5% et un budget qui renoue avec l'excédent à hauteur de 9 milliards de dollars. Une économie modèle. Et il est vrai que

¹⁰⁹ "Science et marché [...] doivent retrouver leur juste place d'outils; outils essentiels, certes, mais outils mis au service d'autres finalités qu'eux mêmes". M. Falise *Plate forme pour un monde responsable et solidaire* p. 4

¹¹⁰ *L'économie du XX^e siècle* 2^e édition PUF p. 155, cité dans A. Barrère *L'enjeu des changements...* p. 207

l'économie américaine se porte bien, et que 14 millions d'emplois ont été créés depuis 1991. Mais c'est là une appréciation quantitative de l'économie américaine. L'appréciation qualitative ferait ressortir les 40 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, et le fait que parmi ces personnes, 20 millions ont un emploi. Elle ferait ressortir aussi que la protection sociale est dérisoire, puisque que nombre de foyers américains sont obligés de s'endetter pour pouvoir faire soigner un membre de leur famille, et que l'inégalité des chances est la préoccupation principale des américains alors qu'elle était à peine évoquée il y a dix ans. On pourrait ajouter à cela les conséquences à l'étranger de leur politique. En faisant une analogie avec l'analyse marxiste de la marchandise, nous pourrions parler d'une dimension fétichiste de l'économie, qui occulte derrière les chiffres les significations humaines.

Cette économie des chiffres place l'élaboration d'un capitalisme éthique face à un enjeu de taille. Il faut à la fois qu'il puisse substituer l'homme aux chiffres, en le replaçant comme finalité et acteur de l'économie comme nous l'avons dit, mais aussi transformer les critères d'appréciations de l'économie. Un effort qui va dans ce sens est la création par l'ONU de l'Indicateur de Développement Humain, qui prend en compte des conditions de vie des habitants pour juger de l'économie d'un pays. Cet indicateur traduit au moins une volonté politique. Ainsi, pour s'inscrire dans une perspective de développement, **le capitalisme éthique devra proposer une méthode à la fois pour mettre l'économie au service de l'homme mais aussi pour établir de nouveaux critères d'appréciation de la performance d'une économie.**

A titre de comparaison, les Trente Glorieuses ont été le théâtre d'un développement réel de l'économie, et donc des conditions de vie des personnes, dans un contexte de société sclérosée, en France mais aussi ailleurs. A la suite des événements de 1968, la société civile et politique s'est libéralisée, pour le meilleur. Parallèlement, les deux chocs pétroliers des années 1970 puis les difficultés du début des années 1990 semblent avoir entraîné une sclérose de l'économie capitaliste dans une société civile et politique plus ouverte, mais menacée par la détérioration des conditions de vie d'une grande partie de ses citoyens. Ceux-ci perdent l'exercice effectif de leur citoyenneté avec la dégradation de leur situation économique. D'où la nécessité d'une nouvelle forme de capitalisme qui réponde aux aspirations sociales et aux exigences de changement en accompagnant un véritable projet de société.

De cette dernière remarque nous extrairons la nature de ce que serait un capitalisme éthique. **Il est une méthode issue d'une démarche éthique. Il est une méthode et non un modèle.** Le modèle tend à l'hégémonie, puisque dans la notion de modèle réside une dimension normative qui tend à imposer sa conception de la vie et du monde. Une méthode cherche juste à présenter une démarche permettant d'obtenir la réalisation de sa propre conception du monde. Le capitalisme éthique serait à coup sûr issu d'une idéologie. Mais non pas d'une idéologie existante, mais plutôt d'une idéologie qui s'élabore en fonction des mutations du monde et de la société, ainsi que d'une nouvelle conception de ce que pourrait être la société et la justice

sociale. Proposer une méthode, respecte un principe fondamental d'humanité qu'est la diversité¹¹¹. Un capitalisme qui se dirait éthique et viserait à imposer un modèle de plus, n'aurait rien à offrir.

Le capitalisme éthique est un concept qui ne recoupe aucune réalité, mais qui semble répondre à la réalité d'aspirations légitimes. Il constitue peut-être le renouveau d'une économie qui se fige dans ses certitudes. **Plus encore, face à une remise en cause du capitalisme moderne, il pourrait même constituer un dépassement de celui-ci, afin d'éviter une réaction violente et destructrice de type révolutionnaire.** "Avec le RMI, je peux m'acheter un fusil et descendre dans la rue. On est 5 millions à pouvoir faire cela". Lorsqu'une économie conduit un chômeur à parler ainsi, elle doit considérer d'un regard critique ses erreurs, afin de conserver une légitimité en tentant d'y remédier. L'enjeu est la conservation du capitalisme comme mode de production, pour la raison qu'il répond à ce désir illimité d'enrichissement qu'il serait despotique de vouloir réprimer. Mais c'est aussi assumer nos responsabilités pour éviter que, sous prétexte de liberté individuelle, la société ne soit pas mise en danger par les errements de son économie. La révolution n'est pas souhaitable nous l'avons déjà dit. Il faut cependant constater que l'analyse de Marx prédisant un effondrement du capitalisme en raison de ses contradictions internes n'est pas non plus invalidée. Mais peut-être est-ce la thèse de Schumpeter, que rappelle A. Barrère¹¹², qui s'impose comme la plus aboutie. Schumpeter, dans Capitalisme, socialisme et démocratie, énonce la tendance à l'autodestruction du capitalisme: "Nous avons redécouvert un principe...à savoir qu'il existe une tendance à l'autodestruction, inhérente au système capitaliste". Mais contrairement à Marx, Schumpeter estime que l'effondrement du capitalisme ne résultera pas de raisons purement économiques, puisqu'en vertu du processus de "création destructrice", le capitalisme est apte à se reproduire de manière quasi éternelle. Schumpeter estime que c'est plutôt pour des raisons socioculturelles que le capitalisme tend à sa destruction, comme l'amoindrissement du rôle des entrepreneurs par la perte de leur attitude conquérante. Et Schumpeter de conclure: "Marx s'est trompé dans son pronostic des modalités d'effondrement de la société capitaliste, mais il n'a pas eu tort de prédire qu'elle s'effondrerait finalement". Et c'est face à cette constatation que l'on peut aussi mesurer la nécessité d'élaborer un capitalisme éthique et de l'inscrire dans un projet de société.

Certes, il se heurte à un problème de faisabilité, de crédibilité, puisque ce qu'il supposerait apparaîtra souvent comme utopique. On pourrait pourtant citer la phrase de Didier Liviot: "L'utopie est le refus du renoncement". Certes, il est improbable de voir surgir spontanément et immédiatement une conscience éthique généralisée qui amènerait les acteurs

¹¹¹ "La diversité des cultures, comme celles des être vivants, est un bien commun qu'il est du devoir de tous les hommes de préserver. La diversité des civilisations est la meilleure garantie de la capacité de l'humanité à inventer des réponses adaptées à l'infinie diversité des situations, des défis, et des milieux". M. Falise Plate-forme pour un monde responsable et solidaire p. 8

de la société à se fédérer autour d'un projet de société. Aussi est-il nécessaire de présenter un projet, qui ait des chances d'être mis en œuvre. L'initiative revient donc aux responsables politiques mais aussi économiques. Cela suppose une volonté politique réelle, et non pas une soumission à une soi-disante absence de choix. **En définitif, mettre en œuvre un capitalisme éthique pour oeuvrer au Mieux-être de la société suppose de l'engagement politique, afin de trouver le courage de proposer un projet de société hétérodoxe.** Sade écrivait dans le chapitre de La philosophie dans le boudoir intitulé *Français encore un effort si vous voulez être républicain*: "Un républicain ne peut avoir que deux divinités: la liberté et le courage". Et c'est effectivement de courage dont il s'agit quand il devient nécessaire de mettre en œuvre un projet de société à travers une nouvelle considération de ce que pourrait être l'économie politique.

¹¹² Cf. A. Barrère L'enjeu des changements... p. 258-273



DEUXIEME PARTIE:



UNE NOUVELLE APPROCHE DU TRAVAIL COMME ENJEU IMMEDIAT DU CAPITALISME ETHIQUE

Le choix du monde du travail comme lieu de mise en place d'un capitalisme éthique se justifie par le double défi que constitue le chômage et le travail précaire. C'est aussi parce que nous passons 15% de notre vie consciente à travailler qu'une réflexion sur le travail doit être engagée, à l'heure où l'une des premières revendications des individus est d'avoir du "temps pour vivre". Une considération nouvelle du sens du travail est donc à la base d'un projet de société, ou comme on l'entend de plus en plus, d'un nouveau contrat social.

L'analyse du travail et de sa signification dans le contexte actuel permettrait de déterminer quelles sont les grandes évolutions du monde du travail ainsi que ses tendances. Elle faciliterait la recherche des rigidités et des certitudes qui minent le marché du travail. Alors seulement pourra-t-on envisager quels changements la situation actuelle exigerait.

I Le travail, valeur cardinale de nos sociétés?

Le monde du travail est secoué par la remise en cause des formes traditionnelles de l'emploi, et par l'absence de proposition réelle de remplacement. Cette remise en cause aboutit à une suppression pure et simple du travail tel qu'on l'a connu jusque là. La seule alternative réside, semble-t-il, dans les emplois "flexibles".

A) la "mythologie travailliste"¹¹³.

Les fondements spirituels et philosophiques du travail.

L'origine du mot travail est double. Elle vient à la fois de "labor" - qui signifie en latin peine, et de surtout de "tripalium", qui est un instrument à trois pals qui entravait l'esclave et servait aussi d'instrument de torture. Ainsi, étymologiquement, le travail est conçu de manière péjorative. Dès Aristote, le travail se distingue de l'activité vertueuse, de l'activité contemplative, dans laquelle l'homme trouve véritablement le Bonheur. Cette dernière s'accompagne d'un plaisir vrai, intense, qui nous donne le bonheur, tandis que dans le travail, dans l'utilisation de nos sens et de nos mains, seul un plaisir secondaire accompagne l'activité¹¹⁴. Ainsi, dans l'antiquité, le travail dévalorise l'homme.

La conception judéo-chrétienne opère une rupture, puisque le travail est au contraire valorisé, mais dans une optique particulière. Avec St. Thomas d'Aquin, le travail devient une vertu éthique sous quatre aspects. Il assure en premier lieu la subsistance. En second lieu, il lutte contre l'oisiveté, mère de tous les vices. En troisième lieu il discipline le corps, permettant

¹¹³ Michel Falise et Jérôme Régner dans *Economie et foi* p. 61

ainsi à l'homme de ne pas se laisser emporter par ses mauvais désirs. Enfin, il donne la possibilité de faire l'aumône. Le travail est aussi le moyen de racheter le péché originel. "Le travail est considéré comme une dure nécessité, peine expiatrice du péché originel"¹¹⁵. Le travail est donc une force ascétique.

La valeur d'ascèse du travail est reprise par la mentalité puritaine et bourgeoise, qui valorise le travail à la fois comme lutte contre l'oisiveté, mais aussi comme dynamique de succès dans les affaires. Le succès dans les affaires s'analyse comme un signe de récompense divine, puisque le travail est à la source du succès dans les affaires; or c'est le travail qui favorise l'ascèse. Le succès est donc la récompense terrestre de la bienveillance de Dieu à l'égard de ceux qui travaillent de manière persévérante et efficace. Jusqu'alors, le travail est enfermé dans une dimension de valorisation individuelle, que va faire éclater les Lumières. Le travail devient un acte de participation à la société, à la fois devoir et droit issu du pacte social. Le citoyen a le devoir de faire son travail pour acquérir les biens que la société met à sa disposition. La société doit amener l'abondance par la coopération de tous, mais l'individu ne peut recevoir les biens de la société sans fournir d'efforts¹¹⁶.

Le rentier est ici dénoncé. Cela traduit la montée en puissance tout au long du XVIII^e et du XIX^e siècle de la bourgeoisie, qui fustige les aristocrates, qui ne sont pas productifs, et qui vivent de leurs rentes. Dans l'Angleterre du capitalisme naissant, W. Cobden, le père du Libre-échange puisqu'il est à l'origine de l'abrogation des corn laws, disait que la bourgeoisie "n'a point d'intérêt opposé au bien général, tandis qu'au contraire, la classe gouvernante féodale n'existe que par violation des saints principes de l'économie politique"¹¹⁷. Le christianisme du XIX^e fait preuve de la même défiance à l'égard des aristocrates, dont le mode de vie est jugé trop dissolu, à l'image de la "saison" de Londres. L'oisiveté est donc toujours la source de la dissolution des mœurs, et le travail doit accompagner une vie saine, et la rémission des péchés. L'encyclique *Rerum Novarum*, qui sanctionne l'adhésion relative du christianisme à la modernité, met en exergue le travail comme "une nécessité imposée après le péché comme expiation accompagnée de souffrance".

Au cours du XX^e siècle, la conception chrétienne va évoluer, façonnant, ou suivant une conception du travail qui devient activité réalisatrice de l'homme. Par le travail, l'homme œuvre à la maîtrise de la nature, et s'affranchit ainsi des servitudes matérielles pour se rapprocher du Royaume de Dieu. On retrouve là un thème éminemment cartésien, qui consiste à rendre l'homme "comme maître et possesseur de la nature"¹¹⁸. Cette phrase signifie que l'homme, par le

¹¹⁴ Cf. Aristote *Ethique à Nicomaque* chapitre X, 4

¹¹⁵ On se référera dans cette partie à l'analyse de M. Falise et J. Régner dans *Economie et foi* pp. 58-64

¹¹⁶ "Le devoir du gouvernement [...] n'est pas, comme on doit le sentir, de remplir les greniers des particuliers et les dispenser de travail, mais de maintenir l'abondance tellement à leur portée, que pour l'acquérir, le travail soit toujours nécessaire et ne soit jamais inutile". Rousseau *Sur l'économie politique* p. 81 On remarque que cette conception va à l'encontre d'un système d'assistance.

¹¹⁷ F. Bédarida *La société anglaise...* p. 78

¹¹⁸ R. Descartes *Discours de la méthode* 4^e discours

travail, essentiellement technique, doit retrouver le jardin d'Eden, par la compréhension de la nature, puisque celle-ci a été faite pour lui. Le travail réalise donc les plus hautes aspirations de l'homme. Avec l'encyclique *Laborem Exercens*, le christianisme insiste sur l'humanisation du travailleur, dont l'activité aide à "devenir plus homme", d'exercer sa liberté, d'être décideur. Le travail est donc conçu comme un principe d'autonomie. Dès lors le chômage devient "déshumanisant".

Notre société est l'aboutissement d'une survalorisation du travail, corollaire nécessaire du progrès de l'humanité. En effet, le travail est la valeur essentielle pour deux raisons : il ouvre la voie à la sagesse par sa valeur ascétique, et en même temps, il œuvre à l'enrichissement de la société. Il est alors logique de s'engager dans une civilisation du travail. La compréhension intellectuelle de son travail permet à l'ouvrier de se réaliser dans son activité. Pour Marx, c'est dans la réappropriation du processus complet de travail que le travailleur pourra s'émanciper de l'exploitation capitaliste. Le travail est, là encore, la clef de voûte de l'accomplissement de l'homme, de sa liberté.

Si l'on a abouti à cette survalorisation du travail, c'est parce qu'il est présenté comme fin en soi. Puisqu'il détermine le progrès de l'humanité, le travail est nécessairement la finalité de la vie de l'homme. Le travail considéré comme "fin en soi" est analysé par M. Weber, qui en fait une des composantes de cet "esprit du capitalisme". Il conçoit aussi le travail comme le corollaire du progrès, par la richesse¹¹⁹. On retrouve là, bien évidemment, la mentalité bourgeoise. Mais pour Weber, la caractéristique du travail est qu'il soit conçu comme fin en soi. Fin en soi d'abord parce qu'il est, l'expression terrestre de l'amour du prochain dans une tradition calviniste, qui est le fondement du capitalisme. Le travail est une finalité, puisque l'amour du prochain est la voie de l'amour de Dieu.

Mais c'est aussi parce que l'économie capitaliste a créé en l'homme "un dévouement à la vocation [Beruf] de gagner de l'argent" que le travail est devenue fin en soi. Puisque la rationalité économique¹²⁰ pousse l'homme à vouloir s'enrichir - et ceci renvoie au "désir illimité d'enrichissement" de Smith - puisque que le travail est le seul moyen pour parvenir à la richesse, le travail devient fin en soi. Le dévouement à la vocation de gagner de l'argent s'exprime donc avant tout dans un "dévouement au devoir professionnel" [Berufsarbeit] qui devient la finalité de la vie humaine. et Weber de montrer à quel point cette attitude est irrationnelle, du simple point de vue eudémoniste. Weber détermine ainsi les raisons pour lesquelles le travail est devenue une fin en soi, processus sans lequel le capitalisme ne saurait subsister. Mais c'est là les raisons philosophiques et spirituelles de la conception capitaliste du travail, et non économiques.

¹¹⁹ "Au contraire, dans la mesure où [la richesse] couronne le devoir professionnel, elle devient non seulement, moralement permise, mais encore effectivement ordonnée". *L'éthique protestante...* p. 197

Le travail dans la théorie capitaliste: entre valeur-travail et marchandise.

Au cœur de la théorie capitaliste est la division du travail. Celle-ci s'impose aux hommes dans la mesure où ils ne sont pas capables de produire individuellement tous les biens qui leur sont nécessaires. Pour les philosophes naturalistes, la division du travail est un processus naturel qui fonde la nécessité de la société. mais dans la théorie libérale, ce phénomène permet avant tout l'amélioration des forces productives, puisque dans le progrès de la division du travail, s'exprime l'accroissement des quantités de bien obtenus par quantité de travail salarié. Elle est aussi l'une des étapes qui permet la répétition du processus de l'échange fondamental. L'importance de ce thème est mise en valeur par la place qui lui est accordée dans la Richesse des nations, puisqu'il en est le premier chapitre. On peut y lire que "la division du travail, aussi loin qu'elle peut y être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers¹²¹". Et cette division du travail s'exprime de façon optimale dans la manufacture, mais aussi au sein des nations, et s'intensifie avec le niveau d'avancée technique de ces pays.

Marx fait une analyse très critique et virulente de la division du travail autour du thème du "travailleur parcellaire". Il consacre tout un chapitre¹²² à ce thème, en parallèle du fonctionnement de la manufacture. De l'étude de cette dernière il tire le sens de la division du travail. La manufacture a une double origine. Elle pousse dans un premier temps à la décomposition de métiers en activités élémentaires, qui deviennent chacune "fonction exclusive d'un travailleur parcellaire". Dans un second temps, elles combinent ces activités pour les rendre complémentaires dans la production d'une seule et même marchandise. Marx introduit par cette étude les concepts de différenciation et de spécialisation, qui sont au cœur du capitalisme moderne. Pour Marx le révolutionnaire, cette division du travail est l'une des formes les plus iniques des rapports de production, puisqu'elle sépare les travailleurs, et les prive de leur liberté. Il cite D. Urquhart: "Subdiviser un homme c'est l'exécuter s'il a mérité une sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne le mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple". Avec cette analyse, Marx répond à Smith : la division du travail crée de la plus-value relative, et aliène le travailleur en faisant de lui un travailleur parcellaire. Mais peut-être est-ce Nietzsche, finalement, qui est le plus féroce à l'encontre de la division du travail, fidèle à ses conceptions aristocratiques: "la vie est malade de ce mécanisme déshumanisé d'horlogerie,

¹²⁰ M. Weber est critique à l'égard du terme rationalité. Il souligne que "la vie peut être rationalisée conformément à des points de vue finaux extrêmement divers". Ibid. p. 80

¹²¹ RDN p. 73

¹²² On fait ici référence au Capital livre I section 4 chapitre 14 pp. 250-271 intitulé "Division du travail et manufacture".

de "l'impersonnalité" du travailleur, de la fausse économie de la division du travail¹²³". Selon lui, la division du travail soumet la science non à la connaissance, mais à la production, et rien ne lui est plus insupportable que de voir la science rabaissée à une conception utilitariste.

Le travail c'est aussi la valeur d'échange fondamentale dans la théorie capitaliste. La "valeur-travail" est la valeur de référence lorsqu'il s'agit d'évaluer les marchandises sur le marché. Le travail est l'étalon de commensurabilité pour l'échange. La valeur-travail est théorisée véritablement par D. Ricardo qui en fait le pivot de l'échange. Dans sa recherche d'une marchandise de référence dont la valeur serait invariable, il écarte le blé et l'argent, pour aboutir à la théorie de la valeur-travail. Pour Ricardo, une marchandise ne peut augmenter en valeur que si elle suppose une quantité de travail supplémentaire. Donc, les prix relatifs des marchandises entre elles vont être déterminés par le rapport des quantités de travail qui ont été nécessaires à leur production. Or cela exige que l'on puisse déterminer la valeur d'une heure de travail dans et domaine par rapport à l'autre. Ricardo estime que c'est le marché qui établit "une échelle des valeurs" en fonction du savoir-faire requis et de l'intensité du travail. Cette appréciation par le marché de la valeur du travail permet alors de déterminer les prix relatifs des marchandises.

Le travail, dans cette optique est la pierre angulaire du système, puisque il permet la bonne appréciation de la valeur d'échange des marchandises. Fonder l'échange sur la valeur-travail est, pour Ricardo, le seul moyen véritable d'une répartition équitable des revenus. Or c'est là tout le but de l'économie politique selon cet auteur. Pourtant, il met en évidence deux phénomènes qui nuance la portée de la théorie de la valeur-travail¹²⁴. Le premier vient de l'observation que le rapport des prix naturels entre deux marchandises peut varier sans variation des quantités de travail respectives. C'est l'effet des machines, qui permettent de produire davantage avec la même quantité de travail. Le second phénomène est celui, capital, de "l'effet Ricardo". L'auteur montre que le rapport des prix peut varier en fonction d'une modification du taux de profit. Mais il estime qu'une telle modification ne peut se produire que sur une longue période, alors que la quantité de travail s'exprime quotidiennement.

"S'il existait une marchandise dotée d'une valeur invariable..." Cette théorie de la valeur-travail institue le travail comme une marchandise. Le travail s'évalue aussi sur le marché en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Son évaluation se traduit en terme de salaires. C'est là le second point fondamental, selon Smith, de la théorie libérale concernant le travail¹²⁵. Le salariat est le procédé qui permet la reproduction de l'échange fondamental, et donc de l'inégalité des possessions. Le salaire constitue une avance aux travailleurs en biens nécessaires. La contrepartie de cette avance est la production de biens en plus grande quantité. Le salariat

¹²³ Ecce Homo p. 145, à propos de la Seconde Inactuelle

¹²⁴ Il est ici question de la section 4 du chapitre I des Principes de l'économie politique...

¹²⁵ Cf. RDN livre I chapitre 8 et 10

permet ainsi l'accumulation du capital. De plus il permet l'ajustement sur le marché, et donc la concurrence entre les travailleurs, engendrant un effort de tous pour améliorer la qualité de son travail. Le principe du salariat est donc au cœur de l'enrichissement de la société.

On retrouve encore Marx qui élabore une critique poussée du salariat. De même que la division du travail séparait les travailleurs et donnait à la classe capitaliste une position de force, le salariat est un processus d'exploitation qui aliène le travailleur. L'exploitation a toujours existé, mais elle ne revêtait pas la forme du salariat. Les premières formes d'exploitation ont été le servage et la guerre, permettant la constitution de ce que Marx appelle "l'accumulation primitive". Celle-ci a consisté à piller, voler, afin d'amasser au profit exclusifs des seigneurs des richesses nécessaires qui devaient être préalable à l'avènement de l'économie capitaliste. Le salariat n'est qu'une forme plus "civilisée" de l'exploitation. Elle prend les dehors de la légitimité. Elle n'est plus du vol, puisque le capitaliste paye le travailleur pour l'exploiter. L'exploitation vient en fait de la non rémunération d'un "surtravail". L'exploitation réside dans la plus-value relative que permet l'illusion du salariat. L'analyse du travail dans le système capitaliste est donc indissociable d'une analyse du salaire.

B) Travail et salaire: récompense ou compensation.

Les "lois" qui régissent les salaires du travail.

Le travail étant considéré dans la théorie libérale comme une "marchandise", il est logique que le travail soit soumis aux lois du marché. En aucun cas le salaire ne doit être soumis à une réglementation quelconque. Dans le chapitre consacré aux salaires du travail, A. Smith montre que les salaires ont un taux naturel, autour duquel gravite et tend le taux de salaire réel. Il montre que si les salaires s'élevaient au-delà du taux "suffisant pour faire subsister les ouvriers et les mettre en état d'élever leur famille", alors la concurrence sur les marchés et l'intérêt des "maîtres" feraient baisser le salaire au niveau du salaire naturel, celui de subsistance. Il se réfère à la Chine et à la misère de ses paysans et artisans. Il voit dans l'extrême pauvreté de ces personnes la source de l'opulence de la Chine jusqu'à son époque puisque, en raison des bas salaires, les chinois développent une activité débordante pour subsister. "Au lieu d'attendre tranquillement dans leurs ateliers que leurs pratiques les fassent appeler, comme en Europe, ils sont continuellement à courir les rues, avec les outils de leurs métier, offrant leurs services et mendiant pour ainsi dire de l'ouvrage¹²⁶". Cette constatation quelque peu déroutante, rappelle la situation de certains travailleurs américains, qui doivent

¹²⁶ RDN Livre I chap. 8 p. 143

occuper plusieurs emplois pour survivre, à l'instar des agents d'entretien des parcs américains de Disney, payés 1,42\$ de l'heure en 1996.

Cette conception des salaires du travail élaborée par Smith est affinée par l'école néoclassique, explique les variations des salaires comme étant le déplacement de l'intersection de la courbe d'offre et de demande de travail. S'il l'une des deux courbes se déplace, que ce soit dans un sens ou dans l'autre, un nouveau salaire naturel sera déterminé garantissant le plein-emploi. Naturel, puisque ce taux garantit le plein-emploi, qui est l'état naturel, là encore, d'une économie saine. Il faut donc avant tout éviter toute rigidités qui empêcherait l'ajustement des salaires au taux naturel. Toujours à la suite de Smith, la pensée libérale fustige donc toute intervention étatique qui romprait l'équilibre du marché. Smith insiste sur l'impossibilité à déterminer ce que serait le vrai salaire, et qu'il faut donc laisser jouer les forces du marché afin de déterminer le salaire naturel, le salaire le "plus habituel". Sur ce constat, il fonde son rejet d'une régulation des salaires par la puissance publique, qui n'est pas plus apte qu'une autre organisation à établir la vérité des salaires. "L'expérience semble montrer que la loi ne peut jamais les régler convenablement, quoiqu'elle ait eu souvent la prétention de le faire¹²⁷". Plus encore, comme on l'a déjà vu, elle engendre l'inégalité, et ce de trois manières¹²⁸. D'abord en restreignant la concurrence dans certains secteurs, puis en l'augmentant plus que nécessaire dans d'autres, et enfin en entravant la libre circulation du travail et du capital, que ce soit économiquement ou géographiquement. Smith jette ainsi les bases du refus de toute régulation auquel les néo-libéraux sont tant attachés. La régulation crée des dysfonctionnements au sein du marché du travail empêchant ainsi l'utilisation optimale du travail des individus, et conduisant ainsi à un moindre enrichissement de la société.

Une conséquence fort contemporaine est le refus de tout salaire minimum, puisque celui-ci empêche l'ajustement entre offre et demande, créant ainsi chômage et ralentissement de l'augmentation de richesse nationale. En plus de deux cents ans, cette théorie n'a pas évolué, ou plus exactement, nous ne l'avons pas faite évoluer. Un salaire minimum est certes présent dans la théorie d'A. Smith, et c'est cette notion qui prévaut encore. Ce salaire est celui qui permet au travailleur de "subsister", et d'élever sa famille. L'augmentation de la population est nécessaire, puisque l'augmentation de la richesse nationale provient d'une augmentation de la quantité de travail. Le salaire doit donc permettre à la fois au salarié de conserver la santé, mais aussi d'élever des enfants dans de bonnes conditions pour qu'ils puissent travailler. "...il faut nécessairement que le travail du mari et de la femme puisse leur rapporter quelque chose de plus que ce qui est précisément indispensable pour leur propre subsistance¹²⁹". Smith concède qu'il ne peut déterminer quel est la nature de ce "quelque chose de plus", et que ce ne serait en

¹²⁷ RDN Livre I chap. 8 p. 149

¹²⁸ Ibid. Livre I chap. 10 section 2 p. 195

¹²⁹ Ibid. Livre I chap. 8 p. 139

outre pas très encourageant pour les personnes concernées. Ce salaire minimum doit selon Smith, être "le plus bas qui soit compatible avec la simple humanité". Tout le problème réside dans la définition de ce qui est compatible avec la "simple humanité". Si la situation qu'il décrit en Chine, et qu'il juge bénéfique au développement du pays, est ce niveau optimal, alors on peut dire que c'est une conception restrictive de "la simple humanité".

Plus encore est-ce avec Ricardo que nous trouvons l'expression ultime du rôle des salaires comme moyen d'entretenir la classe laborieuse. On pourrait dire que, de même que le capital "fixe", selon la terminologie de l'auteur, a besoin d'entretien, le capital humain doit être entretenu, et renouvelé. On retrouve donc les mêmes arguments que ceux de Smith sur le salaire et la nuisance du législateur, et c'est ainsi que Ricardo formule la nécessité d'un certain niveau de salaire: "Son prix naturel est celui qui est nécessaire pour permettre globalement aux travailleurs de subsister et de perpétuer leur **espèce** sans variation de leur nombre¹³⁰". Dans cette optique, le salaire est la variable d'ajustement qui permet l'équilibre entre l'augmentation des moyens de productions et celle de la population. Dans la lignée des travaux de Malthus, la théorie du salaire naturel évitera la surpopulation, en laissant la possibilité d'un état inférieur en cas de crise.

Cette position édifiante pose le problème de la promesse que contient le capitalisme. Si les travailleurs sont considérés comme membres d'une espèce, ils ne pourront évoluer que parmi ceux de leur espèce. Quelle peut être alors la réalité de l'ascension sociale? Certes, on objectera à cette remarque que ces écrits du XVIII^e et XIX^e siècle sont issus d'un contexte de capitalisme sauvage qui n'est plus de mise aujourd'hui. Pourtant, on a vu que l'inégalité des chances devient la première préoccupation des populations marginalisées des pays développés. On dit qu'aux Etats-Unis le fameux "ascenseur social" ne fonctionne plus. Alors on est en droit de se demander si notre conception du salaire n'est pas restée trop longtemps figée, à en devenir archaïque, déconnectée de la réalité des conditions de vie des marginaux dans nos sociétés d'opulence.

Conditions de vie et conditions de travail: le salaire comme dédommagement.

Le travail est une activité nécessaire, on l'a vu, à la fois pour la société, mais aussi pour l'homme. Cependant, travailler suppose prendre sur son temps de vie pour se plier à un devoir social et à la nécessité de pouvoir assurer sa subsistance, voire son confort. En travaillant, l'homme fait donc le sacrifice de son temps libre. Sans sacrifier à une optique aristotélicienne et aristocratique, anachronique dans la situation contemporaine, il n'en reste pas moins vrai que le travail prive du temps pour s'adonner à des activités qui nous plairaient, et à la méditation. Le

¹³⁰ Des principes de l'économie politiques... chap. 5 dernière phrase du premier paragraphe.

travail nous impose une discipline de vie orientée vers la production, discipline nécessaire au mieux-être de la société. Dès lors, le salaire peut être perçu comme un dédommagement de la perte et du sacrifice de notre temps libre. Ce constat motive la critique de Nietzsche qui voit dans le travail salarié la déchéance de l'esprit créateur, par contamination de l'attitude productrice.

Avec la théorie libérale, la relation entre temps libre et travail est en quelque sorte inversée. Le temps libre est conçu comme période nécessaire de repos pour permettre un travail efficace, et non comme une période privilégiée d'intimité et de possibilité d'épanouissement, de création. Même les loisirs sont considérés un comme moyen de délasserment après un travail harassant. Le temps libre est donc nécessaire pour garantir la performance du travailleur. Smith énonce ainsi ses conceptions en matière de relations temps libre/travail. "Un grand travail de corps et d'esprit, continué pendant plusieurs jours de suite est naturellement suivi, chez la plupart des hommes d'un extrême besoin de relâche qui est presque irrésistible, à moins qu'il ne soit contenu par la force ou par une impérieuse nécessité. C'est le cri de la nature qui veut impérieusement être soulagé, quelquefois seulement par du repos, quelquefois aussi par de la dissipation et de l'amusement¹³¹". Quelle qu'archaïque que puisse sembler cette conception, elle est aujourd'hui toujours à l'ordre du jour. La législation française interdit par exemple moins de huit heures de repos entre la fin du travail d'une journée, et le début d'une autre. Cela montre que l'on peut concevoir de réduire le temps quotidien d'un individu à la vie physiologique, et à sa vie productrice.

Cette constatation est à l'origine des revendications qui ont traversé le XIX^e siècle, et qui rejaillissent avec force aujourd'hui, notamment en France. En marge des revendications salariales, les revendications portaient sur les conditions de travail, et surtout la réduction des journées de travail. Il serait trop long de rappeler ici les différentes étapes de la réduction du temps de travail en France. Mais on peut préciser qu'en 1850, la durée hebdomadaire en Europe était de 84 heures, qu'elle avait diminué de moitié en 1979, et qu'elle est aujourd'hui de 39 heures. En France, on peut distinguer deux étapes importantes dans la réduction du temps de travail et dans la recherche du temps libre. La première est l'obligation légale du repos hebdomadaire en 1906. La seconde est la revendication des trois huit (huit heures de travail, huit heures de loisirs, et huit heures de repos), qui s'incarne la première fois en 1919 dans la limite de la durée quotidienne légale du travail à 8 heures, puis en 1936, dans la semaine de cinq jours et la reconnaissance de la notion de congés payés, c'est à dire de jours rémunérés sans qu'il y ait travail. Actuellement, nous assistons à un double mouvement. Une partie de la population aspire à travailler plus pour gagner plus, tandis qu'une autre partie cherche à travailler moins, afin de libérer du "temps pour vivre".

¹³¹ RDN Livre I chap. 8 p. 154

Cette aspiration à retrouver du temps personnel est d'autant plus vraie que les personnes concernées ont le sentiment d'avoir un travail oppressant et répétitif. Cela concerne bien sûr l'ouvrier des Temps modernes rivé à sa chaîne de montage, dont le travail envahit jusqu'aux gestes de la vie quotidienne, mais aussi du cadre contemporain qui travaille entre 48 et 54 heures par semaine. Lorsque l'on confronte cette réalité avec les conceptions traditionnelles du travail qui présentent ce dernier comme l'activité réalisatrice de l'homme, on est saisi du contraste.

Dans la phase du capitalisme industriel, le problème se posait essentiellement pour le travail de l'ouvrier. Trouvant son apogée dans le Taylorisme, et L'organisation scientifique du travail, la déconnexion entre la compréhension intellectuelle du travail et l'exécution du travail était de mise. L'ouvrage de Taylor a pour objet central de montrer que l'ouvrier doit être ignorant des raisons de son travail pour être le plus performant, et le plus obéissant. "L'ouvrier devenu ignorant de son propre travail se trouve face à une direction devenue savante". Ainsi l'ouvrier n'a-t-il plus la possibilité de s'arrêter de travailler : sans les dirigeants, il est incapable de produire quoique ce soit. Cette conception permet de présenter les dirigeants d'entreprise comme absolument indispensables, tandis que les ouvriers sont interchangeables puisqu'ils sont réduits au rôle de machines. La conséquence, que décrit Marx pourtant trois quarts de siècle plus tôt, est que "la facilité même du travail devient une torture en ce sens que la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail, mais dépouille le travail de son intérêt¹³²". L'ouvrier n'a pas à construire intellectuellement la tâche qu'il doit exécuter, il est donc rendu étranger au "procès de travail". Or quelle peut être la justification de ce processus s'il on fait du travail une activité réalisatrice de l'homme? Il est difficile de justifier ce phénomène, et Marx de conclure, dans ses Manuscrits de 44 "une conséquence immédiate du fait que l'homme est rendu étranger au produit de son travail, à son activité vitale, à son être générique, est celle-ci : l'homme est rendu étranger à l'homme". on retrouve le thème de l'aliénation, mais on notera que Marx élabore sa critique sur le fait que, pour lui aussi, le travail est une valeur réalisatrice et émancipatrice.

La situation actuelle est quelque peu différente, du fait des progrès de l'éducation, et des mentalités. Cependant le processus décrit par Marx demeure vrai, et nous n'avons aucune idée des conséquences du développement des technologies du savoir. Celles-ci pourraient contribuer à réactiver la rupture entre compréhension et exercice de son travail. Aujourd'hui ce sont aussi les cadres qui, en France du moins, expriment leur désarroi face au manque de temps. Les difficultés du cadre sont issues de l'impératif de rentabilité et de performance qui est exigée de lui à un niveau de plus en plus élevé compte tenu de la concurrence. La position de cadre justifie des horaires particulièrement éprouvants, dont la compensation est un salaire élevé. Pourtant cette compensation ne suffit plus à de nombreux cadres qui recherchent des emplois

¹³² Le capital Livre I section 4 chap. 15;8 p. 341

un peu moins bien rémunérés, mais qui permettent de profiter de son temps libre et de son argent. On pourrait de plus s'interroger sur leur rentabilité. Si les cadres perçoivent des salaires relativement élevés, c'est qu'ils engendrent des gains importants, comparativement plus importants que ce que leur rapporte leur travail. Pour les cadres aussi le salaire est un moyen d'augmenter la production, la productivité du travail, et donc les profits.

Le salaire: le masque du profit?

Le profit est une variable essentielle de l'économie capitaliste, puisqu'il permet l'accumulation du capital, et plus proche de nous, il permet aux entreprises d'investir, de vivre et de se développer. Le profit est un mode de financement important, complémentaire du crédit. Il vient de la différence entre le prix de vente d'un produit, et son coût complet, intégrant les frais de structures, financiers etc.. Le profit est double. Il sanctionne la valorisation du capital. L'entrepreneur, en engageant ses fonds, et son énergie dans son entreprise, espère en retirer un profit, qui s'apparentera à une rémunération du risque. S'il a fait de bons choix stratégiques, il est récompensé de sa lucidité. Le profit est alors l'expression d'une bonne direction d'entreprise, et d'une bonne gestion.

Mais le profit est aussi l'expression d'un travail non payé, le produit issu d'un "surtravail". Ainsi que nous l'avons vu précédemment, dans une optique marxiste, le salariat accorde au mode de production capitaliste une légitimité. Il permet de dissimuler la quantité de travail qui n'est pas payée en prétendant établir la rémunération sur le principe du salaire naturel. Cette "dissimulation" d'un surtravail qui ne serait pas rémunéré est à la base de la "lutte des classes" et de la relation conflictuelle qui existe entre profits et salaires. Les détenteurs du capital, dans leur recherche incessante de valorisation de leurs fonds, sont présentés comme des "profiteurs". Les travailleurs, quant à eux, sont considérés comme réactionnaires, et dangereux. Cette peur des classes laborieuses atteint son paroxysme au cours du XIX^e siècle, avec les mouvements, tout particulièrement en Grande-Bretagne, de Labour Unrest.

Les rapports entre salaires et capital viennent des rapports sociaux qu'ils sous-tendent, ainsi que de la théorie économique qui tend à les opposer, faisant de la détérioration des uns la condition de croissance des autres, et inversement. L'accumulation du capital, par exemple, est mesurée, chez Smith, par le travail salarié. Puisque l'enrichissement repose sur la division du travail, le "désir illimité d'enrichissement", sous la forme de l'accumulation du capital, est bel et bien mesuré par la population salariée. Cette augmentation de la richesse déterminée par la capacité de travail salarié d'une société est en fait le taux de croissance de l'économie. Les salaires sont donc fondamentaux pour la reproduction du capital, comme on l'a déjà vu.

La véritable difficulté, déjà soulignée par Smith, et mise en exergue par Ricardo, est celle des "rendements décroissants". Cette théorie tend à montrer que le taux de profit tend à

diminuer du fait même de l'accumulation du capital. On a déjà souligné comment se faisait l'enchaînement conduisant à la baisse du taux de profit. Mais il convient d'insister sur les conséquences de cette théorie. Ainsi que le précise Ricardo dans la dernière phrase du chapitre consacré aux profits, "une augmentation de salaires n'augmenterait pas le prix des marchandises, mais réduirait inexorablement les profits¹³³". Dans la théorie économique libérale, les salaires sont donc conçus comme un frein à la croissance du taux de profit, et comme la voie vers cet état stationnaire tant redouté. De l'autre côté, dans la veine marxiste, les profits sont les outils qui permettent aux capitalistes de priver les travailleurs de l'intégralité des fruits de leur travail.

Cette conception dichotomique a alimenté tous les débats sur le problème fondamental de la répartition entre salaires et profits. Les réflexions sanctionnent toujours des rapports de forces entre un pôle ou l'autre, sans chercher à déceler un principe de coopération. Les années 1970 furent favorables aux salariés, les années 1990 redeviennent très largement favorables aux entreprises. cela est d'autant plus étrange que d'un point de vue économique, la nécessité des profits se fait clairement sentir, tout comme celle de salaires décents. Le Fordisme, remis en cause pendant les années 1970, illustre ce sens de l'équité. Seulement il semble illusoire, aujourd'hui, de vouloir recréer ce cercle vertueux fordiste dans un contexte de mondialisation.

Le capitalisme contemporain a fait sienne la théorie des rendements décroissants. Plus que jamais l'augmentation du taux de profit se fait par une réduction des salaires. Dans un capitalisme gestionnaire, le travail est un coût, et toute réduction de coût augmente le profit. ce phénomène est accentué par deux facteurs que Ricardo avait analysé, mais dont il n'avait pas envisagé la combinaison, le travail restant à ces yeux le moyen privilégié de création de la valeur. Le premier facteur est la substitution du capital au travail, qui permet d'accroître les profits pour une même quantité de travail. Le second est le libre-échange, qui revêt aujourd'hui les traits de la mondialisation. Si les salaires sont trop élevés dans un pays, une entreprise a la possibilité de délocaliser, et d'augmenter ainsi son taux de profit en employant une main d'œuvre à prix inférieur. De plus, la concurrence maintenant mondiale pousse, toujours d'après les lois du marché, à une baisse des salaires dans les pays où ceux-ci sont trop élevés. De nos jours, ces deux facteurs se combinent, expliquant la baisse des salaires les plus bas (le salaire médian américain a baissé de 5% en trois ans), et la hausse des profits des entreprises, qu'atteste l'exceptionnelle vigueur des places financières.

C) Le travail dans un contexte de mondialisation et de chômage de masse.

Le travail est un coût.

¹³³ Des principes de l'économie politique... chap. VI p. 146

Le travail est touché par les exigences de compétitivité qui obligent les entreprises à rechercher les salaires les plus bas en délocalisant, ou à faire pression sur les salaires à la baisse dans les pays industrialisés. Le credo de la compétitivité a pour première conséquence de faire porter les affrontements entre firmes, uniquement au niveau des prix. Or cette compétitivité se gagne avant tout sur les salaires. Au niveau mondial, il semble relativement hypocrite de la part des dirigeants de la triade, de vouloir rivaliser en terme de coûts avec les pays en développement. Ainsi que le rappelle la Gulbenkian foundation¹³⁴, il est impossible que des pays où l'on travaille 1600 heures par an pour 30 000\$ puisse rivaliser avec ceux dont le revenu annuel moyen est de 1000\$ pour 2200 heures de travail.

Certes, il faut distinguer la compétitivité prix, de la compétitivité qualité. Concernant cette dernière, les pays de la triade, ont un certain avantage sur les pays émergents. Les pays développés peuvent donc ainsi faire valoir une plus grande qualité de leurs produits, qui justifie le prix plus important. Cependant, la compétitivité prix reste un élément déterminant des politiques économiques des pays industrialisés, puisque celle-ci détermine en partie la stabilité monétaire, en assurant l'équilibre de la balance commerciale. En effet, si la compétitivité prix des produits est insuffisante, la balance commerciale risque d'être en déficit, entraînant une demande moins forte de monnaie par rapport aux devises étrangères, ce qui conduit à une dépréciation de la monnaie. Dès lors, la recherche de la compétitivité prix est un objectif prioritaire, malgré l'avantage concurrentiel en terme de qualité des produits de la triade. Mais il faut nuancer la aussi cette plus grande qualité, puisqu'on voit de plus en plus de produits des pays en voie développement rivaliser en terme de qualité, que ce soit dans le secteur automobile, textile, ou même de l'électronique. C'est ce constat qui pousse les pays industrialisés à tout mettre en œuvre pour atteindre la meilleure compétitivité prix possible. Pour l'instant, certains pays d'Europe, et le Japon refuse l'alignement sur les salaires des pays en voie de développement. En revanche, américains et anglais ont opté pour une flexibilité totale du marché du travail qui répond alors aux tendances du marché mondial, et non plus national.

Il convient à ce propos de donner quelques chiffres concernant le Royaume-Uni et les Etats-Unis, particulièrement révélateurs¹³⁵. En 1995, deux ans après la suppression du salaire minimum au Royaume-Uni, 300 000 personnes travaillaient pour moins de 13 francs de l'heure, et 1,2 million pour moins de 23 francs. C'est là une des premières expressions de la compétitivité prix tant convoitée. Mais elle se traduit aussi en terme de durée de travail, qui n'est pas limitée dans ce pays: la même année, la durée moyenne du temps de travail hebdomadaire était de 44 heures, et 3,8 millions de personnes travaillaient plus de 48 heures. De plus, 2,5 millions de salariés n'ont pas eu droit à des vacances. De même, aux Etats-Unis,

¹³⁴ Limits to competition p. 124

selon le Wall Street Journal, certains salariés travaillaient 84 heures par semaines dans l'automobile. Quant au phénomène des "travailleurs paupérisés", nous en avons déjà parlé plus haut. On pourrait aussi évoquer le travail des enfants, puisqu'aux Etats-Unis, deux millions de jeunes entre 6 et 15 ans ont un emploi régulier rémunéré de manière dérisoire, ce qui permet de parler de "dumping générationnel".

L'Europe continentale et le Japon refusent pour l'instant ce modèle et cette politique. Cependant le prix est double : un chômage de masse en Europe, une crise sociale majeure au Japon, et un défi majeur en ce qui concerne l'emploi non qualifié. La compétitivité prix étant le mot d'ordre, et face à la "réussite" des pays anglo-saxons, l'ordre du jour est à la réduction des coûts salariaux. Pour les entreprises, cela signifie le recours aux licenciements et la pression à la baisse des charges patronales, ainsi que suppression du salaire minimum. En France jusqu'en 1990, les gains de productivité très importants (deuxième des pays de l'OCDE), ont bénéficié aux salariés aux dépens de l'emploi, puisque ces gains ont engendré de nombreux licenciements. Le progrès technique est donc une des causes majeures du chômage en France¹³⁶, la productivité ayant doublé entre 1973 et 1993. Le chômage qui en résulte est un moyen de pression à la baisse des salaires, et motive une exigence de productivité horaire du travail plus importante encore. La tendance est donc à la révision du droit du travail, afin de permettre une plus grande flexibilité du temps de travail. On comprend la virulence des réactions patronales face à la loi sur les 35 heures proposées par le gouvernement Jospin. C'est aussi une volonté de déréglementation du marché du travail et donc de l'abandon du SMIC, qui aurait un effet dissuasif sur l'embauche. La France est fustigée pour son archaïsme, pour son obstination à défendre un "rêve socialiste épuisé", ainsi que l'écrit T. Friedman, éditorialiste du New York Times. Depuis un an, la presse anglo-saxonne se déchaîne sur cette France qui refuse "le" modèle, et qui cherche une troisième voie, alors que la voie est toute tracée par les succès de l'économie anglo-saxonne.

Pourtant, le problème concernant le coût du travail non qualifié est bien réel en France comme dans les autres pays tenants de la social-démocratie. Il existe en France une véritable inadéquation de l'offre de travail à la nature des postes offerts. Certes, le nombre de travailleurs non qualifiés a diminué de 400 000 entre 1982 et 1994, mais le nombre d'emplois non qualifiés a décliné simultanément de 800 000. Si la baisse ou la suppression du SMIC est à l'évidence une solution pour résorber le chômage, elle est en revanche très contestée quant à son coût social. Elle contribue au phénomène de paupérisation des travailleurs, et accentue les inégalités. Les indicateurs de dispersion des salaires montrent qu'aux Etats-Unis, l'écart entre le salaire supérieur du premier décile et le salaire inférieur du dernier est passée de 3,2 en 1980, à 4,4 en 1995. En France, cet écart est resté stable, passant de 3,4 à 3,5. En revanche, une baisse des cotisations

¹³⁵ Source: *Le monde diplomatique* d'avril 1998: Imaginer une autre société "faux emplois et vrai chômage".

sociales sur les bas salaires semble plus nécessaires, même si elle peut en aucun cas être la panacée. On voit que ces mesures préconisées par les tenants d'une certaine orthodoxie économique considère le travail uniquement comme un coût, qu'il convient de réduire au maximum. Tant que nous resterons prisonniers de ces certitudes, une réflexion sur le travail pour concilier emploi et lutte contre la précarité est compromise.

On pourrait en dernier lieu relever une contradiction dans cette recherche incessante de la compétitivité prix. Les salaires forment, certes, une large partie du prix des marchandises, lorsque l'on analyse le compte de résultat des entreprises, bien que cela varie fortement d'un secteur à l'autre. Mais le profit entre aussi dans l'élaboration de ce prix. On pourrait alors dire avec A. Smith: "Nos marchands et nos maîtres manufacturiers se plaignent beaucoup des mauvais effets des hauts salaires, en ce que l'élévation des salaires renchérit leurs marchandises, et par là en diminue le débit, tant à l'intérieur qu'à l'étranger; ils ne parlent pas des mauvais effets des hauts profits; ils gardent le silence sur les conséquences fâcheuses de leur propres gains; ils ne se plaignent que de celles du gain des autres¹³⁷". Ce constat énoncé il y a plus de deux siècles, n'en reste pas moins vrai. On pourrait même dire qu'il s'est accentué. Une des raisons que nous avons déjà évoqué, est la puissance des marchés financiers, et des actionnaires. La préoccupation principale de ces derniers est l'augmentation des dividendes, qui nécessite un profit important. Il faut donc parvenir à baisser le prix des produits pour permettre une activité importante, tout en garantissant des profits élevés. L'ajustement se fait donc sur les salaires, et sur la recherche de réduction des coûts de production. A cela s'ajoute l'éviction de l'investissement productif au détriment de l'investissement financier. Une logique actionnariale contribue donc à considérer le travail comme un coût, et à rechercher à tout prix la compétitivité prix.

Le travail menacé par le chômage.

Le chômage n'est pas uniquement dommageable en tant que pénurie de travail pour certaines personnes: il affecte aussi les personnes qui ont un emploi. Le chômage ne consiste pas uniquement en une destruction nette d'emploi, mais aussi en une détérioration de l'emploi. cette détérioration n'est pas forcément synonyme de dégradation salariale, elle peut engendrer une détérioration des conditions de travail. On connaît l'argument traditionnel et vérifié, selon lequel un chômage de masse modifie les rapports de force en faveur du patronat au détriment des syndicats, mais surtout des employés. La peur du chômage force les employés à accepter des salaires plus faibles, sans quoi ils seront remplacés par des personnes qui accepteront de travailler aux salaires proposés. Dans ces conditions, il apparaît en effet que la solution au

¹³⁶ J. Berthelot dans *La CIG et les changements institutionnels nécessaires...* p. 9

chômage est la flexibilité totale du marché du travail, au détriment de la qualité de l'emploi. En ce sens, le mécanisme du marché joue parfaitement, puisqu'il incite les secteurs ou, dans une économie monde, les pays dont les salaires sont les plus élevés, à baisser les salaires pour les stabiliser au salaire naturel. Les ajustements se font par les prix afin de retrouver l'équilibre, et ce sera une des sources majeures de la réaction de Keynes qui montre que les ajustements se font par les quantités puisque les prix sont fixes à court terme.

On pourrait objecter qu'en France, le chômage ne s'est pas traduit par une baisse des salaires, bien au contraire, puisque le salaire médian réel français entre 1974 et 1994 a augmenté de 2% par an. Mais la contrepartie s'est faite en terme de productivité accrue du travail, et une détérioration des conditions de travail, que souligne Gérard Filoche dans Le travail jetable¹³⁸. Les exemples que donne cet inspecteur du travail sont édifiants, avançant même les chiffres de 5 à 7 millions de personnes qui travailleraient entre 45 et 60 heures hebdomadaire. Ces chiffres rendraient dérisoires les statistiques américaines et anglaises, même si l'on sait les divergences de méthode de calcul dans ces domaines. La politique du groupe Peugeot, sous la direction de

J. Calvet, illustre parfaitement cette pression du chômage sur les conditions de travail des salariés. En quinze ans, dix plans sociaux ont été réalisés, coûtant près de 2,5 milliards de francs à la collectivité. Simultanément, la direction demandait aux salariés d'augmenter leur productivité de 13% par an. Interrogée par un journaliste, une employée de Peugeot à Sochaux confessait qu'elle était obsédée par la cadence de la chaîne de montage dans sa vie privée, et qu'elle n'avait plus envie de travailler. Mais la réalité lui impose de garder son travail, sans lequel elle n'aurait pas de revenu. Le travail est une condition de survie dont personne, ou peu de gens, ne peut se passer.

Cette réalité touche aussi les cadres, dont les plaintes à l'inspection du travail s'accumulent. Pendant les années 1980, le choix des cadres était motivé par la promesse de gains en rapport avec le travail fourni. Aujourd'hui, la donne a changé, puisque par un phénomène de rattrapage, les cadres sont aussi touchés par la pression qu'exerce le chômage. Pression directe par le fait que le niveau de formation augmente, et qu'il y a donc plus de cadres potentiels sur le marché du travail. Mais aussi pression indirecte, par l'occupation d'emplois non qualifiés par des personnes qui ont un niveau de formation équivalent à celui d'un cadre. Face à la peur du chômage, de nombreux diplômés de haut niveau acceptent des postes qui ne correspondent pas à leur formation, conduisant à la fois à une éviction des personnes moins qualifiées des postes qui devraient leur revenir, et à une pression sur les emplois de cadres en termes de salaires et de conditions de travail. Aujourd'hui, un cadre moyen français travaille 45,7 heures par semaine alors que son salaire a stagné depuis le début des années 1990, et a

¹³⁷ RDN Livre I chap. 9 p. 172

légèrement baissé en terme réel. Le chômage concerne donc tous les types d'emplois, et n'est pas uniquement une menace pour les emplois les moins qualifiés. Il touche donc beaucoup plus de 9 ou 10 millions de français.

Le chômage est d'autant plus une pression sur le monde du travail que les progrès techniques et technologiques permettent de générer de la croissance sans forcément créer d'emplois. Il faut cependant nuancer cette affirmation, qui est vraie essentiellement à court terme, et moins à moyen et long terme¹³⁹. La difficulté vient cependant de ce que les progrès techniques sont tellement rapides aujourd'hui que les formations n'ont pas le temps de s'adapter. Les cycles d'adaptation des formations sont de l'ordre de deux ans, alors que les cycles d'évolution des technologies actuelles est de six mois. Cela crée une plus grande compétition entre générations d'employés, les uns remplaçant les autres, dépassés. L'évolution du progrès technique est le moteur de la croissance économique. Si, aux Etats-Unis, 40% des emplois créés dans les cinq dernières années l'ont été dans les secteurs de pointe, les 60% restant sont partagés entre des emplois en dessous du salaire médian, et des temps partiels. Couplé au chômage, le progrès technique est donc un instrument de pression sur le monde du travail, puisqu'il offre la possibilité d'une croissance sans emplois, ou, précisons, sans emplois décents. Marx évoquait déjà cette contradiction en se projetant dans l'avenir du capitalisme: "Nous avons vu que cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt sous le régime capitaliste, finit par détruire toutes les garanties de vie du travailleur, toujours menacé de se voir retiré avec le moyen de travail les moyens d'existence et d'être rendu lui-même superflu par la suppression de sa fonction parcellaire¹⁴⁰". La formation devient alors un enjeu prioritaire, à la fois en amont pour former les jeunes aux nouveaux secteurs d'emplois, et aussi au cours de la carrière professionnelle, pour éviter qu'une personne deviennent "non compétitive". Des outils nouveaux de D.R.H. oeuvrent en ce sens, comme les outils de gestion de carrière, et de bilans de conséquences. Mais ces attitudes sont encore trop rares.

L'économie contemporaine conserve à l'égard du travail une conception traditionnelle qui ne tient pas compte des changements radicaux intervenus au niveau social économiques et culturels. Ainsi que le souligne A. Barrère, la notion de marché du travail est un "anachronisme théorique, puisque dans le domaine du travail, ce "marché" ne remplit pas ses trois rôles fondamentaux équilibrant, régulateur, et stabilisant. Mais on persiste à raisonner en terme de "marché du travail" sous prétexte que nous sommes immergés dans une économie marchande, dont on saurait s'extraire. Cet anachronisme est dû à deux postulats qui n'ont plus de légitimité

¹³⁸ Le travail jetable 307 pages, éd. Ramsay, Paris, 1997

¹³⁹ Cf l'étude de Greenan en 1996 sur les entreprises françaises entre 1983 et 1993, citée par Barel... dans Economie politique contemporaine p. 90

dans le monde contemporain. Premièrement, le travail n'est pas une marchandise, comme le précise A. Barrère: "D'un point de vue strictement économique, le travail n'est pas une marchandise, parce qu'il n'est pas le produit d'une combinaison productive ayant un coût et une rentabilité¹⁴⁰". On pourrait opposer à cette thèse que le travail d'un individu résulte de sa formation et de son apprentissage. Mais, pour l'instant, cette période de formation n'est pas encore régit par les lois du marchés, et on peut alors dire que le travail n'est effectivement pas une "combinaison productive". Deuxièmement le salaire n'est pas un prix, ou un coût, toujours pour la même raison selon A. Barrère, qui est que le salaire n'est pas fixé par les forces de l'offre et de la demande. Il est encore le résultat de concertations, de négociations, c'est-à-dire d'interventions humaines, nous pourrions dire politiques. Tout l'enjeu de la théorie libérale est justement de confiner le salaire à un prix, justifiant alors sa fixation sur le marché et son utilisation comme variable d'ajustement.

C'est sur la discussion de ces deux affirmations, et sur une volonté politique que peut être engagée une nouvelle réflexion sur le travail. Cet enjeu est majeur, puisqu'il doit répondre dans l'urgence à la demande de millions de personnes, dans les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Une fois de plus, une démarche éthique met en évidence la nécessité d'une approche globale, puisque la mondialisation crée des interdépendances très fortes entre les économies des différents pays. Lutte contre le chômage et précarité ne doivent pas être présentées comme les deux termes antagonistes d'une alternative, mais comme deux défis à relever simultanément. Cela suppose la remise en cause des idées préconçues dans le domaine du travail. Cela suppose aussi de présenter les choix économiques non pas comme des mesures, mais bien des choix de société. **La flexibilité et sa contrepartie la précarité** en est un. Il n'appartient qu'à nous d'en présenter un autre. Une autre voie qui adopterait comme outil économique un capitalisme éthique, et qui tendrait vers une "démocratie sociale de plein-emploi¹⁴²".

II "La fin du travail", ou "l'enjeu des changements".

Les difficultés que rencontre le monde du travail ne doivent pas être conçues comme uniquement économiques. Le travail est certes une variable de l'économie politique, mais plus que toute autre activité dans ce domaine, il concerne l'homme. Face aux incertitudes que soulèvent le chômage de masse et la précarité, nombreuses sont les réactions tendant à remettre en cause le travail salarié traditionnel, au profit de nouvelles "activités". Cette tendance traduit au moins une prise de conscience quant à la nécessité de reconsidérer le rôle social et humain

¹⁴⁰ Le capital Livre I section 4 chap. 15; 9 p. 350

¹⁴¹ A. Barrère L'enjeu des changements p. 129

¹⁴² Appel des économistes pour sortir de la pensée unique Pour un nouveau plein emploi p. 26

du travail. Reste à savoir si cette remise en question est susceptible de fournir une solution à la crise du chômage qui agite aujourd'hui notre société. En annonçant la "fin du travail", J. Rifkin n'occulte-t-il pas les nécessaires changements qui doivent s'opérer au sein de la société pour déterminer une forme de travail salarié qui soit compatible avec les aspirations de tous à profiter de la croissance économique. Définir ce que supposerait une conception "éthique" du travail, et examiner si le salariat est compatible avec la démarche d'un "capitalisme éthique", et si oui, dans quelles conditions, pourraient fournir des perspectives plus constructives.

A) Le travail, une notion à reconsidérer.

Nuancer la conception du travail comme activité réalisatrice de l'homme.

Le travail comme activité fondamentale de l'homme n'est en aucun cas à remettre en cause. Nous nous sommes fort heureusement affranchis de la tradition grecque dans laquelle seule l'activité contemplative est l'activité réalisatrice de l'homme, tandis que le travail, surtout manuel, est considéré comme simple action mécanique. "Le corps est l'outil de l'âme"¹⁴³ disait Aristote, et le travail fait appel aux mécanismes du corps. Nous sommes aujourd'hui convaincus de la dimension fondamentale du travail pour l'épanouissement de l'homme, à condition que celui-ci soit maître du processus complet de son activité de travail. Pourtant, nous accréditons toujours dans notre organisation sociale que le travail "intellectuel" prévaut sur le travail manuel. Un scientifique ou un philosophe est nécessairement "meilleur", sans que l'on sache ce que l'on entend par là, qu'un ébéniste ou un plombier. Pour fondamental que soit le travail, il ne détermine pas pour autant la qualité d'une personne. Dans une perspective éthique, il serait urgent de revaloriser les travaux jusque là considérés comme "médiocres". Par le salaire bien sûr, mais surtout par un travail sur les mentalités. Orienter un élève vers un métier technique sous prétexte qu'il ne sait pas résoudre une équation, fait bien plus que de sanctionner un "échec" scolaire. Cette attitude cristallise dans les esprits la dichotomie entre travail dit noble et travail technique ou manuel au profit du premier. Et la valeur d'une personne s'évalue à l'aune de la perception que la société a de son travail, qui s'exprime souvent dans le salaire¹⁴⁴.

D'autre part, pour l'homme, qui se caractérise comme un animal social doué de raison, travailler manifeste son implication sociale. Cette implication sociale n'est pas seulement économique mais aussi véritablement civique, puisqu'il s'agit d'un devoir issu de l'engagement dans le pacte social. Cette dimension sociale du travail transparaît ne serait ce que dans la marginalisation complète de la société civile qu'entraîne la plupart du temps le chômage.

¹⁴³ Ethique à Nicomaque Livre VIII chap. 13 - 1161 a; 35

¹⁴⁴ Or, ainsi que le précise A. Barrère, "la dignité de l'homme fait la grandeur du travail, pour si modeste que soit la tâche accomplie". L'enjeu des changements p. 125

L'absence d'activité productrice, et plus encore rémunératrice, exclut du champ social, sanctionne les personnes qui ont "démérité". Mais le travail crée aussi la hiérarchie sociale, puisque, ainsi que nous l'avons montré plus haut, il est condition de réussite et de bonheur, donc de valeur sociale reconnue. "L'homme est situé aux yeux de ses contemporains beaucoup plus par ses activités laborieuses que par les valeurs qu'il porte naturellement en lui"¹⁴⁵. Il est donc nécessaire de s'attaquer au travail comme critère quasi exclusif de jugement, non au travail comme participation au développement social. Cette participation se traduit bien sûr dans l'exercice d'une activité laborieuse productrice, et le plus souvent, rémunérée. La société, à travers les entreprises, ou les organismes publics, reconnaît la contribution de la personne au bien-être matériel de la société, en lui versant une compensation monétaire, le salaire. Le travailleur crée de la "valeur ajoutée". Mais c'est là cantonner le travail à sa composante essentiellement économique. Toute activité qui met en jeu l'intelligence et les aptitudes techniques de l'homme, même bénévole, contribue à cette valeur ajoutée. Cet aspect illustre ce qui est peut-être le plus fondamental dans le travail. L'individu ne travaille pas uniquement pour lui, pour son bien-être, mais aussi pour celui de la société. Le travail est un acte participatif, avant même d'être un acte productiviste¹⁴⁶.

En ce sens, le mouvement qui cherche à résoudre la crise du chômage par une substitution du travail par l'activité prend bien en compte le caractère participatif du travail, mais on peut lui reprocher d'occulter le fait que la rémunération est encore largement attachée aux formes traditionnelles de travail. Or l'urgence réside d'abord dans l'octroi de conditions de vie décentes, par l'occupation d'un travail salarié. En revanche, refuser de subordonner le rôle social au seul travail en repensant ce dernier afin qu'il permette l'exercice d'activités participatives non rémunérées, et qui ne subordonnerait pas le rôle social au seul travail est un enjeu important. De plus, si le débat autour de "l'activité" est motivé par la volonté de faire reconnaître certaines tâches comment étant dignes d'être regroupées sous la dénomination de travail, alors son intérêt est plus immédiat. En effet, pourquoi, au sein d'une économie dite de services, les personnes qui aident des personnes âgées à faire des courses, les agents de la SNCF qui viennent en aide aux voyageurs, ne seraient elles pas considérées comme participant au fonctionnement de la société? Or, ces tâches sont considérées comme des "petits boulots", des pis-aller pour personnes incapables d'exercer un vrai travail. On s'aperçoit que c'est au nom de ces a priori que ces activités reçoivent une faible rémunération. Pourtant, cet ancien chômeur qui a créé un service aux particuliers, par lequel il se charge de leurs démarches administratives, rentre dans cette catégorie d'activités de services. Mais son chiffre d'affaires et son résultat lui confère le statut de travailleur, et non de simple individu exerçant une activité

¹⁴⁵ Ibid. p. 125

¹⁴⁶ "Le travail est une création collective parce qu'il n'est pas destiné à remplir le seul avantage de celui qui l'accomplit. [...] Il apparaît ainsi comme une participation, c'est-à-dire comme une prise de responsabilité dans l'œuvre commune". Ibid. p. 126

par défaut de travail traditionnel. Au lieu de créer un monde parallèle à celui du travail, qui confirmerait nécessairement une dichotomie, il convient d'élargir le champ des activités conçues comme travail, et sanctionnées en tant que telles par une rémunération adéquate.

Dans cette optique, la proposition de J. Rifkin d'encourager le bénévolat par une déduction fiscale (ou "salaire virtuel") pour inciter à la réalisation de tâches hors du secteur marchand ne peut être une solution au chômage¹⁴⁷. Cela suppose que la personne s'impliquant dans une activité bénévole ait déjà un salaire. Il vise ici essentiellement les domaines sociaux, tels que l'animation des quartiers défavorisés, ou la préservation des cadres de vie, qui serait selon lui le lieu privilégié du bénévolat. Mais pourquoi cantonner ces objectifs à l'activité bénévoles de personnes qui, par leur travail, sont déjà impliquées dans la société. Il est certes louable que des individus s'engagent bénévolement à oeuvrer au mieux-être de la société. Mais le chômage de masse et la précarité croissante exigent que l'on fournisse un emploi et donc les moyens d'exister aux personnes exclues du marché du travail. On en revient donc à la nécessité de rémunérer de manière significative ces activités, pour leur conférer le statut de "travail". Car il est illusoire de croire que des personnes dont l'activité ne serait pas sanctionnée par un salaire obtiendrait la même reconnaissance que celles qui sont dans le circuit traditionnel du monde du travail. Quant au "salaire social" que préconise Rifkin pour les chômeurs de longue durée qui se recycleraient dans le tiers secteur en remplacement de l'allocation chômage, le terme même indique que s'opérera une distinction entre les revenus du travail traditionnel et ceux de ces activités¹⁴⁸.

Toutefois, ces revendications en faveur du bénévolat, mettent en exergue l'importance du temps libre, et c'est là leur signification principale. Prendre en compte les aspirations au temps libre est un élément majeur d'une redéfinition de la notion de travail. Certes, on peut constater dans la société contemporaine deux exigences contradictoires: les uns aspirent à plus de temps libre, tandis que les autres souhaitent travailler plus pour gagner plus. Il ne correspondrait pas à une démarche éthique de porter un jugement sur ces derniers. Mais il n'est pas davantage éthique de placer ceux qui aspirent à plus de temps libre dans l'alternative : travailler plus ou perdre son emploi. Il faut cesser d'identifier les gens qui veulent profiter de leur temps avec des gens qui ne veulent pas travailler. De telles conceptions engendrent des frustrations néfastes au rendement du travail. Les gens fantasment sur des périodes de liberté qu'ils n'ont pas, et leur efficacité au travail s'en trouve amoindrie. C'est ce que met en évidence la méthode "temps plus", qui fait la distinction entre le temps réel, le temps souhaité, et le

¹⁴⁷ "Le concept de salaire virtuel, sous forme d'une déduction de l'impôt sur le REVENU en fonction des heures de bénévolat effectuées, encouragerait grandement des millions d'américains à consacrer une plus grande part de leur temps libre à des entreprises bénévoles dans le tiers secteur". J. Rifkin *La fin du travail* p. 337 Pour l'auteur, cette mesure permettrait, dans un contexte de fin du travail de masse, le passage des salariés au tiers secteur, c'est-à-dire à l'économie solidaire. Mais quel avantage un chômeur peut-il trouver à une déduction d'impôt sur le revenu?

¹⁴⁸ "L'attribution d'un salaire social (au lieu d'une allocation chômage) à des millions de pauvres en échange de leur travail dans l'économie sociale serait une aubaine non seulement pour les bénéficiaires directs, mais aussi pour les collectivités qui profiteraient de leur travail". Ibid. p. 338

temps fantasmé¹⁴⁹. Les résultats d'enquêtes montrent que les activités où le temps fantasmé est le plus important sont celles auxquelles on consacre le moins de temps. Ce différentiel est la raison principale de dépressions et autres troubles nerveux et de concentration. Un axe de réflexion concernant une nouvelle conception du travail passe donc par le temps libre, qui consiste à nuancer la "mythologie travailliste" précédemment évoquée.

Une nouvelle conception du travail se doit d'aboutir à un arbitrage entre temps libre et temps de travail, parce que le travail est une nécessité, mais non une finalité. Le travail doit être à la fois une activité dans laquelle l'homme se réalise pendant une période de temps quotidien, et l'activité rémunérée qui donne à l'homme les moyens de vivre autre chose qu'une vie purement productive. L'hypocrisie et la perversité du discours qui consiste à présenter le travail comme seule activité réalisatrice de l'homme réside dans la menace qu'elle fait peser sur ceux qui sont privés de travail. Le chômeur est cet homme, ou cette femme, qui ne se réalise plus, qui ne peut faire que survivre, puisque toute autre activité est futile. "C'est une société de travailleurs de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail, et cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté. [...] Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qu'ils leur reste. On ne peut rien imaginer de pire¹⁵⁰". On comprend alors, avec H. Arendt, que le travail est nécessaire dans nos sociétés contemporaines, et qu'aucun pis-aller ne peut être substitué, mais encore qu'il est dégradant pour l'homme d'en faire un fin ultime. Ainsi, travail et temps libre doivent être conçus comme corollaires l'un de l'autre.

Le travail dans une optique solidaire.

Le chômage de masse impose à nos sociétés de revenir sur une conception purement marchande du travail. La logique marchande du travail, ainsi que l'ont montré à la fois la perspective chrétienne, et la perspective marxiste, aboutit à une dépersonnalisation extrême du travail. Considéré comme simple facteur technique de production, il est de fait exclu de la sphère de la solidarité, puisque l'homme s'efface derrière le processus de production dont il est la source. Aussi longtemps que le travail restera prisonnier de cette conception rigide, le chômage de masse ne saura être efficacement combattu, sauf bien entendu, au prix d'une plus grande précarité. En Europe, le défi que constitue le chômage de masse, est dû à un manque de solidarité de ceux qui ont un emploi. L'Europe, et particulièrement la France, a privilégié la

¹⁴⁹ Cette méthode est utilisée comme outil de gestion du temps, notamment pour permettre de comprendre en quoi un temps libre insuffisant mène à une moindre efficacité sur le lieu de travail. Elle est reprise par la théorie de la socio-économie dont Henri Savall est le fondateur, et qui postule qu'il ne peut y avoir de progrès économique sans progrès social. H. Savall, à partir de cette méthode a développé la méthode des "coûts cachés", qui permet d'évaluer l'impact sur la production de facteurs exogènes tels que le stress ou la démotivation.

hausse des salaires réels et des charges sociales dues aux transferts en faveur des chômeurs, au détriment de l'emploi de tous. Les gains très élevés de productivité ont naturellement contribué à cette tendance.

La compréhension du travail comme solidaire est aujourd'hui vitale, puisque le travail est la variable intégratrice dans une société, et cela depuis que les formes traditionnelles de solidarité se sont délitées. Les marginaux ne sont plus pris en charge par la communauté autrement que par un système d'aide impersonnel, qui ne peut que donner à la personne bénéficiaire la sensation d'être une charge pour la société. Ce système est aussi un gage de confort pour la majorité, qui ne côtoie pas directement la misère, sa conscience soulagée par le versement de charges sociales. En revanche, une conception solidaire du travail dont le but serait de fournir un travail à tous est plus gênante. Une telle conception introduit le "droit au travail", revendication principale des ouvriers en 1848. Mettre en œuvre ce droit implique la nuance du "travail marchandise" et la conviction que l'homme, par son engagement, et sa responsabilité, peut pallier les déficiences du marché. On retrouve la théorie keynésienne qui montre que le chômage peut être jugulé par une intervention des pouvoirs publics, et que le plein-emploi peut être atteint, à la nuance près qu'il subsistera toujours un chômage dit "frictionnel", résultant des imperfections d'ajustement. Le problème est qu'actuellement, le chômage de masse ne peut être assimilé à un dysfonctionnement conjoncturel. Pour reprendre les mots d'A. Barrère, "nous ne sommes pas en situation temporaire de chômage, mais en économie de sous-emploi durable¹⁵¹". On ne peut donc plus se réfugier derrière un traitement social du chômage tel qu'il a prévalu dans les pays de la social-démocratie. On ne peut davantage accepter la précarité que suppose le modèle anglo-saxon. Le chômage de masse n'étant plus seulement un problème économique mais bien un problème humain, il convient de concevoir une nouvelle organisation du monde du travail fondée sur la solidarité autant que sur l'efficacité. On verra que la réduction du temps de travail pourrait être une solution.

Toujours en vertu de la démarche éthique précédemment définie, une conception solidaire du travail suppose une solidarité interne tout autant qu'externe. Etant donnée l'influence de la mondialisation et les contraintes qu'elle impose, un pays qui, seul, entreprendrait une refonte de l'organisation du monde du travail au niveau interne, s'exposerait à un douloureux rappel à l'ordre aux règles de la concurrence internationale. Certes, une coopération au niveau international résoudrait une partie du problème. Les entreprises de la triade pourraient coopérer pour payer de façon plus décente les ouvriers des pays en développement. Mais une telle attitude de la part des FMN est fort peu probable, tant qu'elles seront soumises à la compétitivité croissante au sein de l'économie monde. Il faut donc entreprendre l'élaboration d'une nouvelle forme de travail au sein d'un ensemble suffisamment

¹⁵⁰ Hannah Arendt *Condition de l'homme moderne* 1961, citée par P. Larroustou dans *Du temps pour vivre* p. 140

étendu pour échapper aux impératifs de la compétitivité. On verra que l'Europe serait un ensemble régional susceptible de remplir cette fonction.

Une approche solidaire du travail suppose nécessairement une coopération de tous les acteurs mais plus particulièrement des syndicats et des entreprises. Le syndicalisme ne peut plus être celui qui était nécessaire au XIX^e siècle. La composante révolutionnaire qui est encore sous-jacente aux syndicats français, à quelques notables exceptions, discrédite le mouvement syndical qui s'affiche comme le cerbère de rapports sociaux archaïques. Un syndicalisme révolutionnaire tel celui de Sorel, au début du siècle, était une réponse à la mesure de la violence du processus capitaliste de cette époque. Aujourd'hui, bien plus que la défense d'intérêts corporatistes¹⁵², la concertation et la réflexion pour changer les anachronismes dont est victime le monde du travail devrait être la tâche principale d'un syndicalisme moderne. Cette nécessité concerne aussi bien les syndicats des travailleurs, que ceux du patronat. A cet égard, le CJD de M. Liviot a le mérite de chercher une voie alternative aux rigidités qui régissent le monde du travail. Ce syndicat patronal montre que la volonté de changement et de réflexion n'est pas l'apanage d'une frange romantique de la population, mais aussi de personnes directement impliquées dans le monde du travail, et soumises à ses lois, et jouissant de positions sociales pourtant privilégiées. Quant au syndicalisme des travailleurs, la CFDT de Mme Notat témoigne d'un effort de concertation et de remise en cause des rapports sociaux traditionnels.

L'entreprise est aussi de toute évidence un acteur privilégié de la réflexion autour du travail. Les entreprises sont les premiers organismes créateurs d'emplois. Elles ont donc un pouvoir d'action à la fois sur la structure, mais aussi sur la qualité de l'emploi. De leurs choix découlent les caractéristiques du monde du travail. Ainsi que le souligne D. Liviot, les "Trente Glorieuses" se sont bâties sur le développement conjoint de l'emploi et de l'entreprise. Or, depuis

la crise des années 1970, les entreprises sont entrées dans une logique de productivité et de réduction des coûts pour maximiser les profits. Cette attitude de la part des acteurs principaux du monde du travail ne pouvait qu'aboutir à l'augmentation du chômage. La démarche éthique doit donc pénétrer l'entreprise, en tant qu'acteur essentiel du pacte social, puisque producteur de richesses, pour définir une nouvelle forme d'entreprise souhaitable, qui selon D. Thierry est celle de l'entreprise "impliquée", qui se veut actrice d'un projet de société, promotrice de solidarité. Comme le montre cet auteur, dans le cas où l'entreprise ne parviendrait pas à s'affirmer comme telle, elle s'enfoncerait dans l'illégitimité, puisque l'emploi n'est pas au bout

¹⁵¹ L'enjeu des changements... p. 147

¹⁵² La conception chrétienne du syndicalisme défend la même position: "Les syndicalistes doivent être acceptés comme porte-parole de la lutte pour la justice sociale [...] dont l'entreprise, à long terme, ne peut que bénéficier, au-delà de la myopie étroite d'un patronat de combat ou d'un syndicalisme destructeur". M. Falise/J.Régnier Economie et foi p. 65

de la compétitivité restaurée¹⁵³. Il est donc de l'intérêt de l'entreprise de s'impliquer dans une démarche éthique. Il est évident que cela ne saurait se faire au détriment de son développement. Une telle démarche impliquant l'entreprise dans la vie sociale, et adoptant une position solidaire, se démarquerait de l'attitude de court terme qui lui profite aujourd'hui, mais qui risque de la menacer demain. Avec D. Liviot, il est nécessaire de comprendre que "l'entreprise doit se réformer pour permettre et accompagner le passage du contrat économique et social ancien à celui qui reste à définir¹⁵⁴". C'est en adoptant cette démarche que l'on rompra avec les positions figées actuelles.

Travail et capital.

Une conséquence étrange du processus capitaliste est d'amener ses fondements à jouer l'un contre l'autre. On a vu que la théorie capitaliste se fonde pour une part sur l'accumulation du capital, pour une autre sur le salariat. Plus encore, le travail est considéré comme la marchandise dont la valeur permet de déterminer le prix relatif des produits, et qui est donc fondamental dans le phénomène de l'échange. Or, l'évolution de l'économie capitaliste montre qu'elle se fait en opposant systématiquement travail et capital. L'un est l'ennemi de l'autre et inversement. Ricardo, dans son chapitre sur les machines, montre que la substitution du capital au travail est un mouvement avéré. Mais, fidèle à sa conviction, il estime que cette substitution qui augmente le revenu net, c'est-à-dire les profits, engendre de nouvelles dépenses de la part du capitaliste, entraînant une offre de travail supplémentaire, à condition que le capitaliste "dépense son revenu comme un antique baron¹⁵⁵". En outre, il annonçait déjà un mouvement de délocalisation au cas où l'on empêcherait un capitaliste d'utiliser les machines, et donc de tirer tout le revenu net possible de son capital. Dans les chapitres consacrés aux salaires et aux profits, il montre en revanche que les salaires, et donc le travail, sont un obstacle aux profits, et que le seul moyen, ou plutôt le plus sûr moyen de pallier les rendements décroissants est la baisse des salaires. On voit bien par là cette contradiction qui renvoie dos à dos travail et capital, stigmatisées par l'analyse marxiste.

Pourtant travail et capital sont deux facteurs de production qui déterminent la croissance. Il convient donc de cesser de les opposer, puisqu'ils sont deux déterminants essentiels de l'amélioration des conditions de vie et du développement. On sait que c'est la productivité qui permet à la fois la croissance en emploi et la hausse des salaires réels ainsi que cela s'est produit lors des "Trente Glorieuses". Cette période de faste économique montre parfaitement que travail et capital ne sont pas antinomiques. Ainsi que le soulignent M. Falise

¹⁵³ D. Thierry, *L'entreprise face à la question de l'emploi* éd. *Développement et Emploi* 1994

¹⁵⁴ Extrait de correspondance avec M. Liviot

¹⁵⁵ Ricardo *Des principes de l'économie politique...* chap. XXXI p. 405

et J. Régnier, "seule l'amélioration de la productivité des entreprises [...] permet de nourrir durablement le niveau de vie et/ou la réduction du temps de travail¹⁵⁶". On peut même établir une relation simple entre travail et capital, presque évidente : le capital a besoin du travail humain pour être employé, et le travail humain a besoin de capital pour s'exercer.

Or le progrès technique exponentiel de ces dernières décennies a modifié la simplicité de cette relation. Son double visage s'affirme avec plus de force, tour à tour moteur de soulagement pour les hommes, et source de privation de travail. Avec le progrès technique et la nouvelle ère des technologies de l'information, les gains de productivité ne signifient plus l'embauche ou la hausse des salaires. Ils ont permis l'augmentation de la part des profits dans la répartition de la valeur ajoutée : depuis 1984, la part de ces derniers a augmenté de 11% en France. Pourtant dans un contexte de taux élevés, une substitution du capital par le travail aurait dû se produire, conformément à la théorie néoclassique, mais il n'en a rien été¹⁵⁷. Réconcilier travail et capital implique donc une maîtrise des conséquences sociales du progrès technique, dans la ligne de ce que pourrait être une démarche éthique appliquée au capitalisme. Ces notions ne sont en aucun cas irrémédiablement opposées. Mais il convient de comprendre que la logique du marché aboutissant à la sélection des facteurs de production les plus performants, elle ne peut, à terme, que privilégier le capital, ce qui ne nous semble pas envisageable du simple point de vue du bon sens, et encore moins d'un point de vue éthique. L'objectif, conformément à la démarche qui anime le capitalisme éthique, est de mettre les machines au service de l'homme, afin de pouvoir enfin rassurer J.S. Mill qui se demandait "si les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour ont allégé le labeur quotidien d'un être humain quelconque".

Il faut ajouter qu'une distinction est nécessaire au sein de ce qui est regroupé sous le terme générique de "capital". L'investissement en capital productif, appelé en termes comptables Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) n'a pas la même incidence sur l'emploi que l'investissement en capital financier. Ainsi, tout autant que son emploi, le type de capital peut-être favorable ou non à l'emploi. La FBCF permet l'augmentation de la capacité productrice d'une économie et donc la création d'emplois. Elle permet aussi de créer de nouveaux types de métiers issus de l'innovation technologique, et fait donc du progrès technologique une source de développement économique. On pense bien sûr au cas américain qui a fondé sa reprise sur les nouvelles technologies de l'information. La France et l'Europe, conscients de cette opportunité se lancent dans de vastes programmes de promotion des nouvelles technologies, et il semble en effet nécessaire de créer de nouveaux emplois répondant à un nouveau type d'économie, celle du savoir. On ne perdra bien entendu pas de vue que le risque est aussi de créer une nouvelle distinction entre ceux qui auront accès à ces technologies et les autres. Nous avons déjà évoqué ce problème, qu'illustre parfaitement la situation des noirs aux Etats-Unis décrite par J.

¹⁵⁶ Economie et foi p. 50

Rifkin¹⁵⁸. La FBCF est favorable à l'emploi dans la mesure où nous nous montrons prêts à maîtriser les conséquences du progrès technologique.

Les relations entre investissement en capital financier et travail sont plus problématiques. Dans le cadre de la mondialisation de l'économie, il est illusoire de croire que l'on peut passer outre les marchés financiers. Pour les entreprises, ce sont des instruments puissants de financement. Les nouveaux produits financiers telles que les options ou les produits dérivés, ont connus un développement considérables avec l'émergence des marchés à terme et marchés secondaires. Ces marchés sont extrêmement fluides puisqu'ils reposent sur la spéculation. Ils octroient aux entreprises qui savent les utiliser des moyens très importants, c'est-à-dire des entreprises importantes qui seules ont une connaissance suffisante de la finance. Les PME sont donc plus ou moins exclues de ce mode de financement. En soi, les marchés financiers ne sont donc pas antinomiques avec l'emploi, puisqu'ils sont source de financement et donc de FBCF. Le problème réside dans l'objectif que l'on assigne au capital financier. S'il est un moyen de financer le développement de l'entreprise, alors il est absolument nécessaire à l'emploi. Mais lorsque le capital financier est un outil d'amélioration de la rentabilité financière de l'entreprise, il favorise la substitution du travail par un capital non productif. Les revenus du capital financier étant bien supérieurs à ceux du capital productif, l'impact sur l'emploi est nécessairement négatif. On retrouve le risque "d'euthanasie du rentier" évoqué plus haut¹⁵⁹. Ainsi, dans le cadre d'un capitalisme éthique, travail et capital doivent fonctionner de paire, et non comme antagonistes. Maîtrise des implications du progrès technique et des marchés financiers sont les conditions nécessaires pour réconcilier ces deux vieux ennemis. L'enjeu majeur aujourd'hui semble surtout porter sur l'investissement en capital financier qui ne peut être conçu que comme mode de financement dans une optique de développement, et non comme finalité autonome.

B) Passer de la réalité statistique du travail à la réalité humaine.

Croissance et qualité de l'emploi.

Les conceptions archaïques de la croissance, bien plus que sa vénération, compromettent les réflexions sur l'emploi et le travail. Que la croissance permette d'améliorer la situation de l'emploi et de lutter contre le chômage, cela semble évident. Tout accroissement de richesse ne peut qu'aboutir à l'amélioration des conditions de vie. Or cette évidence disparaît aujourd'hui parce que nous envisageons la croissance en termes statistiques, et non comme possibilité de développement. La croissance tant recherchée de nos jours est la croissance non-

¹⁵⁷ Appel des économistes... Pour un nouveau plein-emploi p. 24

¹⁵⁸ La fin du travail chap. 5 intitulé "la technologie et l'expérience des noirs américains".

¹⁵⁹ Appel des économistes... Pour un nouveau plein-emploi p. 28

inflationniste. C'est la capacité à atteindre cette croissance non-inflationniste qui détermine la santé d'une économie. Ce type de croissance présente l'avantage de ne pas détériorer les revenus du capital, et de ne pas aller contre les marchés financiers. Sans qu'il soit question de prôner une croissance inflationniste qui serait également défavorable au développement, il convient de remettre en cause ce dogme qui ne tient pas compte de la qualité de la croissance en terme d'emploi.

Le raisonnement s'appuie essentiellement sur les outils monétaristes que sont le NAWRU et le NAIRU. Ces deux concepts, utilisés pour la première fois par Phillips pour l'élaboration de sa courbe, puis repris par M. Friedman, déterminent les comportements actuels sur le marché du travail. Le premier, le Non Accelerating Wage Rate of Unemployment, permet de justifier un taux de chômage qui stabilise l'augmentation des salaires. Son corollaire est le Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment, puisque toute hausse des salaires se répercute sur le prix des produits. **Il existe donc un taux de chômage qui garantit des prix stables.** L'inflation peut toutefois être nuancer par la croissance de la productivité. On retrouve là les fondements de la conception néo-libérale du marché du travail. Les salaires sont déterminés par l'intersection des courbes d'offre et de demande de travail, il y a donc un **salairé d'équilibre**. Ainsi, taux de chômage et niveau des salaires sont-ils subordonnés à un objectif de croissance non-inflationniste. Le plein-emploi est certes visé, mais seulement dans la mesure où il ne va pas à l'encontre de cet objectif primordial, et sans le souci de sa qualité.

L'enjeu de la réintégration de l'homme au cœur des préoccupations de l'économie est justement de cerner la qualité de la croissance et de ce plein-emploi. Il s'agit d'abord de remettre en cause le consensus qui entoure cette théorie du salaire d'équilibre et du taux de chômage d'équilibre. Le concept keynésien de taux de chômage frictionnel dénote d'une volonté plus affirmée de concilier croissance et qualité du plein emploi. Il est le résultat de décalages entre formation et demande de travail ou de la mobilité géographique. Il n'y a pas de déterminants "naturels" qui rejetteraient une frange entière de la population hors du marché du travail dans le simple but de maintenir une inflation stable. Car il faut comprendre la contrepartie de cet objectif. Il suppose soit un chômage de masse, soit la précarité, parfois les deux. Le problème, par exemple en France, est d'améliorer le contenu en emploi de la croissance. Jusqu'ici, les gains importants de productivité des entreprises ne permettaient de créer des emplois qu'à partir de 2,3% de croissance annuel, contre 0,5% aux Etats-Unis. Ces taux élevés évinçaient les personnes peu qualifiées du marché du travail français, contrairement à ce qui se passe sur le marché américain. Mais sur ce dernier, l'embauche de personnes peu productives est compensé par une précarité accrue des employés.

Cette précarité aux Etats-Unis¹⁶⁰ se traduit d'abord par la baisse des salaires réels des personnes les plus pauvres. Les 20% des employés les plus pauvres ont vu leurs revenus passer de 9990\$ en 1979 à 9431\$ en 1989. Et le mouvement s'est amplifié depuis 1991 alors que la croissance est repartie à un rythme soutenu. De 1992 à 1993, le nombre de pauvres aux Etats-Unis a progressé de 1,2 millions. De plus, cette situation touche différemment les minorités du pays. Plus d'un noir sur trois est pauvre, et 29,3% des hispaniques vivent en dessous du seuil de pauvreté, pour "seulement" 11,6% des blancs. La précarité est due principalement aux types d'emplois créés par l'économie américaine. Lorsqu'en août 1993 le gouvernement américain annonçait 1,23 millions de créations d'emplois, il ne précisait pas que 60% d'entre eux étaient à temps partiels, dont 90% dans les activités de services à bas salaires. Pour reprendre le dualisme du marché du travail théorisé par Piore et Doeringer en 1971, c'est donc essentiellement sur le marché secondaire, caractérisé par des salaires faibles, un risque de chômage important et des promotions inexistantes, que se sont portées les créations d'emplois. Le marché primaire n'est lui que peu concerné, les créations d'emplois stables et rémunérateurs dans les secteurs de pointe compensant les destructions d'emplois de même qualité dans les secteurs industriels traditionnels.

C'est enfin en termes de conditions de vie et de protection sociale que se comprend la précarité. Toujours entre 1979 et 1989, le pourcentage de la main d'œuvre couvert par une assurance retraite a chuté de 50% à 42,9%. En 1993, les quatre cinquièmes des sociétés américaines demandaient 103\$ de cotisations maladie à leurs employés, contre 69\$ en 1989. Au sein de la population pauvre, la précarité s'accroît avec la détérioration des conditions de vie. Les deux économistes américains Mervin et Fowles ont mis en évidence une relation forte entre chômage de longue durée et maladies cardio-vasculaires. Ce constat les incite à plaider pour une augmentation importante des dépenses publiques en faveur de la protection sociale¹⁶¹. On voit donc que derrière les chiffres apparemment idylliques de l'économie américaine, se cache une croissance qui, en termes de qualité de l'emploi, est loin de profiter à tous. La question est alors: comment la croissance, c'est-à-dire l'augmentation de la richesse, peut-elle se faire au détriment de la qualité de vie d'un nombre toujours de personnes? Remédier à l'illusion des chiffres en matière d'emploi est un objectif pour une démarche éthique au sein du capitalisme.

Par delà le fétichisme des chiffres.

Le constat établi précédemment exige que l'on oppose une attitude critique au fétichisme des chiffres. Le problème le plus urgent est celui de la répartition des fruits de la croissance. Si l'économie politique veut retrouver une certaine légitimité. Certes, le débat doit

¹⁶⁰ Tous les chiffres qui suivent sont tirés du livre de J. Rifkin *La fin du travail*.

porter sur les conditions de travail et le respect d'un certain équilibre travail/temps libre, mais répartir plus équitablement, et non de manière égalitaire, la richesse créée est l'objectif premier. Nous sommes actuellement dans une optique de redistribution secondaire, qui traduit bien la prégnance des thèses néo-libérales. Une répartition n'est envisagée qu'a posteriori, pour remédier à la situation des personnes les plus défavorisées. C'est le sens de l'impôt négatif préconisé par M. Friedman, et des mesures américaines de 1967 instaurant le "workfare"¹⁶², révisées le premier janvier 1997. En revanche, une répartition primaire, qui porterait à la source, sur le partage de la valeur ajoutée, et sur un soutien aux salaires est totalement contraire aux principes orthodoxes. Ce type de répartition est préconisé notamment par J.M. Keynes, puisque selon lui, une telle répartition en faveur des revenus les plus bas, dont la propension à consommer est la plus forte, permet un soutien de la demande et donc de la croissance.

Or ce n'est que par une répartition primaire plus équitable que l'on parviendra à réduire les inégalités, ou plutôt à garantir à tous un niveau de vie décent. Il ne faut donc pas raisonner uniquement en termes de lutte contre le chômage, mais aussi en termes de création d'emploi et d'élévation du niveau de vie des personnes les plus défavorisées. La redistribution, ou répartition secondaire est un palliatif qui ne fait que rendre supportable (?) l'extrême inégalité des conditions de vie. Le type de croissance actuelle accentue les inégalités suivant deux axes: entre travail et capital, et entre emplois qualifiés et non qualifiés. Les chiffres cités par J. Rifkin sont édifiants, puisque en 1953, un dirigeant d'entreprise percevait en moyenne 22% du bénéfice, tandis qu'il percevait 67% de celui-ci en 1987. Entre 1979 et 1992, son salaire a augmenté de 220%. Si le salaire des ouvriers américains avait suivi la même tendance, il serait en moyenne de 81000\$¹⁶³. En 1992, 0,5% de la population américaine détenait 37,4% des actions et obligations et 56,2% des moyens de productions privés, leur assurant 15% du revenu total perçu aux Etats-Unis. Leur fortune nette dépasse 5260 milliards de dollars, alors que 90% des ménages américains n'en rassemblent que 4800. Cette concentration des richesses est difficilement justifiable d'un point de vue social et éthique, tant que subsistent les poches de misère. Elle ne serait pas véritablement choquante si chacun était assuré de conditions de vie décentes.

Le second type d'inégalités est celui qui frappe les employés qualifiés et non qualifiés. On a vu que la croissance actuelle, aux Etats-Unis et en Angleterre, mais aussi en France, engendre un développement du marché secondaire du travail. Ce phénomène est accentué avec l'économie du savoir, dans laquelle les personnes sans qualifications n'ayant aucune capacité

¹⁶¹ cf entretien accordé à J. Rifkin le 14 mars 1994. Extrait en note 57 du chapitre 11, page 402.

¹⁶² Ce système est une assurance chômage qui veut éviter de créer une assistance des personnes sans emploi. si elles n'ont pas trouvé de travail dans les deux mois, elles doivent participer à des travaux d'utilité collective. Au bout de deux ans, leur allocation est supprimée. Au plus, elles ne peuvent percevoir l'aide sociale plus de cinq ans dans l'ensemble de leur vie. Ce système qui pourrait inciter certains chômeurs à travailler ne résout pourtant pas le problème des chômeurs de longue durée, ni le fait que les salaires les moins qualifiés sont tellement bas qu'on peut comprendre que de nombreux américains préfèrent se débrouiller par eux-mêmes.

productive, n'ont donc droit qu'à des salaires dérisoires. De plus la précarisation touche aussi les personnes diplômées dans des secteurs non porteurs. Pour cette raison, 35% des américains ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur en 1992, occupaient des emplois qui n'exigeaient pas de telles qualifications. Ce phénomène est certes néfaste pour la classe moyenne, mais il crée aussi une éviction des travailleurs moins qualifiés qui auraient dû occuper ces emplois. Cette croissance qui ne profite pas à tous est largement illégitime.

Le problème réside à l'évidence dans la faisabilité d'une nouvelle répartition. La théorie libérale et utilitariste présente les inégalités, sans distinction quant à leur nature, comme un élément essentiel de la croissance. Elles créeraient une émulation positive qui inciterait les plus démunis à développer leur ingéniosité pour s'élever vers les classes les plus favorisées qui font alors figure de modèle. Keynes s'est opposé à cette conception en cherchant à montrer que la réduction des inégalités était facteur de croissance. Mais au sein même de l'héritage keynésien nombreux sont ceux, en accord avec les néoclassiques, qui estiment qu'il faut favoriser les profits pour stimuler l'investissement. Il est difficile de mesurer empiriquement l'impact de la réduction des inégalités sur la croissance, mais leur résorption par une modalité différente de répartition primaire reste un enjeu social majeur. Dans la Théorie de la justice, J. Rawls montre que la répartition primaire, destinée à compenser "l'inégalité naturelle des talents", est essentielle dans le sens où elle permet à ceux pourvus du moins de talents naturels de s'exprimer au mieux de leurs possibilités. "L'égalité qu'implique la répartition des biens [...] est définie par le second principe de la justice qui régleme la structure des organisations et la répartition de manière à ce que la coopération sociale soit à la fois juste et efficace¹⁶⁴". On ne peut dire si une meilleure répartition primaire permettrait une croissance plus importante, mais face à la situation de toute une frange de la population des pays industrialisés, il convient de reconsidérer un instant l'objectif purement économique pour lui adjoindre un objectif social primordial.

Cette exigence de répartition primaire alternative suppose l'engagement des acteurs. Engagement des pouvoirs publics pour donner la "structure de base idéale", et des entreprises, employés et dirigeants confondus, pour négocier et comprendre où se situe l'intérêt de tous. Cet engagement des pouvoirs publics doit se traduire par une politique économique qui cherche véritablement à résorber le chômage sans sacrifier à la précarité. Si les politiques de transferts sociaux doivent à terme disparaître, elles sont encore largement nécessaires, dans le sens où le revenu a une fonction intégratrice. Ce fut le sens du Welfare State, auquel Beveridge assignait, en 1942, la mission de "sortir l'homme du besoin". En tant que responsables politiques, la responsabilité des pouvoirs publics aujourd'hui est aussi de mettre en œuvre la réflexion sur la rénovation des législations sur le travail, sur les conditions légales de travail, et de mettre en

¹⁶³ La fin du travail p. 237

présence les acteurs pour favoriser la concertation. En France, le coût du travail et la rigidité du marché du travail sont de véritables problèmes. On verra quelles pistes pourraient être explorées.

Les entreprises et employés ont un rôle déterminant, notamment sur le partage de la valeur ajoutée. Les mouvements sociaux en France et en Allemagne de 1995 et 1996, ont mis en lumière un sentiment de révolte face à un partage de la valeur ajoutée qui est présenté comme immuable, et dont toute modification porterait atteinte à la croissance fragile. Ce dogme témoigne d'une vision à court terme, puisque un partage de la valeur ajoutée serait ressenti par les plus démunis comme une prise de conscience des entreprises d'une solidarité qu'elles peuvent promouvoir. Accepter de revenir sur un partage de la VA trop largement favorable aux profits marquerait une prise de responsabilité et d'implication du monde de l'entreprise dans un projet de société. La difficulté vient de l'interdépendance des économies, qui ne permet pas à un pays de se lancer seul dans une modification du partage. Ainsi que le précise l'appel des économistes, "les règles actuelles du système financier international empêchent un pays de remettre en cause isolément ce partage: il ne peut réduire seul les taux de rémunérations des capitaux¹⁶⁵". L'engagement dans ce partage suppose une structure assez puissante pour s'affranchir de ces règles. Il suppose aussi de rompre avec l'attentisme actuel et de faire preuve d'une volonté, car une modification du partage de la VA ne peut être induite par le marché. Cette volonté doit se fonder sur un constat fédérateur, qui est celui des dysfonctionnements sociaux et humains qu'engendre la croissance actuelle.

C) Une nouvelle conception du travail pour un nouveau capitalisme.

Les enjeux du capitalisme du savoir.

Le développement des technologies de l'information et du savoir modifie la division traditionnelle du travail. Cette division était jusque là fondée sur la fonction parcellaire de l'ouvrier dans le cadre de la révolution industrielle, puis de l'employé dans le cadre de la révolution des services. Cerner l'activité élémentaire devait permettre une optimisation du travail de l'individu par une quasi automatisation de son activité de travail. Aujourd'hui, l'information exige une autre conception de l'organisation du travail. L'employé de l'économie du savoir ne peut pas être parcellaire. Pour être performant, l'ensemble du "procès de travail" doit lui être restitué. Il serait complètement illogique que, dans l'industrie de l'information et du savoir, l'employé puisse être privé de la connaissance intellectuelle de l'activité qu'il exécute. De la dimension parcellaire, l'employé passe à une dimension multifonctionnelle, il sort

¹⁶⁴ Théorie de la justice p. 509

définitivement de la tradition Tayloriste qui plaçait l'employé dans une position de dépendance vis-à-vis d'une direction savante. Les conséquences sont multiples et d'envergure. La relation entre employeur et employés doit nécessairement évoluer vers une plus grande confiance réciproque, et une plus grande concertation. Le projet Funsaver de Kodak montre que le développement d'un projet repose sur cette confiance et sur la réintroduction de la compréhension intellectuelle de l'activité de travail. La direction a fait confiance à un ingénieur chargé d'élaborer un nouveau type d'appareil jetable, en lui laissant développer une entité relativement autonome au sein de l'entreprise. La cohérence de cette unité, à tous les stades d'élaboration du produit, était assurée par des bases de données et par la technique CFAO. Chaque individu impliqué dans le projet connaissait l'évolution du produit et pouvait suggérer en temps réel des modifications ou des idées nouvelles. Cette utilisation des technologies de l'information a incité la firme toute entière à revoir son organisation, en faveur d'une organisation transversale, facilitant la gestion par projets, ou par processus. L'impact des technologies du savoir se mesure donc aussi sur l'organisation des entreprises qui elle-même affecte les conditions de travail des employés.

Les implications des technologies du savoir sont euphorisantes¹⁶⁶ tant il y a d'exemples de réussite et d'incidences positives pour certains employés. Mais les techniques qu'elles mettent en oeuvre posent le problème de la formation. Il ne s'agit pas seulement de former les étudiants à la maîtrise de l'ordinateur, mais aussi à un nouveau mode de pensée, à un nouveau mode de relations. Les technologies de l'information s'adressent non plus à une population locale ou même nationale, mais mondiale. Des problèmes de langue, de connaissance des cultures se posent aux personnes travaillant dans ce secteur. En ce qui concerne la langue, il est de plus en plus probable que l'anglais s'impose comme langue officielle du réseau Internet. Quant à la connaissance des cultures elle est encore vitale. Avec le développement du E-Business, les employés doivent savoir que tout ne peut pas être vendu dans certains pays, même si aucune réglementation ne l'interdit. Lorsque Canal Plus a lancé son expérience de voyage virtuel, la société a pris grand soin de proposer différentes variantes en fonction des personnes susceptibles de visiter le site. Pour cela, elle a fait appel à des informaticiens issus de différents pays pour tenir compte des diversités culturelles. Il y a enfin un autre aspect, qui est celui de la capacité des personnes travaillant dans les technologies de l'information à tirer le meilleur parti des réseaux. La formation scolaire compensera difficilement les "trucs" qui font d'une personne l'une des meilleures utilisatrices du réseau. Ceux qui auront eu la chance d'avoir accès à ces technologies le plus tôt et le plus souvent garderont toujours un avantage.

¹⁶⁵ Pour un nouveau plein-emploi p. 45

¹⁶⁶ Ainsi que le souligne the Gulbenkian Foundation, "if technological innovation is used to enhance human competencies and skills or meet unsatisfied needs, then technological innovation can make a significant contribution to the maintenance and growth of employment". Limits to competition p. 56

On touche là au problème de l'inégalité devant l'accès à l'information et aux technologies du savoir. Qu'en est-il par exemple des chômeurs trop longtemps écartés du monde du travail, et dont la formation s'est dévalorisée? Ce problème a toujours existé, mais avec les technologies de l'information et l'émergence permanente de nouvelles techniques, toute personne qui est écartée de la dynamique pendant plus de deux ans devient "obsolète". La formation doit donc aussi concerner les actifs. On pourrait même se demander si l'économie du savoir n'exige pas une formation continue à intégrer dans le cadre d'une nouvelle organisation du travail. Ce pourrait être aussi une des tâches de l'entreprise que de prémunir ses employés contre un risque de déqualification. Faire de la gestion des carrières une nécessité et même un commandement de l'entreprise pourrait oeuvrer à faire de l'entreprise un acteur du maintien de la cohésion sociale.

Le problème de l'inégalité met aussi en évidence la nécessité de ne pas créer un nouveau prolétariat technologique. Si nous sommes véritablement dans une phase de troisième révolution technologique, il est vital d'édifier la nouvelle économie du savoir sur des bases solides, et non sur une organisation sociale qui pourrait prêter à une théorisation d'une "cyber" lutte des classes. Pour éviter cela, il faut que l'économie du savoir soit perçue comme une perspective d'amélioration, et non pas comme le fondement d'une société toujours plus duale. Une dualité de type "info riches"/"info pauvres" telle qu'elle commence à s'instaurer aux Etats-Unis¹⁶⁷ aurait un effet dramatique sur les emplois des secteurs traditionnels, relégués à terme comme des sous-emplois, vestiges d'un autre âge appelés à disparaître. De plus, l'accès à l'information, et à ses technologies, dépend tellement du milieu social que laisser libre cours à l'évolution actuelle va à l'encontre du principe de l'égalité des chances, principe fondamental de la justice sociale selon J. Rawls¹⁶⁸. Là encore, les études sur les utilisateurs des technologies de l'information, et plus particulièrement d'Internet, montre l'extrême homogénéité des individus. Aux Etats-Unis, 85% sont blancs, et 60% sont des hommes, dont le niveau social est élevé. Le risque est donc de voir l'information devenir un outil de sélection alors qu'existe une importante inégalité quant à l'accès à l'information. Les pouvoirs publics ont alors un rôle primordial à jouer, en assurant au sein des formations publiques un enseignement de qualité qui réponde aux nécessités des nouvelles technologies et permettant aux plus démunis de participer à cette révolution technologique. C'est aussi dans cette capacité qu'il trouveront une certaine crédibilité aux yeux des personnes marginalisées, en rompant avec les mesures superficielles.

Le marché mondial du travail.

¹⁶⁷ Cf. J. Rifkin *La fin du travail* chap. 11 "Les perdants et les gagnants du grand jeu High-tech".

¹⁶⁸ L'égalité des chances, associée au principe de différence, fonde "l'égalité démocratique", qui est pour J. Rawls la meilleure garantie de justice sociale, supérieure aux quatre autres formes d'égalité qu'il définit. *Théorie de la justice* p. 97

Ainsi que nous l'avons souligné, un capitalisme éthique est une démarche holistique qui doit se fonder sur la solidarité et la responsabilité. Concernant le monde du travail, il est donc nécessaire de chercher des solutions à un niveau global et non simplement interne. La recherche de solutions dans le respect de la diversité, à ce niveau global, implique la coopération, la "global governance" déjà évoquée. Cela suppose aussi que l'Etat ne peut seul apporter ces solutions. La mondialisation en fait un acteur parmi d'autres, mais non le principal. Les politiques traditionnelles sont remises en cause, et la nécessité de nouvelles politiques implique un nouveau lieu d'élaboration des décisions, qui serait régional, à défaut d'être mondial. Reconsidérer l'emploi dans le nouveau contexte économique et politique ne doit pas aboutir à une simple politique "nouvelle" issue de bases traditionnelles. Il faut faire évoluer le marché du travail dans le sens d'un projet, et non le laisser évoluer au gré des fluctuations du marché. Une conséquence est que les réflexions sur l'emploi, plus particulièrement en Europe, berceau de l'Etat-Nation, doivent intégrer la notion et le besoin de supranationalité. Trouver une voie pour de nouvelles formes d'emplois passe par une puissance mise au service d'un projet. L'intégration européenne est la forme la plus avancée de supranationalité, et l'on peut espérer qu'elle se développe avec l'effacement de l'Etat-Nation. C'est sur la base de ces grands ensembles régionaux que se structurera un véritable marché du travail mondial, non soumis aux multiples pressions antagonistes dues aux intérêts de myriades de pays.

Ce marché mondial suppose donc la coopération pour permettre l'émergence de nouveaux métiers et donc de nouvelles formes d'emplois, dont les activités intéresseraient non pas un pays, mais l'ensemble des pays¹⁶⁹. L'environnement est en première ligne des domaines dont le développement permettrait de créer des emplois à un niveau mondial. Les entreprises trouvent dans l'environnement un critère de différenciation et donc d'avantage sur leurs concurrents. Si la noblesse de l'intention n'y est pas, le résultat est le même. Kuckuck production consacre 50% de

son budget de R&D au développement de nouveaux emballages recyclables, et ne produit que des

artistes qui s'investissent dans la préservation de l'environnement de leur pays. Les défis de plus en plus importants que soulève la situation écologique ouvrent de nouvelles perspectives de développement de nombreux métiers dans la recherche, puisque tous les domaines sont concernés par le respect de l'environnement. L'agriculture ne peut plus se développer au mépris de la détérioration de l'écosystème, aussi de nouvelles techniques pour lutter contre les parasites

¹⁶⁹ M. Falise, dans *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire* (p. 21) insiste sur la nécessité de matérialiser "par une œuvre commune la conscience d'appartenir tous à la même communauté humaine, en améliorant les conditions de vie des populations les plus démunies, en restaurant un meilleur équilibre entre les hommes et leur milieu". Cette œuvre commune pourrait se construire autour de cinq "programmes mobilisateurs" que seraient l'eau l'énergie, les sols, la réhabilitation des régions profondément démunies, et la conversion des industries d'armement. Nous n'aborderons ici que les possibilités liées à l'environnement.

sont elles mises au point. L'énergie est depuis longtemps une préoccupation majeure¹⁷⁰ que les différents pays, manifestent différemment selon leurs ressources: la fusion nucléaire, par exemple pour la France (74% de la production totale d'électricité), des méthodes plus traditionnelles mais tout aussi polluantes, pour les Etats-Unis dont plus de la moitié de l'énergie provient des hydrocarbures. Ce fut d'ailleurs la raison de leur refus catégorique d'augmenter les taxes sur l'essence lors du sommet de Kyoto. Or il y a un véritable domaine de recherche dans le secteur des nouvelles énergies, notamment solaire, mais aussi issue de la fission nucléaire, réaction qui ne génère quasiment aucun déchet. L'avantage des activités liées à l'environnement est qu'elles pourraient permettre de dépasser les intérêts particuliers de chaque pays, de sortir d'une logique stérile de court terme, pour adopter une démarche commune respectueuse de l'environnement. Ce serait déjà l'expression d'une volonté de développement sur le long terme. Même si son efficience n'est pas manifeste, Agenda 21, document dans lequel a été consigné engagements et propositions des 130 gouvernements ayant participé à la conférence de Rio en juin 1992, témoigne d'une nécessité de développement équilibré sur le long terme. Il est dommage que la conférence de Kyoto se soit soldée par une telle incompréhension entre les participants.

Un véritable marché mondial du travail exige aussi un libéralisme effectif. Ces propos, qui pourraient sembler contradictoires ici, visent à reconnaître la nécessité de favoriser la libre circulation des personnes, et donc des chômeurs. La quasi totalité des pays industrialisés se réclament libéraux, et pourtant nombre d'entre eux, comme l'Australie ou les Etats-Unis posent des conditions matérielles de plus en plus drastiques à l'entrée de leurs frontières. Tous les pays favorables à la mobilité le sont quant ils s'agit des personnes "à haute valeur ajoutée", mais non de chômeurs qui essayent de trouver un travail ailleurs que dans leur pays d'origine. La mobilité qui est au cœur de la doctrine libérale doit être mise en pratique pour faciliter l'accès à certains emplois. On voit mal comment cette mobilité pourrait s'instaurer d'elle-même au niveau mondial; il serait étonnant, que les Etats-Unis ou les pays à faible taux de chômage accueillent avec enthousiasme les chômeurs du vieux continent. Là encore, la mobilité accrue des personnes se développera plus facilement à un niveau régional plutôt que mondial.

Le développement de la mobilité, au niveau régional doit déjà s'accompagner d'une coopération et d'une relative harmonisation en matière de droit du travail et de protection sociale. Dans le cas contraire, il est évident que le haut de niveau de protection sociale de l'Europe attirera nombre de personnes découragées et cherchant la garantie d'une certaine protection que leurs pays n'offrent pas. Cette nécessité montre à quel point il serait difficile de promouvoir la mobilité au niveau mondial, puisque les pays anglo-saxons refuseraient probablement de revenir sur leurs conceptions en matière de déréglementation, de même que

¹⁷⁰ Le but étant, d'après M. Falise, Ibid. p. 22, d'aboutir à une gestion décentralisée de l'énergie.

L'Europe continentale accepterait mal de remettre en cause sa tradition de sécurité sociale. La mobilité doit donc se faire à des niveaux régionaux cohérents, au sein desquels le droit du travail et la protection social s'établissent sur des bases identiques. Cela suppose de normaliser les contrats de travail entre les différents pays, d'assurer à chaque ressortissant de l'ensemble régional défini le droit à la protection sociale, mais aussi de mettre en place un système commun d'indemnisation. L'Europe est parmi ces ensembles, et son intégration monétaire peut constituer un avantage certain. Elle pourrait permettre de favoriser la mobilité des hommes, et donc des chômeurs, et ainsi favoriser un libéralisme pour les hommes, et non uniquement pour les capitaux.

La réduction du temps de travail, une exigence économique et éthique?

Pourquoi envisager la réduction du temps de travail, contre l'orthodoxie économique et politique? Ce débat est hautement passionnel, et place la France, qui s'est engagée dans cette voie avec les trente-cinq heures, dans une voie totalement hérétique aux yeux de la communauté internationale. Seule l'Italie cherche aussi une voie du côté de la réduction du temps de travail, soutenue activement par les syndicats qui revendiquent de "travailler moins pour travailler tous". En France, de nombreux projets ont vu le jour, tel le plaidoyer en faveur de la semaine de quatre jours de P. Larroutou, ou celui de D. Taddei et G. Cette, favorables eux aussi à la semaine de quatre jours mais suivant des modalités différentes¹⁷¹. Soutenue par le gouvernement actuel, la réduction du temps de travail est fustigée à la fois par une large partie de la classe politique, et par l'intégralité du patronat traditionnel, dont le CJD se démarque. Si ce débat suscite autant de passions, c'est qu'il ne s'agit pas uniquement d'une mesure conjoncturelle pour résorber un chômage de masse, puisque l'on s'accorde à penser que cette seule mesure ne suffira pas. C'est parce que derrière la réduction du temps travail apparaît un projet de société, une remise en cause des mentalités qui fondent nos certitudes sociales. Lorsque Denis Kessler affirme que la raison veut que l'on travaille plus, il ne fait qu'exprimer la persistance de la "mythologie travailliste". Au contraire, la réduction du temps de travail, même si elle n'est hélas pas présentée de cette manière, est la promesse d'un projet de société différent. Si tel n'est pas son but, elle échouera. Cet enjeu qui est au cœur de la réduction du temps de travail est mis en lumière par The Gulbenkian Foundation, lorsque, en analysant la réduction du temps de travail elle écrit: "Those changes will include the whole economy, social policy, individual and collective behaviors [...] There is a growing perception that the resolution

¹⁷¹ Le livre de Dominique Taddei et Gilbert Cette s'intitule Temps de travail, modes d'emploi - Vers la semaine de quatre jours? Ed. La découverte, Paris, 1994

of the crisis of unemployment is ultimately opening the way to an unavoidable re-definition and re-construction of the structural elements of a new economic and social system¹⁷²".

Avant de tenter une justification économique d'une réduction du temps de travail, il faut insister sur le fait que son intérêt réside précisément dans la réconciliation entre économique et social qu'elle pourrait opérer. Elle ne nie pas la nécessité du travail, mais exalte l'aspiration à un temps libre pour tous, à la possibilité de vivre à côté de la vie professionnelle. En un sens, la réduction du temps de travail est une expression d'un nouveau pacte social. En premier lieu, elle exprime de la part des individus une solidarité envers les exclus du monde du travail. Elle rompt avec une logique individualiste compréhensible en temps de crise mais qui n'est qu'un repli, qu'un voile pour éviter d'affronter les problèmes futurs. La solidarité qu'exprime cette voie s'inscrit parfaitement dans ce que pourrait être un capitalisme éthique, dont la solidarité est l'un des fondements. Les enquêtes ont montré que de nombreux employés sont réticents à l'idée de partager le temps de travail, anticipant une baisse de leurs revenus. En effet, beaucoup comptent sur les heures supplémentaires ou sur un travail plus long pour augmenter salaires ou primes. Cela montre déjà que la réduction du temps de travail doit se faire sans baisse de la rémunération hebdomadaire de base. En revanche, il est nécessaire de réglementer les heures supplémentaires ainsi que les durées hebdomadaires maximales de travail. Ainsi, les personnes ayant un emploi témoigneraient d'une solidarité concrète vis-à-vis des chômeurs. Cette solidarité est à la base de la reconstitution du pacte social, et de la résorption de cette "fracture sociale".

La réduction du temps de travail est aussi un enjeu démocratique. En créant du temps libre, elle favorise la réhabilitation de l'employé comme citoyen. Si le travail est un devoir envers la société, l'exercice des droits civils et la participation active à la vie démocratique sont également des devoirs primordiaux. Or l'extension ou, dans le meilleur des cas, le maintien de la durée hebdomadaire de travail ne permet pas de remplir ces devoirs. On conçoit aisément qu'une personne travaillant 45 heures par semaine n'ait pas envie de s'impliquer dans la vie associative ou puisse se désintéresser du débat politique. Le travail, comme le sport depuis les années trente, sont d'excellents moyens pour encadrer la population. Ce n'est pas verser dans la paranoïa que de dire que le travail évite à la population de trop réfléchir sur sa condition, et sur les moyens éventuels de l'améliorer. Marx l'avait compris, et c'est là dessus qu'il bâtissait le désir révolutionnaire. L'appel des économistes propose un impôt en "nature" en contrepartie de la réduction du temps de travail, qui permettrait une réduction des prélèvements fiscaux. Dès lors, "la réduction du temps de travail privé marchandisé est à envisager comme une réduction de la

¹⁷² Limits to competition p. 57

nécessité de s'affranchir de ses devoirs politiques par la voie monétaire et comme l'opportunité de mettre en relation plus directe - donc plus contrôlée - les devoirs que l'on a à l'égard de la collectivité¹⁷³. Ainsi la réduction du temps de travail s'inscrit dans une démarche globale, qui pourrait modifier, à terme, les rapports du citoyen à l'Etat. Une dérive serait une sorte de service national permanent, qui serait plus contraignant que l'impôt ainsi épargné. Ce n'est bien sûr pas le but. Cet impôt doit reposer sur les mêmes motivations qui poussent les individus à être bénévoles. L'implication dans une association peut tout à fait rentrer dans le cadre cet impôt en nature. La proposition du "salaire virtuel" de J. Rifkin revêtirait ici plus de poids. La réduction du temps de travail doit donc être présentée comme cet arbitrage entre temps de travail et temps libre, comme moyen partiel de remédier au déficit démocratique des sociétés libérales. Elle exprimerait aussi la solidarité des personnes intégrées envers les marginalisés, redonnant ainsi une légitimité à la croissance et à l'économie politique.

Toutefois, si en théorie, la réduction du temps de travail peut offrir la possibilité de réaliser cela, elle se heurte à l'incertitude quant à son efficacité, concernant en tout premier lieu ses effets sur le chômage de masse en France. Si ses effets sur l'emploi sont difficiles à définir, nombreuses sont les prévisions qui lui attribuent une réduction importante du chômage¹⁷⁴. Ces prévisions diffèrent en fonction des modalités, selon que la semaine de travail resterait de cinq jours ou passerait à quatre, ou selon l'ampleur de la réduction. Les économistes favorables à cette politique privilégient plutôt une réduction à 32 heures sur une semaine de quatre jours. La loi sur les trente-cinq heures, qui soulèvent de si vives polémiques peut paraître dirigiste dans un monde où la déréglementation est le maître mot. Mais il faut admettre que la réalisation de ce projet, sans réglementation, risquerait d'être compromise. Jamais en France une simple proposition n'aurait abouti à une réduction effective du temps de travail. Les vociférations concernant le dirigisme de l'état français occultent la cause qui oblige l'Etat à légiférer : le manque de responsabilité et donc d'engagement des acteurs. La législation s'impose là où la responsabilité s'estompe.

C'est l'incapacité des acteurs sociaux, syndicats et patronat, à sortir d'une lutte stérile et passéiste alors que l'évolution de l'économie fait émerger de nouveaux enjeux qui a rendu nécessaire la législation. En tant qu'acteurs sociaux, ils ont été incapables de se concerter pour répondre à la double nécessité de créer des emplois et d'éviter le piège de la précarité. Pourtant, face à l'échec des politiques économiques traditionnelles, c'était à ces acteurs de prendre le relais.

¹⁷³ Pour un nouveau plein-emploi p. 145

¹⁷⁴ L'appel des économistes... cite notamment le rapport Cabanes du 8 juillet 1996 dont s'inspire les études de la DARES, sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Selon ce rapport, en tenant compte de l'élasticité entre réduction de la durée du travail (-5%) et créations d'emplois (2%), un passage à trente-deux heures créerait environ 1,5 millions d'emplois. Pour un nouveau plein-emploi p. 49

Mais pour des raisons corporatistes pour les syndicats, et de rentabilité pour le patronat, le débat

s'est figé sur de vieux antagonismes issus du XIX^e siècle. On retrouve là l'enjeu de la démarche éthique, puisque l'engagement des acteurs doit soutenir un projet de société. La loi ne doit intervenir que dans la mesure où il faut encadrer les intérêts divergeants des différents acteurs. Il est sans doute regrettable qu'une loi encadre le passage aux trente-cinq heures, et ceux qui n'y sont pas favorables la trouveront inepte. Mais cette loi témoigne au moins de la prise de responsabilité du pouvoir politique dans la mise en œuvre d'un projet qu'il entend mener à bien. Le politique fait preuve de courage en proposant cette mesure qui, en ce qui le concerne, peut

être analysé comme le premier pas d'une démarche éthique¹⁷⁵.

La principale objection à la mise en place des trente-cinq heures, et plus généralement à toute réduction du temps de travail, est son impact sur la compétitivité des entreprises soumis à une concurrence aujourd'hui mondiale. Or nous avons vu que la mise en place d'un projet alternatif, d'un capitalisme éthique suppose l'adhésion des acteurs à ce projet, et tout particulièrement l'adhésion des entreprises. Il faut donc que cette réduction du temps de travail s'accompagne d'une remise en cause de certaines rigidités du monde du travail qu'il serait malhonnête de nier par dogmatisme idéologique. Une voie qui doit être approfondie pour lutter contre ces rigidités est celle d'une meilleure, et non d'une plus grande, flexibilité. Il serait incohérent avec ce qui précède de défendre une flexibilité qui prône la suppression du salaire minimum. L'abolition du salaire minimum, couplé à une déréglementation totale du marché du travail aboutit à la précarité. La réduction du temps de travail ne peut donc se faire sans le maintien de ce salaire, de même qu'elle ne peut se faire sans le maintien du pouvoir d'achat des employés. Ce serait incompatible avec le double objectif de lutte contre le chômage et contre la précarité qui motive sa mise en œuvre. "On ne peut pas dissocier le partage du travail du partage des richesses¹⁷⁶".

L'exemple de la direction grenobloise de Hewlett Packard montre la viabilité de cette politique, en adoptant la semaine de quatre jours, en contrepartie d'un fonctionnement ininterrompu sept jours sur sept. Les heures de travail sont bien entendu différentes suivant qu'il s'agit de postes de nuit ou de postes de jours, mais les 250 employés travaillent en moyenne six heures de moins et ont conservé leurs salaires. La réduction a permis de sauver treize emplois, et la production a triplé à Grenoble. La flexibilité des horaires est compensée par un gain de salaire et de temps libre, et l'utilisation en continu des équipements permet à l'entreprise d'améliorer sa compétitivité. Cela rejoint une proposition de D. Taddéi qui estimait

¹⁷⁵ Courage, parce que cette mesure éveille de vives polémiques et oppositions. *Alternatives Economiques* titrait d'ailleurs dans son numéro de novembre 1997 à propos des trente-cinq heures: "Enfin les ennuis commencent".

que la réduction du temps de travail devait s'accompagner d'un rallongement de la durée d'utilisation des équipements productifs. Cependant il faut préciser que la réduction du temps de travail entraînera probablement une baisse des profits des entreprises, baisse qui est là encore nécessaire dans une optique de solidarité et de légitimité de l'entreprise.

L'évaluation la délicate concerne les PME, pour qui le passage aux trente-cinq heures peut avoir des effets dommageables. Le PDG de Lou Gascoun, entreprise de quatorze employés qui réalise douze millions de chiffres d'affaires, soulignait le problème en disant qu'il n'a qu'un directeur commercial, et qu'il ne peut réduire le temps de travail pour embaucher un collaborateur. Ce constat établi, il affirme cependant que la société passera dès que possible à la réduction du temps de travail, après avoir redéfini l'organisation pour améliorer la productivité de chacun, quitte à adopter une répartition différente des tâches. En effet, le travail dans une PME n'est pas aussi cloisonné et spécialisé que dans une grande entreprise. La réduction du temps de travail doit alors se gérer en prenant en compte le temps de travail de tous pour déterminer comment réduire les horaires des uns et des autres en redéfinissant les activités de chacun. Certes il est plus difficile de démontrer les avantages économiques immédiats de la réduction du temps de travail pour une PME, mais il faut mettre en exergue l'avantage à long terme. Il est nécessairement positif pour les PME que la partie marginalisée de la population retrouve un revenu et des conditions de vie décentes, c'est-à-dire qu'elle se remette à consommer. La réduction des charges sociales doit aussi être au bout de l'emploi restauré. La signification plus fondamentale est la restauration du pacte sociale et de la dignité de tous, mais ainsi que l'avait déjà évoqué A. Smith, on ne peut raisonnablement croire que ce soit là une véritable motivation pour un entrepreneur.

Si le débat sur la réduction du temps de travail est tellement polémique, c'est qu'il stigmatise deux conceptions de la société. Ce n'est pas un débat gauche - droite, libéral - marxiste, ou néoclassique - keynésien, mais une réflexion alternative qui propose une remise en cause fondamentale des modes d'organisations archaïques issus d'un capitalisme d'un autre âge. La réduction du temps de travail est l'aboutissement d'une reconsidération de la notion même de travail, et de sa signification pour l'homme et la société. Elle est le corollaire de l'essor prodigieux de la technologie qui permet de produire plus, non pas avec moins d'employés, mais avec moins de temps de travail, et qui favorise donc le développement du temps libre. Cette transformation fait peur, parce qu'elle porte en elle le spectre d'une société des loisirs. Herbert Marcuse écrivait: "l'automation menace de rendre possible l'inversion de la relation entre temps libre et temps de travail [...] elle menace d'offrir la possibilité de voir le temps de travail devenir marginal et le temps libre essentiel. Le résultat serait une transformation radicale du contenu

¹⁷⁶ Appel des économistes... Pour un nouveau plein-emploi p. 51 et de rajouter que "toute ambiguïté sur cette question hypothèque gravement l'attractivité et la crédibilité de la réduction du temps de travail aux yeux des salariés".

des valeurs et un mode de vie incompatible avec la civilisation traditionnelle¹⁷⁷". La réduction du temps de travail peut être la pierre angulaire d'une société plus en phase avec les aspirations des hommes. C'est cette possibilité et ses aspirations que l'Europe doit intégrer, pour s'édifier sur une base légitime. Un capitalisme éthique devrait être l'économie politique de l'Europe.

¹⁷⁷ Eros et civilisation p. 10 éd. Minuit Paris 1963



TROISIEME PARTIE:



**LA CONSTRUCTION EUROPEENNE,
UNE OCCASION UNIQUE**

Malgré les guerres et les révolutions qui l'ont déchirée, l'Europe a une culture commune, et les projets d'union européenne ont émaillé son histoire. Ces projets avaient essentiellement pour but de garantir la paix sur un continent qui n'a pas connu un siècle sans guerre et qui a été le théâtre de logiques de destruction systématique. Aujourd'hui, alors que la menace d'un conflit entre nations du continent semblent être écartée, l'unification européenne est avant tout économique. Et de cette union économique peut naître une puissance formidable, la première au monde.

L'atout culturel peut et devrait être mis au service d'un projet. L'Union Européenne issue du traité de Rome en 1957 et de l'Acte Unique de 1986 est une entité nouvelle, la promesse d'une société européenne. Cette nouvelle entité ne peut se bâtir sur des principes anciens, elle doit viser l'innovation. Dans cette optique, l'Europe doit redéfinir l'économie politique, et pourrait alors chercher à intégrer dans sa construction un capitalisme éthique.

I La lutte contre le chômage et la précarité: l'enjeu de la légitimité.

Fortement éprouvée par le chômage, l'Europe ne peut désormais susciter l'adhésion à son projet qu'en retrouvant le chemin vers le plein-emploi. Mais les européens sont aussi très attachés à leur tradition de protection sociale élevée et de solidarité. Aussi le retour au plein-emploi ne peut-il se faire au prix de la précarité. De sa capacité à relever ce défi dépend la solidité de la construction européenne et l'avenir d'un futur pays européen.

A) La nécessité de coordination des politiques européennes au service de l'emploi

Harmonisation des politiques et réglementations.

L'Union Européenne actuelle est avant tout une union douanière et une zone de libre échange. Plus que tout autre pays ou groupe de pays dans le monde, elle a adopté les principes libre-échangistes; plus encore que ne l'ont fait les Etats-Unis. Cette position est issue de l'après-guerre, et de l'échec de la CED qui a conduit les responsables européens à penser que l'intégration européenne ne pourrait se faire ex nihilo par la voie politique. C'était le sens de la déclaration Schuman selon laquelle "l'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait". Dès lors, le traité de Rome instaure le marché commun, mais après une lutte au sein de l'OCDE et des six pays concernés sur le choix à faire entre une simple zone de libre-échange, ou une entité unifiée et indépendante. Si la conception du marché commun, plutôt prônée par l'Allemagne et la France a prévalu, le conflit originel a fortement influencé la construction européenne et les

états membres qui se montrent depuis particulièrement ouverts économiquement. Le vieux continent est en fait bien plus ouvert que les Etats-Unis, qui, à travers leur arsenal de la section 301, font passer la part des importations des pays développés touchées par des barrières non tarifaires, de 25% en 1966 à 48% en 1986. L'Europe a certes suivi elle aussi un même mouvement de retour à la protection de ses frontières depuis 15 ans, mais au niveau intra-communautaire, les taux d'ouvertures se sont considérablement accrus. Or ces principes se sont traduits exclusivement en termes de libre-circulation des capitaux et des marchandises, tandis que la libre-circulation des personnes et des travailleurs reste quasi inexistante.

En 1996, seulement 1,5% des citoyens de l'Union ont cherché ou trouvé du travail dans un autre état membre. Si la libre circulation des travailleurs est prévue par l'article 48 du traité de Rome, il faut bien reconnaître que la motivation profonde de cet article était de permettre au patronat des pays où le coût du travail était le plus élevé de pouvoir délocaliser. Il a fallu attendre le traité de Maastricht pour voir l'instauration de la libre circulation et du libre séjour sur les territoires des différents états membres (article 8A). Quant à l'abolition des contrôles aux frontières, elle est à l'état embryonnaire avec le traité de Schengen, qui ne concerne que six pays et ne connaît qu'une application partielle. Les articles 52 à 58 du traité de Rome donnent la possibilité aux ressortissants de la communauté européenne d'exercer leur activité professionnelle dans le pays membre de son choix, toutefois, ce pays conserve la décision finale grâce à l'article 55, s'il fait la preuve de l'existence de "raisons impérieuses" justifiant le refus d'installation d'un travailleur ou d'une entreprise. Pour faciliter l'établissement, l'article 7 du traité prévoit qu'aucune discrimination ne sera faite sur la base de la nationalité pour l'obtention d'aides, de crédit, ou en matière de traitement fiscal. Enfin, le traité complète les principes précédents par les articles 59 à 66, qui permettent d'offrir un service dans un état différent de celui dans lequel on réside.

L'ensemble de ces articles n'a pas suffi à établir la libre circulation des personnes dans les faits, alors que l'article 3 du traité de Rome précise qu'elle est une des quatre libertés fondamentales. Ce manquement nuit à la crédibilité de l'Europe aux yeux des citoyens, en confortant l'idée que l'Europe ne serait qu'économique et financière. On peut observer, à ce propos, qu'il y a quelque hypocrisie pour l'Europe à se prétendre véritablement libérale. Il faut ajouter à cela la question linguistique qu'il ne faudrait pas négliger..... La grande diversité de langues est un des premiers obstacles à la mobilité des personnes, bien que les pays européens bénéficient d'un enseignement des langues des plus performants. Par exemple, 61% des Français maîtrisent une autre langue que leur langue maternelle, et 58% des néerlandais en maîtrisent deux. L'enjeu de la libre circulation des personnes au sein de l'Union Européenne est encore renforcé par le fait que la construction de l'union s'est faite avant tout sur la base monétaire. Selon les analyses de Mundell, pour qu'une zone monétaire soit optimale, elle doit se caractériser par la libre circulation des capitaux et des marchandises, mais aussi des

personnes. Une zone monétaire optimale ne doit provoquer aucune perte de bien-être par le recours à une monnaie commune. En cas de chocs, il faut que les facteurs de production puissent se déplacer pour amortir les effets de ces chocs. Cela signifie que la zone monétaire définie est exposée, en moyenne, à des chocs globalement comparables.

Comment dès lors aboutir à une zone monétaire optimale? L'Europe doit certes assurer la libre circulation des personnes, grâce à une monnaie unique qui permet la commensurabilité, mais aussi par une harmonisation des législations sur le travail (cette question sera abordée plus en détail ultérieurement), et dans une certaine mesure des salaires. L'harmonisation des contrats de travail doit être l'une des premières tâches, pour assurer l'intérêt des travailleurs dans tous les pays de l'union. Cela signifie bien entendu des accords sur les possibilités de recours aux temps partiels et aux contrats d'intérim. En ce qui concerne les différences de salaires, le problème est plus délicat. Imposer aux pays les plus en retard par rapport à la moyenne européenne, c'est-à-dire la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, des salaires comparables aux salaires allemands pénaliserait gravement leurs économies. Cependant cette harmonisation est tout aussi vitale pour maintenir l'emploi dans les régions à salaires élevés, que pour permettre la hausse du niveau de vie des régions les moins favorisées. Nous ne retiendrons pas la possibilité d'un ajustement à la baisse, même si le coût du travail dans certains états membres peut être considéré comme excessif. L'harmonisation des salaires dans des proportions raisonnables doit se faire dans le cadre d'une politique européenne de l'emploi. Elle doit passer par la subventions de certains pays pour assurer des salaires comparables avec la moyenne européenne sans grever fortement la compétitivité des entreprises concernées. Ces aides pourraient être maintenues jusqu'au rattrapage des économies des pays cités. Le Portugal, l'Espagne, et surtout l'Irlande ont accompli déjà des gains spectaculaires. Il y a bien eu convergence globale puisque leur taux de croissance de 1986 à 1993 a été de 2,9% en moyenne contre 2,2% pour les autres pays. Depuis 1994, ces pays ont même des taux de croissance "asiatiques", soit entre 7 et 10%. Seul le cas de la Grèce est préoccupant, puisqu'elle ne rattrape que très lentement son retard¹⁷⁸. Afin de ne pas enrayer ce mouvement, les aides doivent être versées par la communauté européenne. Mais cela suppose l'existence d'un véritable budget européen qui fournirait les moyens de soutien aux régions défavorisées (nous reviendrons sur ce point ultérieurement).

La protection sociale harmonisée est aussi une condition de la libre circulation au sein de

l'UE, afin de ne pas dissuader les personnes de quitter leur pays d'origine. A la base, l'article 7 du traité de Rome prévoit la non discrimination en raison de la nationalité. En 1981, un système de coordination a été développé, en premier lieu pour les salariés, puis pour les non salariés.

¹⁷⁸ Cf. J. Berthelot La CIG et les changements institutionnels... p. 6

Mais ce système est particulièrement complexe, et se heurte à la réticence des états, étant donné l'enjeu financier qu'il représente. Le fonds social européen, qui est l'instrument financier privilégié de la politique sociale européenne ne dispose que de 5 milliards d'écus de budget. Là encore, la nécessité d'un budget européen s'impose pour mettre en œuvre une protection sociale unique, ce qui nécessite au préalable une réflexion non plus sur la coordination de politiques sociales existantes, mais sur la création d'une nouvelle politique sociale. Il convient évidemment de laisser aux états la possibilité d'adapter à leurs situations particulières certains aspects d'une protection commune. Celle-ci est absolument nécessaire pour garantir la cohésion sociale de l'Europe. De plus, en terme de financement, une protection sociale au niveau européen permettrait la réalisation d'économies d'échelle. Tant qu'un tel système n'existera pas, la mobilité des personnes sera toujours hypothéquée par le désir de rechercher le pays où l'on a les meilleures garanties.

Un remède européen au chômage.

L'objectif affiché par les dirigeants des pays européens est de résoudre à la fois le problème du chômage, mais aussi de garantir la pérennité d'une protection sociale chère à leurs ressortissants. Si les politiques pratiquées démentent largement cette volonté, l'enjeu est pourtant bien là. L'Europe, avec 11,4% de chômeurs en 1995, est frappée par un chômage de masse, et qui donc concerne tout le monde. On retrouve dans ce constat la nécessité impérieuse des engagements de tous les acteurs pour remédier à ce chômage européen. Pour ce faire, il convient de raisonner non plus en termes de chômage national, mais de chômage européen. Le jeu de la compétition entre les états membres en matière d'emplois ne joue en faveur de personnes. L'interdépendance des économies est telle que la lutte contre le chômage passe nécessairement par une prise de conscience européenne du problème.

Les états doivent, dans cette optique, se concerter sur les impacts de leurs politiques sur l'emploi de leurs partenaires. Il ne s'agit pas de pratiquer des politiques isolées, qui semblent inefficaces, et qui peuvent être dangereuse pour la cohésion européenne. Aux états de définir des politiques concurrentielles qui intégreraient les avantages de chaque pays et ses spécificités de production. Une meilleure coordination des politiques nationales doit amener à une réduction du rythme des délocalisations au profit d'un nouvel aménagement au sein de l'espace européen. L'engagement des états passe par la recherche permanente de solutions qui permettent la réduction du chômage européen, pour une plus grande solidarité interne. Or ce n'est possible que s'ils définissent une orientation politique commune, ce qui, pour le moment, ne semble pas être à l'ordre du jour. Tant que les dirigeants réagiront de manière électoralistes en tentant de ménager à la fois l'Europe et les aspirations nationales, aucune politique cohérente ne pourra voir le jour. Les responsables politiques doivent affirmer leur engagement européen,

et expliquer bien évidemment le sens et la pertinence de cet engagement, et non pas se réclamer européen uniquement pour aller dans le sens de l'histoire.

La lutte contre le chômage passera en grande partie par l'engagement des entreprises européennes. Une gestion européenne des emplois permettrait de répondre aux demandes des entreprises avec plus de précision, puisque l'on sait que des pays de l'UE manquent de certains types d'emplois, alors qu'existent des personnes répondant parfaitement à la demande dans un autre pays. Les entreprises européennes ont tout intérêt à favoriser l'emploi en Europe, puisque 64% des échanges de l'UE sont intra-communautaires. Plutôt que de délocaliser vers les pays à bas salaires, elles contribueraient ainsi au renforcement du marché intérieur européen. Des alliances stratégiques s'imposeraient en cas de ralentissement de la conjoncture, afin de pouvoir réaliser des économies d'échelle, et limiter ainsi le nombre de licenciements. De même que les collectivités territoriales des états membres ont développé des programmes de coopération, les PME gagneraient à développer des programmes de coopération et d'échange de connaissances et de compétences. Là encore, le comportement ne doit plus être marginal si les entreprises veulent être des acteurs reconnus de la construction européenne.

L'épisode de Vilvoorde a aussi montré la nécessité de construire des syndicats européens, et non pas seulement des agrégations européennes de syndicats. Les syndicats des pays membres de l'UE se réunissent certes au cours de congrès européens dont les mots d'ordre sont la solidarité et l'unité, mais dans les faits, chacun défend son pré carré. Seul le DGB allemand est favorable, ainsi que la CFDT mais de manière plus timide, à la constitution d'un syndicalisme européen. En témoigne l'attitude de la CGT et de FO lors de la suppression de l'usine de Vilvoorde par Renault, qui n'ont apporté leur soutien aux syndicats belges que lorsque les médias se sont emparés de l'affaire. Les employés de l'usine ainsi que leurs représentants syndicaux ont d'ailleurs dénoncé cette attitude peu solidaire, en soulignant que les syndicats français auraient pu faire pression sur le groupe en France même. Cependant, la qualité même de la construction européenne est une entrave à la constitution d'un syndicalisme communautaire. La dimension politique étant totalement absente du projet européen, il est difficile de mobiliser les gens au sein d'une organisation syndicale, puisqu'il n'y a même pas de partis politiques. Ainsi que l'écrit Y. Salesse, "plus la construction européenne se dépolitisait, moins elle pouvait trouver de soutien populaire"¹⁷⁹. La constitution syndicale est alors lourdement hypothéquée, alors qu'il est évident que ces organisations sont des acteurs essentiels du monde du travail, et donc de la cohésion sociale. On a vu que les syndicats devaient se réformer dans le cadre de leur participation à un capitalisme éthique, en Europe, cette réforme passe par l'adoption de structures européennes, répondant à des situations européennes. C'est cette volonté qui rompra avec la sclérose actuelle de la plupart des syndicats, français surtout.

¹⁷⁹ Cf. Yves Salesse Propositions pour une autre Europe p. 165 Et l'auteur d'ajouter que "la reprise au niveau communautaire de la vogue libérale n'a fait qu'aggraver les choses."

Elaborer un remède européen au chômage passe donc par l'engagement des acteurs en faveur de politiques économiques plus approfondies. Ainsi que le montre J. Berthelot, le contexte de mondialisation réduit les marges de manoeuvre en matière de politiques économiques. Si cela est vrai pour les états membres, dont la taille et la puissance ne permettent pas de s'affranchir des contraintes externes, c'est déjà moins vrai en ce qui concerne l'UE. En matière de politique industrielle, les programmes du type Ariane, ou Airbus sont en réalité des coopérations entre états plus que l'expression d'une véritable politique industrielle au niveau de l'Etat. En réalité, seule la CECA s'est apparentée à une véritable politique industrielle, mais elle est maintenant abandonnée. On avait aussi identifié l'environnement comme une voie à explorer pour la création de nouveaux emplois, or la politique européenne dans ce domaine manque singulièrement d'ambition. Lancée en 1972, elle s'est dotée de deux instruments depuis 1990, que sont l'Agence Européenne pour l'Environnement, et le Réseau Européen de Surveillance et d'Information. Alors que l'environnement devient une préoccupation réelle, l'Europe gagnerait à établir un programme d'emplois dans le domaine de l'environnement. Ce programme permettrait le développement des énergies nouvelles, mais aussi la création de métiers de terrain destinés à identifier les risques ou les besoins. La récente catastrophe andalouse est un exemple de manque de coordination au niveau européen, et du manque de prévoyance pour cause d'effectif réduit.

Il s'agit aussi d'exploiter les nouveaux bassins d'emplois qui naissent de la construction européenne. De nombreux services aux particuliers et aux entreprises pourraient être lancés, sur initiative publique, mais dans le secteur marchand, afin d'apporter un conseil dont le manque est souligné par les patrons de PME. En effet, si l'Europe ouvre de nouvelles perspectives, de nouveaux marchés, le manque d'information ne permet pas aux acteurs d'en profiter. De même, pour que l'UE devienne véritablement une zone de libre circulation, une politique de grands travaux pour les infrastructures engendrerait à la fois de nouveaux emplois, mais aussi une amélioration des services proposés. Une politique de grands travaux manifeste la volonté de renouer avec les principes keynésiens quant au rôle économique de l'état. Elle serait donc aussi un signe de rupture avec une orthodoxie dont l'Europe doit s'affranchir. Hélas, elle se heurte au manque d'achèvement de l'UE, qui se traduit par un budget absolument dérisoire. Or, pour entreprendre une politique de développement des infrastructures, les sommes engagées seraient telles que seul un budget de type fédéral pourrait y faire face. Un réseau TGV européen serait un atout de taille, de même qu'un réseau de communication télématique harmonisée permettrait de réduire les coûts de communication.

Les services publics sont une autre source potentielle d'emplois en Europe. Développer un système d'éducation véritablement européen, des services tels qu'une agence européenne pour l'emploi constituerait une importante source de création d'emplois. En outre, il y a un

véritable "coût de la non-Europe des services publics"¹⁸⁰. Selon les études effectuées par l'ISUPE (Initiative pour des Services d'Utilité Publique en Europe), ne pas harmoniser les services publics en Europe engendrerait une trentaine de milliards d'ECU annuel de transferts interrégionaux au détriment des régions les plus défavorisées, du fait des systèmes de péréquation tarifaire. Ce coût représenterait donc 30% du budget européen. Certes il convient d'établir avec précision quelles activités aujourd'hui du domaine public national seraient susceptibles d'être harmonisées au niveau européen, ce qui signifie de conserver le principe de subsidiarité, du moins dans un premier temps. En outre, cela constituerait un élément supplémentaire de rupture avec l'orthodoxie économique, en écho à ce que nous avons défini comme ce qui pourrait être un capitalisme éthique.

Enfin, l'Europe doit aussi s'investir davantage dans le tournant économique que représente la technologie de l'information. L'enjeu concernant l'emploi est ici double, puisqu'il s'agit de créer des emplois dans ces domaines, sans en arriver aux excès américains qui aboutissent à un "Requiem pour la classe ouvrière"¹⁸¹. Les technologies de l'information, pour être mises à la portée de tous, nécessitent des investissements énormes, qui ne sauraient être réalisés par le secteur marchand. L'Europe doit donc avant tout entreprendre de diffuser ces technologies au sein de l'école, et ce par la coopération entre entreprises privées et enseignement pour la fourniture de matériel. La formation aux activités du savoir ne doit pas rester l'apanage de personnes privilégiées ayant accès aux diverses formes de media et de communication, mais doit se diffuser pour permettre à ces nouvelles activités d'être un moyen de lutte contre l'inégalité des chances. Un programme européen de formation des personnes en difficulté pour trouver un emploi doit aussi être mis en œuvre, afin de faciliter leur réinsertion. Ce programme sera plus efficace s'il est européen, car il pourrait allier l'apprentissage technologique à l'apprentissage linguistique. Le projet d'Espéranto ayant été abandonné, il est nécessaire, d'entreprendre la formation permanente des ressortissants européens de manière à ce qu'ils soient au moins bilingues. Mettre accent sur les nouvelles technologies comme bassin d'emplois nécessite aussi de donner plus d'importance en volume aux programmes européens de recherche fondamentale et de développement technologique. Si l'Europe occupe la deuxième place mondiale en matière d'offre de recherche, la fragmentation des programmes conduit à la fois à des redondances et à des surcoûts. Le quatrième programme cadre détermine pour la période 1994-1998 quelles seront les orientations de la politique de recherche européenne¹⁸². Ce programme est intéressant puisqu'il fait des technologies de l'information son pôle principal, avec 28% de l'enveloppe totale. On notera aussi que le pôle de l'énergie vient derrière avec 18%, ayant notamment pour objectif de mettre au point et développer la fusion thermonucléaire

¹⁸⁰ Expression employée par Y. Salesse *Propositions pour une autre Europe* p. 371 Les chiffres qui suivent sont ceux cités par Y. Salesse.

¹⁸¹ Cf. J. Rifkin *La fin du travail* titre du chapitre 12

et les énergies douces et renouvelables. Il s'agit là d'activités dans lesquelles de fortes créations d'emplois sont possibles, et de manière durable. Mais l'enveloppe de ce programme représente à peine 5% du budget de l'UE, soit 27 milliards de francs. On se heurte une nouvelle fois au montant dérisoire du budget européen, alors que dans ce secteur en particulier, il serait tout à fait souhaitable pour notre avenir de coordonner les programmes et de les doter de moyens conséquents afin d'en assurer l'efficacité.

C'est l'harmonisation des politiques et des législations européennes qui créera un cadre favorable à la réduction du chômage et au développement d'emplois de qualité. Elle créerait les conditions nécessaires à une réorganisation du travail issue de nouvelles conceptions, que l'Europe doit mettre en œuvre pour répondre à la première préoccupation de ses citoyens.

B) Chômage zéro, précarité zéro, une utopie européenne?

Le volet défensif: le droit social européen¹⁸³.

Il semble difficile de repenser ou de reformuler ce que Y. Salesse a écrit et a mûri à travers une expérience reconnue du droit européen. Dès lors que l'on considère l'élaboration d'un droit social européen comme essentiel dans le cadre d'une redéfinition de l'organisation du travail en Europe, ses analyses sont d'un grand secours.

Suite à la publication du plan d'action sociale pour les années 1995-1997, force est de reconnaître la timidité des mesures proposées, ce qu'atteste F. Périgot, président de l'UNICE (Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe): "... il ressort que les états membres ne montrent guère d'appétit pour plus de législation sociale au niveau européen". Le renversement de cette tendance est important, pour garantir la qualité des conditions de vie des européens. Rappelons une nouvelle fois que le prix à payer pour des statistiques de l'emploi favorables ne peut être celui de la précarité. Or pour que le droit social européen aboutisse, il est nécessaire de lever les blocages qu'exercent certains pays sur l'Europe sociale, et notamment la Grande-Bretagne.

1. Intégrer l'accord sur la politique sociale dans le traité, et l'appliquer à tous les états membres. Ce point a été abordé pour la première fois au cours de la conférence d'Amsterdam en juin 1997. Il est en effet primordial de fonder l'Europe sur autre chose que sur une simple union douanière et économique. C'est la condition préalable à la légitimité de l'Europe, et à sa cohésion. Comment justifier que des états prétendant être membres de l'UE aient le droit de s'affranchir des

¹⁸² Cf. Christian Hen et Jacques Léonard *L'Union Européenne* p. 110

¹⁸³ Ce point reprend les propositions de Y. Salesse dans *Propositions pour une autre Europe*

règles sociales européennes? Des déclarations telles que celle de J. Major: "Vous aurez la charte social, nous aurons les emplois" ne doivent plus être possibles. Si la Grande-Bretagne veut intégrer l'Union, elle le fait sans restriction.

2. *Etendre la compétence communautaire.* Conformément à ce qui a été mentionné plus haut, il est nécessaire que l'Europe ait une politique salariale commune, prenant en compte, cela va de soi les disparités entre états. Or la compétence communautaire ne porte pas sur les rémunérations, les droits d'associations, de grève, et de lock-out, exclus de l'accord par l'article 2-6. On comprend alors la difficulté que peut représenter la constitution d'un syndicalisme européen.

3. *Etendre le vote à la majorité qualifiée.* Cette proposition permettrait à l'Europe de s'affirmer comme une puissance de changement, et de faire preuve de courage. Les salariés ne peuvent se sentir impliqués dans l'Europe alors que celle-ci est incapable de répondre à leurs problèmes, puisqu'en matière de droit social, le vote à l'unanimité est exigé. De par le point 2 de l'article 100A du traité, toute proposition sur le droit social est en réalité soumise au veto d'un état.

4. *Enoncer un principe général du droit social.* Une application stricte et technocratique des dispositions sociales européennes peut nuire à certains salariés. Il convient donc d'être souple et réactif selon la démarche éthique proposée, afin que le droit social européen s'adapte aux situations toujours dans le sens d'une amélioration pour les personnes.

5. *Intégrer les conventions internationales existantes.* Il n'est pas justifiable que certains textes de la réglementation européenne se situent en deçà des exigences des instances internationales en matière de droit du travail. Ceci est vrai par exemple en ce qui concerne le droit des enfants.

6. *Adopter une directive sur la semaine des trente-cinq heures, et un calendrier pour le passage à trente heures.* Nous reviendrons plus en détail sur ce point. S'il est vrai que l'Europe donne une portée plus importante aux trente-cinq heures, il faudra préciser les modalités, et cerner l'objectif à atteindre en matière de réduction du temps de travail.

7. *Adopter une directive cadre sur le temps de travail et l'organisation du travail.* Ce point est essentiel, puisqu'il concerne à la fois les conditions de travail mais aussi, indirectement, la lutte contre le chômage. Une réglementation stricte en matière d'heures supplémentaires doit être adoptée.

8. *Encadrer au niveau communautaire les pratiques de chômage partiel et de lock-out.* Ce point est nécessaire dans la mesure où le patronat ne se comporte pas de manière responsable et abuse de ces outils pour répondre aux fluctuations du marché.

9. *Compléter la directive de 1975 sur les licenciements collectifs, notamment par l'introduction de l'autorisation administrative de licenciement.* Il nous semble plus difficile de réintroduire une autorisation supprimée en 1986. Cette disposition risque d'entraîner une réaction patronale virulente. Là encore, le recours à ce dispositif ne devrait être nécessaire que dans la mesure où les patrons continuent à agir à court terme en recherchant la compétitivité par les plans sociaux.

10. *Assurer la libre circulation des chômeurs.* Il n'est pas acceptable que les allocations chômage pour une personne cherchant un emploi dans un autre état membre que celui dont il est originaire soient soumises aux conditions draconiennes telles qu'elles existent actuellement.

11. *Etablir un salaire minimum.* Il est ici question de ne pas sacrifier à la précarité pour retrouver l'emploi. Les rapports concernant la situation de certains travailleurs en Grande-Bretagne sont accablants, et si le taux de chômage anglais est le plus faible d'Europe (officiellement), la précarité est aussi parmi les plus importantes. Cependant, dans les pays où existe un salaire minimum, celui-ci est fustigé comme une rigidité responsable du chômage européen. Ainsi que le précise Y. Salesse, "il est effectivement probable que le salaire minimum prive un certain nombre de chômeurs d'un emploi précaire assorti d'un salaire dérisoire"¹⁸⁴.

12. *Compléter la directive sur le maintien du contrat de travail.* Contre les attentes du patronat, il faut inclure à la directive de 1977 sur le maintien des contrats de travail en cas de changement de propriétaire de l'entreprise, le *contracting out* afin d'assurer ces contrats dans le cadre d'une externalisation de l'activité.

13. *Refaire la directive sur la protection des jeunes au travail.* La directive de 1994 a été violemment dénoncée par le BIT, montrant la nécessité de la refondre complètement.

14. *Réglementer le travail dit "atypique".* Ce sont ces formes de travail qui concourent à la précarisation de l'emploi. Or elles sont très prisées dans l'optique d'une déréglementation du monde du travail. Les temps partiels et contrats intérimaires ont progressé de 42% en Europe sur les cinq dernières années, corroborant le développement du marché secondaire du travail. Or l'inversion de cette tendance doit être un enjeu européen.

15. *Etablir un revenu minimum garanti.* Il doit remédier aux situations les plus désespérées, comme celles des chômeurs de longue durée qui, découragés, sortent du marché du travail et n'ont aucun revenu pour vivre. Cela consiste en fait en une reconnaissance du droit élémentaire à la vie. Une directive du 27 juillet 1992 incite les états à reconnaître le droit fondamental de la personne à des ressources suffisantes pour assurer sa dignité. Il faudrait poursuivre cette piste plus avant, et nous y reviendrons en parlant du revenu minimum d'existence.

16. *Arrêter des normes planchers pour les autres dimensions de la protection sociale.* En attendant la convergence des systèmes de sécurité sociale, il est impératif d'établir des prestations minimales communes à tous les états.

17. *Réglementer le détachement des travailleurs à l'étrangers.* Ce point vise à entraver les pratiques utilisant les différentiels de salaires au sein de la communauté européenne. La révélation de la situation des maçons portugais employés en Allemagne avait incité les

¹⁸⁴ Ibid. p. 355

partenaires sociaux à établir un salaire minimum pour les étrangers travaillant momentanément dans un pays

autre que leur pays d'origine, contre la volonté du BDA, l'organisation patronale allemande.

18. *Arrêter le dumping social entre activités directement concurrentes.* L'exemple de la concurrence rail-route est révélateur. La compétitivité des transporteurs routiers se fait sur les conditions déplorables des employés, routiers comme employés de quais. Il faut donc réglementer pour harmoniser.

19. *Doter tous les états membres d'une inspection du travail efficace.* Ce volet essentiel rejoint la constatation de Gérard Filoche, selon laquelle la puissance de l'inspection du travail nationale est amoindrie par la non-coordination au niveau européen. Une telle coordination offrirait la possibilité aux inspecteurs de démanteler les réseaux du néo-esclavagisme, et de surveiller mais aussi de conseiller les entreprises qui, sur l'ensemble du territoire européen, enfreignent les législations sur le travail.

Y. Salesse ajoute une vingtième proposition qui illustre la nécessité de l'engagement des acteurs précédemment évoquée: "Que les partis de gauche, les organisations syndicales, les associations intensifient leurs efforts pour se coordonner et élaborer des propositions au plan européen"¹⁸⁵. Il est en effet nécessaire que se dégagent pour mettre en œuvre de telles mesures de véritables acteurs européens, affranchis des scléroses d'un orgueil national anachronique. Les dix-neuf propositions de droit européen constituent la base pour assurer la qualité des conditions de travail et ne pas sacrifier à la précarité. Elles sont l'expression de ce qui apparaîtrait, dans le contexte actuel, comme l'exception européenne. Elles garantissent la décence et la dignité, sans pour autant résoudre le problème du chômage.

Le volet offensif: la réduction du temps de travail.

La nécessité de la réduction du temps de travail vient de la proportion que le chômage prend en Europe, mais aussi du changement de vie qu'elle implique. Pour fonder cette politique, il faut partir du constat dressé en 1993 par le Comité Economique et Social européen: "La vague de licenciements à laquelle on assiste [...] touche également les cadres techniques et les travailleurs qualifiés, y compris du secteur des services, ce qui ne s'était pas produit de manière aussi accentuée lors des crises antérieures"¹⁸⁶. La réduction du temps de travail ne concerne donc pas uniquement les ouvriers ou personnes peu qualifiées. C'est pour cette raison qu'elle doit être présentée comme une mesure en faveur de l'emploi de tous, et non uniquement comme un moyen de lutte contre le chômage. Elle doit bien sûr aider à résorber le chômage de masse, mais elle est aussi la promesse d'une réorganisation du travail, et d'un changement radical des

¹⁸⁵ Ibid. p. 360

conditions de travail. La difficulté essentielle, déjà soulignée, réside dans les pertes potentielles de gains de productivité pour les entreprises. On trouve alors deux types de positions parmi les adversaires de la réduction du temps de travail: ceux qui y sont hostiles par principe, arguant de la réussite anglo-saxonne qui se fonde sur une hausse du temps de travail, et ceux qui peuvent en envisager l'idée, mais accompagnée d'une flexibilité totale des salaires. Pour répondre aux premiers l'Europe se doit de défendre son modèle social, et bien montrer que la précarité ne peut être le prix à payer pour le plein-emploi retrouvé. Pour répondre aux seconds, outre les mesures concernant les allongements d'utilisation des appareils productifs et l'organisation renouvelée du travail dans l'entreprise, l'Europe doit avancer la puissance qu'elle met à la disposition des entreprises.

Nous avons établi la nécessaire relation entre la réduction du temps de travail et le partage de la valeur ajoutée. La modification de ce partage n'est possible que dans la mesure où les entreprises ne sont plus soumises à l'impératif d'une rentabilité financière sous la pression des actionnaires, et des marchés financiers. Le refus d'introduction en bourse du groupe Auchan est une des raisons de sa capacité à réagir aux aléas de la conjoncture autrement que par des licenciements ou par des recours systématiques aux contrats précaires de travail. Ce groupe recherche plutôt le développement et la croissance plutôt que l'augmentation exponentielle de la rentabilité de ses capitaux propres. Cependant, dans le monde des grands groupes, Auchan reste une exception. Ces groupes sont soumis à une telle concurrence internationale qu'il leur est difficile de prendre seul des initiatives de partage de la valeur ajoutée. Toutefois, l'Europe peut mettre sa puissance à leur service: si l'ensemble des sociétés adopte la réduction du temps de travail sans baisser les salaires, le bloc qu'elles formeront sera soumis de manière nettement moins forte à la "tyrannie des marchés".

La puissance de l'Europe devrait se révéler encore plus bénéfique pour les PME. Ces dernières se concentrent sur un marché national, au mieux européen. La peur que suscite le passage aux trente-cinq heures en France vient de la perte de compétitivité vis-à-vis des entreprises de nos partenaires européens. Nos partenaires, dans ce cadre, font partie de la contrainte extérieure. Or, adoptée au niveau européen, la réduction du temps de travail n'est plus hypothéquée par cette contrainte. En effet, les échanges intra-communautaires représentent 70% des échanges de ses pays membres. La contrainte est d'autant moins forte que l'on sait que le taux d'ouverture d'une Europe unifiée est bien moindre que ceux des différents états pris un par un. La réduction du temps de travail devient alors un avantage pour les entreprises qui ne voient pas leur compétitivité diminuer de manière dangereuse, qui bénéficient d'une augmentation de la consommation due aux chômeurs qui ont retrouvé du travail, et s'ouvre devant elle un gigantesque marché. Car l'enjeu est aussi celui de l'émergence d'un énorme

¹⁸⁶ Cf. avis du CES sur "L'emploi en Europe" dans le JOCE n° C 108, 19 avril 1993

marché intérieur en harmonisant les politiques, en oeuvrant à une concurrence loyale entre les états membres afin de fonder le développement économique sur l'émergence de ce marché, ce qui fait la puissance des Etats-Unis. De plus, un système d'aides doit effectivement être mis en place pour les entreprises les plus petites et les plus en difficultés, de même que pour les pays les plus en retard de l'UE comme indiqué plus haut. Si ces aides étaient versés par un organisme européen doté d'un budget suffisant, la charge pour les contribuables serait moins importante que s'ils devaient financer le même organisme au niveau national. Là encore, la puissance de l'Europe permet de jouer sur des économies d'échelle¹⁸⁷. D'où l'importance que revêt le débat italien, quelque peu laissé de côté par la presse française, à propos d'une législation possible sur la réduction du temps de travail. Si ce projet aboutissait, ou du moins si le débat prenait de l'ampleur, une prise de conscience de l'enjeu que représente la réduction du temps de travail pourrait voir le jour au niveau européen. Ce serait alors aux partenaires, une fois encore, de s'engager résolument pour promouvoir ce projet, de se fédérer au niveau européen pour en faire une mesure d'envergure continentale.

Que la réduction du temps de travail soit soumise à une législation est probablement ce qui heurte le plus l'orthodoxie ultra libérale. Le grand argument est que la réduction aurait pu se faire par la négociation, entreprise par entreprise, c'est-à-dire à l'initiative des employeurs. Cet argument est particulièrement spécieux, puisqu'il est évident que dans leur majorité, les employeurs cherchent l'augmentation de la productivité des facteurs de production, et qu'ils ont donc tout intérêt à augmenter la durée hebdomadaire de travail. Une autre raison est que la réduction du temps de travail par la voie législative est unificatrice, puisqu'elle introduit une solidarité entre les salariés dans le jeu des rapports de forces entre les partenaires sociaux. Comment ne serait-elle pas un axe prioritaire des revendications syndicales au niveau européen? Or les entreprises ont tout intérêt à l'atomisation du monde du travail si bien que l'éclatement des organisations syndicales au niveau européen est une aubaine pour le patronat. Le dialogue social est déjà difficile. Aussi longtemps que les syndicats et les salariés ne se placeront pas dans une perspective européenne, il restera impossible¹⁸⁸. D'où la nécessité d'une impulsion légale concernant la réduction du temps de travail pour initier un mouvement social qui rétablisse un équilibre des forces entre les partenaires sociaux. Une loi est donc nécessaire, pour pallier l'irresponsabilité des acteurs qui s'enferment dans une logique stérile de court terme. Bien sûr, cette loi aurait d'autant plus de force qu'un véritable pouvoir politique existerait en Europe. Mais en l'absence de ce cadre idéal, il faut pourtant parvenir à instaurer une législation en matière de réduction du temps de travail.

¹⁸⁷ Cf. J. Berthelot *La CIG et les changements institutionnels...* p. 11

¹⁸⁸ Cf. discours de J. Delors au colloque de l'*Instituto Europeo di Studi Sociali* à Rome le 18 février 1994: "Le dialogue social au niveau européen que j'ai lancé en 1985 commence à tourner court. La dernière réunion de septembre 1993 était un véritable dialogue de sourds: les employeurs parlaient de flexibilité, de compétitivité, et de coûts, et les organisations syndicales parlaient de

En outre, pour être réellement innovante, une directive européenne sur la réduction du temps de travail devrait aussi prévoir un calendrier de poursuite de cette réduction. Si celle-ci soulève tant de réactions, c'est en partie parce que elle n'a jamais été présentée comme une nécessité au fur et à mesure que la société de consommation se développait. Aujourd'hui elle est présentée comme une mesure économique qui doit contribuer à la résorption du chômage de masse. Mais elle tout autre chose que cela, elle est véritablement la promesse d'une nouvelle organisation du travail, d'une nouvelle relation du travail au temps libre. Face au bouleversement des schémas traditionnels, il est très difficile à un pays de s'engager seul dans cette voie. Les utopies des Lumières se construisaient sur des îles coupées du monde, mais aujourd'hui aucun pays n'est coupé du monde. Le bouleversement devra donc au contraire avoir lieu au sein d'une entité suffisamment puissante pour être la moins dépendante possible du monde extérieur, et l'Europe a les moyens de modifier la situation. De même que la progression des salaires dépend largement des gains de productivité, peut-être serait il souhaitable de réduire le temps de travail à partir d'une certaine proportion de ces gains sur une période. De 1974 à 1990, la France a augmenté sa productivité moyenne de 44%, et une entreprise comme Peugeot de plus de 87%. On peut s'étonner que ces gains ne se soient pas accompagnés d'une réduction du temps de travail. On pourrait objecter qu'ils se sont traduits par une augmentation des salaires réels. Cependant, le partage de la valeur ajoutée a évolué largement en faveur du taux de profit. Il y avait donc une marge pour une réduction progressive du temps de travail sans perte de salaire. Au niveau européen, ce pourrait être l'occasion pour repenser le mode de rémunération, en introduisant plus systématiquement l'intéressement au résultat, tout en conservant bien entendu un salaire minimum fixe. Les gains de productivité pouvant être en partie utilisés pour des réductions progressives du temps de travail, entreprises par entreprises.

La nécessité de la loi découle d'un manque de vision à long terme, contraire à ce que doit être le rôle des acteurs phares d'une économie politique. Ainsi, la réduction à trente-cinq heures est sans doute une première étape nécessaire, mais une réduction plus importante aurait un impact psychologique, et donc économique plus important. Y. Salesse opte pour un calendrier de passage aux trente heures, révisable selon la situation, tandis que P. Larrouturnou préfère trente deux heures tout de suite pour aller vers une semaine de quatre jours à vingt-huit heures. La semaine de quatre jours semble un système particulièrement adapté à une réappropriation du temps libre, et permettrait en outre une rotation plus aisée d'équipes de production. La France et l'Italie ont un rôle moteur à jouer dans cette perspective, puisque de la pertinence de leurs initiatives peut naître un mouvement européen. Pour L'appel des économistes pour sortir de la pensée unique, "afficher clairement un choix de solidarité et de priorité absolue à l'emploi donnerait à cette politique un pouvoir d'attraction considérable sur

chômage et d'acquis sociaux." F. Périgot avait d'ailleurs précisé que le patronat accepterait une déclaration de principe en matière de charte sociale, mais aucun cadre juridique contraignant.

les opinions publiques européennes, ce qui faciliterait grandement les négociations avec nos partenaires¹⁸⁹.

Enfin, la réduction du temps de travail est aussi un enjeu de toute première importance pour la légitimité démocratique de l'Europe. Tout d'abord, bien sûr, dans le sens où cette politique doit apporter une solution au chômage et la précarité, qui sont les préoccupations principales des européens. Mais également comme moyen de remédier au déficit démocratique tant décrié. Nous pensons que l'objectif de la construction européenne doit être, à terme, la réalisation d'une société européenne. Il faut donc développer un esprit de citoyenneté européenne, et ce le plus tôt possible. Or il ne semble pas envisageable qu'une citoyenneté puisse se développer dans un contexte de précarité et d'exclusion. La réduction du temps de travail a donc bien une dimension politique, elle est bien porteuse d'un projet de société. Il s'agit donc bien "de la base d'une nouvelle régulation sociale articulant une nouvelle croissance avec un développement politique démocratique renouvelé"¹⁹⁰. Le temps libre libéré peut signifier une plus grande implication des ressortissants européens dans la vie politique, et contribuer ainsi à l'accélération de l'avènement d'une Europe politique. Celui-ci est nécessaire comme en témoigne la réaction des Etats-Unis à la suite de l'instauration de l'Euro, mettant en lumière l'aberration qu'il peut y avoir à créer une monnaie sans même prévoir dans un futur proche la création d'une entité politique. La réduction du temps de travail est de nature à susciter l'adhésion des européens à un projet qui n'était conçu jusque là qu'en termes économiques et financiers, ce qui constitue d'ailleurs la principale critique des adversaires de la construction européenne. Or il faut donner toutes ses chances à la construction européenne pour qu'elle se construise autour d'un projet fédérateur, pour qu'elle soit à même de répondre du mieux possible aux aspirations des habitants du continent européen. Si l'on accepte le fait de la mondialisation économique, il faut comprendre que ce n'est plus au niveau national que le politique pourra exercer un contrôle, de quelque nature qu'il soit sur les orientations économiques. Il s'agit là d'une réponse à ceux qui distillent des discours réactionnaires et nationalistes en faisant miroiter la possibilité d'une France souveraine, pareille à l'Angleterre du XIX^e siècle, dominante dans son "splendide isolement". Répondre à la mondialisation suppose de redéfinir le lieu du politique.

De son aptitude à élaborer une nouvelle démarche au service de l'emploi, l'Europe fondera sa légitimité comme grande puissance économique, mais aussi comme entité démocratique. La construction européenne a demandé de nombreux sacrifices aux populations des états membres, même en termes de chômage. Maintenant que la monnaie unique est réalisée, et que les institutions fonctionnent depuis longtemps, l'Europe doit en quelque sorte

¹⁸⁹ Pour un nouveau plein-emploi p. 53

apparaître comme un retour sur investissement. Elle doit se faire avec pour objectif de montrer que les sacrifices consentis n'ont pas été vains, et ceci passe en premier lieu par le retour au plein-emploi et à la dignité. Intégrer la démarche éthique en économie donnerait et le sentiment de ne pas avoir attendu pour rien, et une perspective de changement. Puisque l'Europe s'est construite sur une base économique et monétaire, la première attente des populations est qu'elle s'attaque au problème que Ricardo présentait comme l'objectif de la science économique, à savoir la répartition des richesses entre le travail et le capital face auquel les revendications politiques restent encore secondaires. Mais l'engagement des acteurs européens dans la réduction du temps de travail doit être considéré comme l'étape d'un projet dont l'objectif est de définir un nouveau pacte social. Un pacte social qui réponde à un désir de dignité qui fait défaut au mode actuelle d'organisation sociale. A travers une nouvelle conception du travail, l'Europe doit résoudre la contradiction insoutenable entre l'enrichissement des sociétés et l'accroissement des inégalités. Elle doit se bâtir sur la démarche dynamique que suppose l'éthique, sur un refus d'un ordre établi. Face au drame du chômage de masse, elle doit intégrer le sentiment de révolte qui saisit les européens. La révolte, "elle crie, elle exige, elle veut que le scandale cesse et que se fixe enfin ce qui jusqu'ici s'écrivait sans trêve sur la mer. Son souci est de transformer"¹⁹¹. C'est effectivement l'enjeu de cette Europe qui se construit, et qui doit donc innover, transformer une société qui ne répond plus aux attentes de ses citoyens. Innover, cela passe par l'intégration dans son processus de construction d'un "capitalisme éthique".

II L'Europe devrait profiter de sa construction pour intégrer une nouvelle méthode

Ceci ne saurait être un programme, tout au plus l'exploration de pistes qui nécessiteraient des approfondissements lors d'analyses ultérieures. De même que l'Europe pourrait être une occasion pour apporter une solution innovante et originale aux défis que sont le chômage et la précarité, elle pourrait profiter de sa construction pour entamer une véritable réflexion sur l'opportunité de redéfinir l'économie politique.

Cette dernière partie est donc un plaidoyer pour que l'Europe se montre innovante, qu'elle incarne une volonté de changement. L'objectif de cette partie est de présenter l'Europe comme la condition de réalisation d'un capitalisme éthique, comme la possibilité de transformation d'une utopie en réalité.

A) L'Europe: la cristallisation des aspirations.

¹⁹⁰ Appel des économistes... Pour un nouveau plein-emploi p. 138

Le continent où naissent les utopies.

L'Europe est le lieu de naissance de grandes civilisations, à côté des civilisations égyptienne, chinoise, et mésopotamienne. La particularité des civilisations issues du vieux continent est d'avoir toujours eu une vocation normative et universelle. Déjà les cités grecques à leur apogée sous Périclès, fondaient la démocratie sur la raison justifiant ainsi l'hégémonie d'Athènes sur le monde grecque. Ce père de la démocratie faisait d'Athènes "l'école de la Grèce", c'est à dire le modèle du monde civilisé, puisque tout autre qu'un grec était un barbare¹⁹². Puis l'empire romain a été le plus étendu de l'histoire de l'Europe, et celui qui a prêté le plus aux fantasmes mégalomanes des souverains européens. La Pax Romana illustre là encore un désir réel d'universalité, de stabilité acquise du monde civilisé.

Un véritable tournant s'est produit avec le christianisme qui a façonné l'histoire de l'Europe, et celle du monde pendant près de 1900 ans. La dimension universelle était bien sûr présente puisqu'elle constituait même l'argument décisif pour justifier les missions d'évangélisation et le prosélytisme. Dimension universelle, dont Kant a fait la condition *sine qua non* de la "religion vraie", puisque celle-ci doit reposer sur l'usage de la raison, universellement partagée par les hommes¹⁹³. L'objectif de la religion vise à établir le royaume de Dieu sur terre, à instaurer la paix en inculquant l'amour de Dieu aux hommes par la foi. Couplée à la tradition grecque, la religion chrétienne a déterminé la quête perpétuelle de la sagesse, de l'organisation parfaite, de l'absolu qui a guidé l'histoire européenne. Elle est à la source de toutes les constructions utopiques du Moyen-Age, et la source de la hantise européenne de la décadence. La religion chrétienne, par son instrument séculier qu'est l'Eglise, a fait preuve d'une capacité inégalée pour mettre en œuvre ses principes, qui sont aujourd'hui encore fortement fédérateur, non pas seulement en Europe, mais dans le monde entier.

Enfin, l'Europe est aussi le berceau des deux grandes idéologies de la fin du millénaire que sont le marxisme et le capitalisme. Ces doctrines sont toutes deux nées en Europe, mais il faut remarquer au préalable que la première est née avec la révolution française, en Europe continentale. En effet, la révolution française est l'inspiration majeure de Marx au niveau historique, notamment avec l'épisode de la "conjuraison des égaux" de Babeuf. Ensuite, c'est en Allemagne, sous l'influence de la philosophie universaliste d'Hegel, que Marx fonde peu à peu ses théories sur l'Histoire et l'Economie Politique. Le capitalisme lui, est née en Grande-Bretagne, sur une île qui connaissait avant tout le monde la révolution agricole. On peut dire

¹⁹¹ A. Camus, *L'homme révolté* p. 23

¹⁹² Cf. les discours de Périclès rapportés par Thucydide dans *Histoire de la guerre du Péloponnèse* livre II, XLI "En résumé, j'ose le dire, Athènes, prise dans son ensemble, est l'école de la Grèce. [...] Cette grandeur de notre république est attestée par les plus éclatants témoignages, qui nous vaudront l'admiration de la postérité aussi bien que de la génération présente..."

¹⁹³ Cf. *La religion des limites de la simple raison* première page. Pour Kant, la "religion vraie" est le christianisme.

qu'Adam Smith en est le théoricien principal, même s'il s'inspire largement des travaux de Quesnay et Boisguillebert. La philosophie de Smith est, elle, très influencée par Hume qui centre toute son œuvre autour de l'individu et de la nature humaine. La dimension universelle est quasi absente. En revanche, à la fois la certitude sous-jacente au capitalisme, et le principe de la main invisible le destinent nécessairement à être universaliste et hégémonique. L'Europe a ainsi engendré les deux doctrines qui ont façonné l'histoire du développement industriel, toutes deux avec des objectifs très différents, mais tout aussi utopiques. L'un voulait la justice en renversant le cours de l'Histoire par la révolution, tandis que l'autre veut le Bonheur en laissant faire les choses et en présumant que le cours du monde va nécessairement vers le progrès. L'une et l'autre, pour reprendre l'expression de Jouvenel, sont des "profiteurs de désirs": l'une profite du désir de justice qui est en l'homme, quitte à promouvoir un égalitarisme totalitaire, l'autre exalte le désir d'enrichissement et de réussite au détriment de la solidarité et de l'éthique. En se fondant sur ces désirs, ces idéologies touchent la quasi totalité de l'humanité.

Enfin, la volonté qui pousse l'Europe à chercher le meilleur système possible et à l'exporter dans le monde s'exprime dans la fièvre démocratique. La démocratie est née en Europe dans l'Antiquité, mais s'est développée à partir des Lumières, et depuis, les états européens n'ont eu de cesse d'imposer cette forme d'organisation politique comme le meilleur système possible. Plus exactement, c'est la démocratie libérale qui est présentée comme la panacée, comme en témoigne le systématisme du FMI qui pose comme conditions à l'allocation de toute aide l'adoption des règles de la démocratie libérale. Or c'est une négation flagrante de la spécificité des peuples, que les cultures respectives ne disposent pas forcément au système démocratique. La démocratie est une idée européenne, ou du moins occidentale, faite pour des européens, ou du moins pour des occidentaux. Que l'Europe se pose la question de sa responsabilité dans la tragédie des grands lacs, où elle a imposé ses schémas européens à des peuples africains qui n'avaient aucune raison de les adopter¹⁹⁴. Bien sûr, nul ne saurait soutenir que les principes de respect des libertés fondamentales, de justice et solidarité qui sous-tendent la démocratie ne sont pas louables et éthiques. Mais lorsque ces principes se prétendent universels, sans prise en compte de la diversité qui doit déterminer leur application, alors ils sont impérialistes. Camus appelait cela "l'orgueil européen". Si les grandes idéologies sont nées en Europe, les totalitarismes les plus sanglants comme les plus perniciose se sont aussi épanouis sur le vieux continent. L'Europe est un lieu privilégié pour élaborer et mettre en œuvre de nouvelles théories, parce que ses pays ont un riche passé commun, qu'il soit fait de guerres ou de coopérations. Aujourd'hui, le marxisme, ou en tout cas le communisme s'est effondré, et

¹⁹⁴ C'est à la suite de l'établissement de l'administration allemande, puis de la première mission catholique en 1901, que les structures sociales du Rwanda ont été complètement détruites. L'opposition entre Hutus et Tutsis était une opposition sociale, et non ethnique. Un hutu qui faisait preuve de sa valeur pouvait devenir tutsi, et un tutsi risquait à tout moment d'être déchu en hutu. Les européens ont exacerbé les différences morphologiques réelles entre les deux castes pour asseoir sur le trône un hutu qui leur était favorable, transformant ainsi la structure sociale du Rwanda en société raciste.

le capitalisme et la démocratie libérale sont de plus en plus critiqués quant à leur capacité à assurer le Bien-être de tous. L'Europe ne pourrait-elle pas intégrer dans sa construction une volonté de renouveau politique et économique, qui concilierait les deux désirs précédemment évoqués.

Face à l'inconnu et aux défis, proposer un projet.

Deux difficultés majeures et corollaires s'opposent à la construction de l'Europe: d'abord le contexte d'incertitude sociale et de compétitivité à outrance, et ensuite la peur même de la construction européenne. Concernant la première, elles se traduit par un repli compréhensible des individus sur leurs intérêts particuliers. La démocratie se caractérise par le fait de "ne pas établir de rupture, mais au contraire d'instaurer un processus positif de rapport de la société civile à la société politique"¹⁹⁵. Or, la précarité et l'incertitude sociale consomment la rupture entre ces deux sociétés, puisque l'accès à la société politique est conditionnée par l'intégration sociale. Ceux dont la préoccupation principale est de subvenir à leurs besoins n'ont guère le temps ni le désir de se consacrer à l'exercice démocratique. Ainsi, si les citoyens des pays européens se désintéressent de la vie politique de leur pays, que peut-il en être de la construction européenne qui reste par trop abstraite, et sans réalité politique?

De plus, la compétition entre les individus portée à l'excès, ne peut en aucun cas favoriser l'essor du jeu démocratique. Cet esprit de rivalité enferme chacun dans l'individualisme le plus stérile, que nous avons défini comme étant une repli sur soi et comme le rejet de tout esprit d'association. Dans un contexte économique et social où 58 millions de personnes sont en situation précaire, il est difficile d'imaginer que l'Europe trouvera un soutien massif des populations. Ainsi que le précise la Gulbenkian Foundation, "the logic of individual survival tends more often than not, to prevail over the logic of co-existence and co-development"¹⁹⁶. La précarité et l'incertitude risquent donc de priver la construction européenne du soutien populaire nécessaire à sa légitimité. De plus, les discours politiques nationalistes et xénophobes résurgents ne plaident pas en faveur de la construction européenne. Celle-ci est fustigée comme responsable de tous les maux, comme le cheval de Troie qui permet aux étrangers de s'infiltrer dans nos pays. Ce discours est celui du FN en France, mais aussi du parti d'extrême droite allemand qui a récemment obtenu des sièges en Saxe-Anhalt. Ces partis développent le thème du complot selon lequel les ennemis sont partout, des technocrates bruxellois aux étrangers¹⁹⁷. La fascination extrémiste représente une menace pour la construction européenne, mais découle en fait du climat de crise de confiance de l'Europe.

¹⁹⁵ A. Barrère, *L'enjeu des changements...* p. 308

¹⁹⁶ *Limits to competition* p. 71

¹⁹⁷ Cf. Ibid. "People feel surrounded by enemies". Les auteurs montrent que la détérioration du climat social engendre la paranoïa.

La seconde difficulté est la peur de la construction européenne même. Elle signifie un changement radical, ou tout au moins peut-on avoir la sensation confuse qu'il devrait en être ainsi, et ce changement fait peur. Il serait probablement mieux accepté dans un contexte stable et sécurisant, car on envisage toujours avec plus de sérénité un changement à venir lorsque l'on estime qu'il va se faire sur des bases solides. Hélas, la construction européenne n'a justement jamais été présentée comme un projet, mais plutôt comme un moyen pour les différents pays de devenir plus puissants individuellement. Il manque donc à la construction européenne une cohérence, un sens qui permettrait au moins aux individus de se faire une opinion sur ce vers quoi ils s'orientent. Dans ces conditions, l'Europe ne peut être véritablement perçue comme une solution aux défis du chômage et de la précarité mais plutôt comme est source de perturbations. Elle exige des efforts supplémentaires tels que l'adaptation à l'Euro ou le respect des directives européennes en plus des lois nationales. Il s'opère donc un repli sur le local, sur ce qui est proche et rassurant, ce sur quoi nos actions ont un effet immédiat. Ce constat ouvre d'ailleurs une piste pour assurer la construction européenne, qui est celle de l'ancrage local de la conscience européenne. Développer des échanges entre villes, établir des symboles européens forts en appui sur la culture des "pays" pour ancrer l'Europe dans les mentalités. Ce que la troisième république a fait pour la république en France. Montrer une réelle volonté européenne, et insister dans l'éducation, sur la chance unique qu'est l'Europe, et sa construction.

Surmonter ces difficultés suppose en premier lieu que l'Europe s'attaque aux angoisses que soulèvent le chômage et la précarité et y apporte des solutions nouvelles et durables, on a vu quelles pistes pourraient être explorées. Il est nécessaire d'incarner l'Europe dans des symboles forts, que les personnes puissent reconnaître comme l'expression exclusive de l'Europe. En ce sens, la création de la monnaie unique peut être une bonne solution. L'utilisation d'une monnaie est un symbole fort, car elle est associée au pouvoir régalien de frappe. Elle crée une référence commune entre les pays européens, et psychologiquement, elle présente l'atout essentiel de supprimer les monnaies "fortes" et les monnaies "faibles". Les a priori traditionnels qui consistent à penser que les allemands sont les rois en Europe parce que le mark est fort, ou que l'Italie n'est pas chère parce que la lire est faible sont susceptibles de s'estomper. L'Euro donnera probablement le sentiment d'une plus grande égalité entre européens, ne serait ce que dans les normes de consommation.

L'enjeu de l'Euro est aussi politique, il doit être perçu comme immanent d'une volonté et d'un projet politique. Jusqu'à ce jour, une monnaie a toujours été liée à un état ou à un souverain. L'usage de la monnaie était délimitée par les frontières du territoire placé sous la puissance souveraine. Se reconnaissent comme membre d'une même nation ceux qui n'ont pas besoin de changer leur monnaie sur le territoire. Il y a un enjeu de citoyenneté dans la mise en place de la monnaie unique. Or, ainsi que le souligne Valentin Llagostera, sur Internet, aucune relation n'est établie entre les entrées "Euro" et "citoyen". En revanche, elles sont nombreuses

lorsque l'Euro est mis en relation avec "consommateur"¹⁹⁸. Or, peut-on construire un projet européen, une identité européenne sur la seule notion de consommateur? De nos jours, l'attitude de consommation est le dénominateur commun de tous les pays à travers le monde (mais non pas de tout le monde dans ces pays...), elle ne constitue en rien une spécificité européenne. Une identité européenne reposera sur une citoyenneté européenne non sur une attitude de consommation. Lier le concept de monnaie à celui de citoyenneté n'est pas un exercice évident, mais il est nécessaire, particulièrement dans le cas de l'Europe. Puisque priorité a été donnée à une union économique et monétaire, il faudra que celle-ci trouve le moyen de fédérer les européens pour aboutir à une union politique. L'Euro doit impérativement devenir l'instrument d'une politique économique qui permettra d'entreprendre les changements nécessaires. La monnaie européenne devra fonder sa crédibilité sur une véritable politique économique européenne, pour faire mentir ses détracteurs qui veulent voir dans l'UE le fantasme d'un continent usé. Il faut couper court à la critique telle que la formule Friedman selon laquelle la volonté d'union monétaire serait un "comportement suicidaire", même si cette critique n'est pas dénuée de sens. En effet Friedman fait remarquer avec raison le coût de l'unification monétaire depuis 1992. Selon lui, ce coût élevé vient de l'absence de conscience européenne. Il estime d'ailleurs que jamais cette conscience européenne n'émergera, et que l'union politique est donc totalement utopique. "La démarche doit aboutir à la formation d'un super-Etat européen, mais c'est une logique abstraite qui me paraît avoir peu de chances de résister à l'épreuve des faits"¹⁹⁹. L'argument de l'incapacité des états à dépasser leur intérêt nationaliste et surtout à abandonner tout ou partie de leur souveraineté, prend tout son poids face à l'histoire de l'Europe qui est précisément celle de la lutte pour la souveraineté. "Qu'une nation de taille relativement importante et très sourcilleuse de sa souveraineté comme la France accepte de façon permanente de sacrifier son autonomie monétaire me paraît peu crédible"²⁰⁰. La récente fixation des parités pour l'union monétaire le 2 mai 1998 fait déjà mentir M. Friedman, puisque la monnaie unique sera effectivement utilisée sur les marchés financiers au 1^{er} janvier 1999. De plus, la création de la monnaie unique a le mérite de relancer le débat sur le rôle de la monnaie offrant ainsi une occasion à saisir pour rompre avec l'orthodoxie, même si l'indépendance de la Banque Centrale Européenne et l'objectif anti-inflationniste assigné à l'Euro se placent dans une tradition monétariste stricte. Cela ne doit pas pour autant empêcher le débat de continuer concernant le rôle de l'Euro, d'autant que, comme le rappelle Caro [1990], "si l'intégration de la monnaie était le point faible de l'approche dominante, elle a constitué le terrain privilégié de

¹⁹⁸ Cf. l'intervention de V. Llagostera intitulée "L'Euro et les enjeux concrets pour chaque citoyen européen", lors du colloque *Une monnaie unique pour quelle Europe?* Du 14 mars au 5 avril 1997

¹⁹⁹ Interview de M. Friedman *Problèmes économiques* n° 2.475, 5 juin 1996 p22

²⁰⁰ Ibid. p. 21

l'orthodoxie pour affirmer sa différence²⁰¹". Il reste que la critique Friedmanienne concernant l'absence de conscience européenne ne peut être évacuée.

Qu'un véritable projet fasse quelque peu défaut à la construction européenne pourrait s'avérer tout à fait préjudiciable à la crédibilité de l'entreprise. Cette faiblesse peut être interprétée comme un manque d'engagement de la part des pays membres. La manière dont sont abordées les affaires européennes revêtent ici une place primordiale. Soulignons d'abord la manière stupéfiante dont s'est faite la ratification du traité de Maastricht. Aucun projet n'a été véritablement mis en avant, le débat ayant été réduit à un arbitrage entre pro-européens et anti-européens. A aucun moment les enjeux du traité, et encore moins les arguments pour ou contre n'ont été présentés de façon claire et didactique. S'il est possible aujourd'hui de dire que le vote contre n'aurait pas été anti-européen, le manque d'information a largement contribué à asseoir les débats sur des bases particulièrement manichéennes. Cette opacité ne peut aider au développement de la conscience européenne. Les enquêtes à ce sujet sont d'ailleurs préoccupantes. Il apparaît que 80% des européens estiment ne pas être suffisamment informés, en particulier sur l'Euro, et il ressort que les populations les mieux informées rejettent l'Euro dans des proportions plus importantes²⁰². Cette opacité contribue à la critique d'une Europe technocratique peu soucieuse de la réalité et des individus. L'attitude des responsables politiques des états membres exacerbe encore ces phénomènes, en suggérant habilement que les problèmes viennent des rigidités dues à la construction européenne.

Les responsables des partis politiques pourraient aussi procéder à un examen critique de leur rôle et de la manière dont ils l'assument. De même que le vote du traité de Maastricht s'est figé dans une contradiction manichéenne, les élections européennes sont largement hypothéquées par la prégnance de la dichotomie droite/gauche au plan national. L'enjeu de la construction européenne est alors réduit à un élément d'affrontement politique interne au différents états membres. Dans ces conditions, les élections, qui sont censées être le moyen d'expression de la souveraineté populaire, ne recoupent aucune réalité pour l'Europe. On en vient au rôle fondamentale que doivent jouer les partis politiques au sein de l'Europe. Une alliance des partis des états membres de même tendance, en attendant la création de partis européens d'envergure, permettrait de recentrer le débat sur l'Europe au cours des élections européennes. Mais le comportement électoraliste de court terme paralyse les hommes politiques. Il est impératif que s'instaure le débat idéologique sur l'Europe, pour éviter que celui-ci ne soit ressenti comme orchestré d'avance dans le sens d'une voie unique. Il est vital que les européens puissent discuter, avec passion si nécessaire, des modalités de construction de l'entité dans laquelle ils vont vivre. "Sortir du secret institutionnel et de la politique du fait accompli implique une exigence citoyenne permanente pour que les grandes options descendent

²⁰¹ Cf. E. Le Héron et P. Levy dans "La macroéconomie monétaire contemporaine: une mise en perspective" p. 3

de la table des négociations dans l'arène politique²⁰³. Et c'est dans la discussion entre des partis résolument européens que se formera la possibilité d'une voie alternative que l'Europe puisse intégrer tout au long de sa construction. Les partis restent encore, malgré la désaffection des citoyens pour la politique, les organes privilégiés de l'engagement en faveur d'un idéal ou d'un projet. Mais cela devrait être relayé par une réforme institutionnelle visant à renforcer le rôle du parlement européen et à clarifier les pouvoirs des divers organes de l'exécutif. Il ne nous appartient pas ici de présenter quelle pourrait être cette réforme, mais on peut renvoyer à l'ouvrage de Y. Salesse et au chapitre "propositions institutionnelles". Quoi qu'il en soit, il est impératif de proposer un projet véritable, ou plutôt plusieurs projets, afin de conférer une puissance émotionnelle à l'Europe, et forger ainsi une esquisse de conscience européenne. Ces projets devraient être ambitieux, et innovants. Et puisque la construction européenne se fait sous un jour essentiellement économique et monétaire, l'Europe doit intégrer le projet d'une nouvelle économie politique qui soit cohérente avec les changements qu'elle va impliquer.

B) L'Europe: l'élaboration d'une nouvelle méthode.

Une nouvelle économie politique pour une nouvelle société?

Si le traité de Maastricht ne mentionne pas l'idée d'une société européenne, nombreux sont les articles qui font référence à une union qui irait au-delà de la simple UEM. L'article B al. 1 déclare que "l'Union se donne pour objectif de promouvoir un progrès social équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire". Mais surtout, l'article 130U déclare lui que la communauté "favorise le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux, en contribuant à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales". Cet article montre que le traité de Maastricht entend fonder l'Europe sur des bases communes, sur des valeurs constitutives de l'ensemble des sociétés européennes, et nées en Europe. Et de manière quasi unanime parmi les personnes favorables à la construction européenne, la nécessité d'une société européenne se fait sentir. Certes, les modes d'organisation sociale et politique divergent en fonction des convictions, mais il y a un socle commun. Bâtir une société européenne devrait être l'idéal de la construction européenne, pour mettre en œuvre un véritable changement, celui qui justifierait les sacrifices consentis jusque là. Les projets de "nouvelle société" ne sont pas neufs, mais ils sont rarement parvenus au niveau

²⁰² Enquêtes citées par Valentin Llagostera dans "L'Euro et les enjeux concrets pour chaque citoyen européen".

atteint aujourd'hui par l'Europe. L'enjeu est donc important, puisque créer une nouvelle société suppose une nouvelle définition de ce qui régit la vie sociale : il s'agit de définir à nouveau le pacte social. Cela suppose la redéfinition des relations socio-économiques, de revenir sur les schémas traditionnels qui unissaient la politique et l'économique. L'enjeu est d'élaborer une société qui suscite l'adhésion de tous, ou du moins qui ne tolère pas l'exclusion massive. On ne saurait envisager une société européenne sans conscience européenne, sans culture européenne, autant de matériaux nouveaux pour une construction neuve car cette conscience et cette culture affecteront forcément tous les domaines d'activités européens. Une nouvelle société suppose entre autres une nouvelle forme d'économie politique qui fasse du recentrage autour de l'homme et de sa dignité l'un de ses fondements. Un projet viable sera donc avant tout promoteur de la dignité humaine, et un capitalisme européen s'attardera en priorité à remédier à la situation des plus démunis, et à établir une nouvelle conception du travail, enjeu essentiel pour les années à venir. La soif de dignité est primordiale. "Le passage au niveau communautaire ne se justifie plus par le mieux mais par le nécessaire"²⁰⁴.

Le "nécessaire" évoqué ici peut être caractérisé par trois principes: un droit au logement, un droit au travail, et un droit aux services sociaux. Le postulat simple est qu'un citoyen de nos sociétés développées ne peut se trouver en situation de misère. Les richesses produites sont trop importantes de nos jours pour que l'on puisse encore accepter que des sans-logis meurent de faim et de froid. En réalité, derrière le message des "restos du cœur" se profile le premier principe

d'une démarche éthique dans la sphère économique. Pour lutter contre cette situation intolérable, une véritable mesure, qui serait aussi un symbole fort, doit être mise en œuvre. Le revenu minimum d'existence est un principe hautement polémique, complètement irréalisable financièrement selon ses détracteurs. Cependant le principe découle de la conception même du pacte social. Celui-ci est un "acte d'association [qui] produit un corps moral et collectif"²⁰⁵. Refuser à une personne constitutive de ce corps les moyens de sa dignité est intolérable à moins de la considérer comme exclue, comme paria. On pourrait objecter que les exclus, sont ceux qui ne travaillent pas, et donc qui ne remplissent pas leur devoir envers la société. Dès lors, il ne serait pas normal de leur octroyer un revenu sous le simple motif de citoyenneté. L'allocation d'un revenu minimum d'existence ne rend nullement vaine la recherche du plein-emploi et du développement économique. Mais à moins de postuler avec les néoclassiques que tout chômage est volontaire, il faut bien recourir aux besoins d'une personne qui cherche un emploi. Bien sûr il y a l'allocation chômage, mais l'octroi d'un revenu dès la naissance de manière universelle supprimerait la dimension "assistance" de l'allocation chômage. On pourrait même, à la limite,

²⁰³ Y. Salesse *Propositions pour une autre Europe* p. 447

²⁰⁴ Y. Salesse *Propositions pour une autre Europe* p. 438

²⁰⁵ Rousseau *Du contrat social* Livre I chap. 6 p. 52

reconnaître le droit à un individu le droit de ne rien vouloir faire. La critique est alors que tout le monde arrêterait de travailler pour devenir oisif. Cette critique devient spécieuse dans la mesure où les salaires sont suffisamment élevés pour créer un différentiel important entre le revenu acquis par tous, et celui issu du travail. D'où l'importance d'un salaire minimum conséquent. P. Van Parijs évoque un revenu universel de 1700F environ, et prend soin de préciser qu'il faut mener en parallèle une politique raisonnable de hausse des salaires. De plus, l'allocation d'un revenu minimum universel répond à la mutation du capitalisme, ainsi que Marx l'avait esquissée dans sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouvrage dans lequel il identifie un nouveau stade du capitalisme défini par le caractère de plus en plus social de la productivité. La pure rationalité issue du machinisme s'estompe pour laisser la place au "general intellect" qui prend en compte la subjectivité de l'homme comme facteur de production. Or c'est bien le cas du capitalisme du savoir tel qu'il se dessine de nos jours. Dès que l'homme n'est plus considéré comme un facteur mécanique imparfait de production chargé de surveiller le fonctionnement des machines, c'est sa vie même qui devient source de valeur, puisqu'il crée et traite l'information. Dans une société où l'information doit circuler de plus en plus vite et le plus loin possible, plus il y a de personnes capables de traiter et d'assimiler l'information et plus la société crée de richesses. Dès lors, "ce ne sont plus le travail et les travailleurs mais la vie et les citoyens qui se trouvent devoir être rémunérés²⁰⁶". De même que la retraite a été une revendication au XIX^e, le revenu minimum de citoyenneté pourrait être un thème fédérateur de revendication au niveau de l'Europe, dont la richesse est énorme. La mise en œuvre du revenu minimum d'existence pour tous au niveau européen présente l'intérêt de placer l'Europe en position innovante. Si elle décidait de le mettre en place, elle ferait preuve d'un courage susceptible de faire adhérer des individus qui ne voyaient dans la construction européenne qu'une technostucture déconnectée des préoccupations quotidiennes des citoyens. La généralisation du revenu d'existence en Europe aiderait à nuancer la critique principale qui concerne le coût de financement d'une pareille mesure. Sur les estimations de P. Van Parijs, la France devrait consacrer 50 milliards de francs à son financement. En jouant sur la taille et sur la puissance de l'Europe, le financement d'une telle mesure serait allégé par les économies d'échelle. Elle suppose bien entendu une réduction parallèle du chômage, permettant ainsi le transfert des charges associées aux indemnités chômage vers le revenu minimum d'existence. C'est pour cette raison que ce dernier doit être associé à la réduction du temps de travail avec maintien des salaires. L'intérêt serait alors double puisque la réduction du temps de travail oeuvrerait à la réorganisation du travail et à la création d'emplois, tandis que le revenu minimum d'existence permettrait un allègement progressif des charges sociales, puisque les cotisations pour le chômage disparaîtraient. Certes il faudrait financer ce nouveau revenu, mais

²⁰⁶ André Gorz cité par l'Appel des économistes... dans *Pour un nouveau plein-emploi* p. 161

l'augmentation de richesse provoqué par un retour au quasi plein-emploi y contribuerait largement. En outre, il signifierait un atout supplémentaire en faveur d'un nouveau partage de la valeur ajoutée. Il est un des piliers de ce que pourrait être un capitalisme éthique²⁰⁷. Mais les conséquences et le poids financiers sont trop importants pour qu'un seul état prenne sur lui de mettre en œuvre cette mesure. L'Europe apparaît donc comme une occasion privilégiée de tenter l'expérience, et de manifester un engagement certain en faveur d'une nouvelle utilisation des richesses produites.

Nous avons défini l'une des composantes du capitalisme éthique comme la réintégration de l'économie dans la sphère politique, pour mettre fin à l'autonomie des objectifs économiques à l'égard des objectifs sociaux. Au niveau de l'Europe, une question se pose cependant: comment réintégrer l'économie dans la sphère du politique en l'absence d'instance politique unique? La réponse réside dans une seconde composante du capitalisme éthique qui est celle de l'engagement des acteurs. Même si l'état européen, quelque serait sa forme, n'existe pas encore, le conseil de l'Europe, le conseil des ministres, et surtout la Commission ont un pouvoir de décision au niveau européen. De leur engagement peut naître une nouvelle pratique de l'économie, et l'idée que la construction européenne ne se fait pas selon une marche "irréversible" - ainsi que le déclare le traité quant à la création de l'Euro - mais qu'il existe un réel pouvoir de changement. Il faut bien mettre en évidence que cet engagement est une nécessité pour les états membres. Dans un contexte de mondialisation, l'emploi des outils économiques, qui sont aussi des instruments de la

souveraineté, échappe largement aux états nations traditionnels. Leur puissance n'est pas suffisante pour pouvoir jouir librement de leur politique économique. Or les états européens ont à peu près les mêmes intérêts et objectifs, du moins serait-il possible d'en trouver s'il y avait un réel débat. Les responsables politiques pourraient donc s'engager au sein de l'Europe pour faire au niveau européen ce qu'ils ne peuvent faire au niveau national. "La construction européenne est nécessaire parce que les états ont perdu une part importante de leur souveraineté réelle, et que cette perte n'est pas due à des abandons, mais au fonctionnement du capitalisme mondial et au degré de développement atteint par lui. Sur des questions essentielles, en premier lieu de politique économique, nos petits états ne sont plus un niveau de pouvoir suffisant"²⁰⁸. Précisément parce que l'Europe n'est pas encore une construction politique, il faut que la

²⁰⁷ Cette association entre réduction du temps de travail et revenu minimum d'existence permettrait selon l'Appel des économistes... de rompre avec l'orthodoxie néo-libérale, et de réaliser trois objectifs: en premier lieu la suppression de la soumission des salaires à la loi de l'offre et de la demande. En second lieu, elle donnerait aux personnes autonomes, par exemple travaillant en sous-traitance, un pouvoir de négociation plus important, puisque leur revenu ne dépendrait pas uniquement de l'employeur. En dernier lieu, elle devrait permettre à chacun d'accéder aux services élémentaire, et aussi à la représentation politique. Cf. Pour un nouveau plein-emploi p. 162-163

²⁰⁸ Y. Salesse Propositions pour une autre Europe p. 435

démarche éthique imprègne sa construction, c'est-à-dire la sphère économique. Le capitalisme européen doit se montrer responsable pour pallier l'absence de régulation politique réelle.

D'où l'importance de l'engagement des acteurs autres que politiques, c'est-à-dire des entreprises, et des ménages. Concernant les grandes entreprises européennes, on peut déplorer leur stratégie de concurrence effrénée, qui les conduit à s'allier avec des groupes japonais ou américains, au détriment d'alliances européennes. Ces alliances ne sont pas un problème en soi, mais dans un contexte où les grands groupes ont un réel pouvoir, cette attitude peut nuire à la viabilité de la construction européenne. Une stratégie d'alliances entre firmes européennes permettrait le développement d'un véritable capital européen d'autant plus qu'en 1993, 71 des 200 plus grands groupes industriels mondiaux étaient européens, contre 65 aux Etats-Unis, et 52 au Japon. Dès lors, le pilotage de la construction européenne serait plus aisée, puisque les décisions dépendraient plus fortement des acteurs européens. La responsabilité des entreprises est aussi dans la rupture avec une attitude gestionnaire. On ne construit pas l'Europe en gérant, mais en développant. Puisque l'Europe permettrait de retrouver une relative autonomie vis-à-vis des marchés financiers grâce à sa puissance, les raisons qui poussent les entreprises dans une recherche incessante de réduction des coûts n'a plus lieu d'être. Il ne s'agit pas de prétendre que la recherche de la compétitivité prix doit être abandonnée, mais plutôt qu'elle doit être nuancée pour permettre un développement plus sain et équilibré. L'Europe des 15 représente en 1997, en taux de change PPA, 30,7% de la production mondiale, et 37% des échanges mondiaux. L'Europe est donc indispensable à l'économie mondiale. Ses entreprises ont donc la possibilité d'adopter un optique de développement et non de gestion, sans risquer de se voir évincé de la scène mondiale. L'Europe peut intégrer dans sa construction la rupture avec le capitalisme gestionnaire des coûts, et faire preuve ainsi d'hétérodoxie salvatrice. Cette proposition serait susceptible de rencontrer l'adhésion de personnes d'horizons différents et de convictions variées. Ainsi, Christian Saint-Etienne montre la nécessité de reconsidérer le capitalisme et ses conséquences. Ainsi qu'il le précise dans l'introduction de son ouvrage: "L'hypothèse centrale qui sous-tend le modèle schématique de ce livre [...] concerne la distinction essentielle entre l'économie et le capitalisme fondée sur la prise en compte du facteur temps dans la vie économique ce que la synthèse néoclassique n'est toujours pas parvenue à faire"²⁰⁹. Et de rajouter que "au risque de caricaturer la différence, l'économie de marché c'est le royaume du court terme, et le capitalisme c'est l'action à long terme. Et c'est l'action à long terme qui crée la vraie richesse..."²¹⁰. En revanche, nous ne partageons pas l'opinion de l'auteur qui estime que "c'est l'action à long terme persévérante, déterminée, structurée, qui hiérarchise l'économie-monde". Le processus de mondialisation qui crée l'économie-monde est au contraire ce qui incite avant toute autre déterminant adopter une

²⁰⁹ L'Europe contre le capitalisme introduction p. 17

logique de court terme, la principale composante de la mondialisation étant la globalisation financière. De plus, à la fin de son livre Ch. Saint-Etienne aboutit à la remise en cause des acquis sociaux, ce qui ne pourrait être compatible avec un capitalisme éthique. Le "capitalisme stratégique" que cet auteur défend est intéressant au niveau économique, mais reste trop exclusivement lié à la sphère économique, sans envisager les interconnexions nécessaires avec l'environnement politique et social.

Parce que l'Europe est indispensable à l'économie mondiale, et l'on notera le cynisme de cette formule qui implique que certains pays ne seraient pas indispensables, elle doit aussi jouer un rôle au niveau international dans le cadre d'une réflexion sur les conséquences de la mondialisation. Intégrer un capitalisme éthique dans le processus de construction européenne implique un engagement en faveur d'une nouvelle praxis économique et donc une évaluation des choix économiques. Cela peut signifier le développement de la solidarité avec les pays en développement, que l'Europe met déjà largement en œuvre à travers les programmes STABEX et SYSMIN qui consistent à garantir les revenus d'exportations vers l'Europe des pays du sud. De même, la proportion des aides européennes est très largement supérieure à celle des Etats-Unis. Cependant depuis le début de la morosité économique des années 1990, "l'UE est devenue une forteresse de plus en plus infranchissable. Cette attitude représente du reste une énorme contradiction avec la théorie du libre-échange et prouve simplement que celui-ci n'est invoqué que pour maximiser les profits et non pour servir les hommes"²¹¹. Adopter une véritable attitude libre-échangiste, en faveur notamment des pays en voie de développement témoignerait d'une attitude éthique, surtout que la concurrence ne vient pas de ces pays. Ne pas chercher systématiquement à faire baisser le prix des matières comme le cacao ou le café est une voie possible. Il serait d'ailleurs hypocrite de brandir l'argument du commerce extérieur alors que nous sommes très fortement excédentaires avec ces pays. Le poids de l'Europe peut aussi se faire sentir au sein des instances économiques internationales. Un engagement de l'ensemble des acteurs européens en faveur de l'intégration d'un capitalisme éthique dans la construction de l'Union conférerait plus de cohérence et d'efficacité plus importante lors de négociation, sans nécessiter d'emblée une union politique. Cela modifierait considérablement le rapport de force, notamment avec les Etats-Unis, dans le cadre de l'OMC ou pour déterminer les politiques du FMI.

Enfin, l'Europe, en intégrant une démarche éthique dans son édification contribuerait aussi à insister sur les enjeux de l'évolution technologique qui sous-tend la mondialisation et les principes de l'économie capitaliste. L'Europe totalise 35,1% des brevets mondiaux contre 18,7% aux Etats-Unis, et les quatre principaux pays européens comptent à eux seuls 34% de chercheurs (équivalent plein temps) de plus que les Etats-Unis. L'Union a innové en lançant

²¹⁰ Ibid. p. 90

avant tout le monde, des chartes d'éthique, et en créant des comités d'éthique traduisant une volonté de ne pas tout laisser faire. La réduction du temps de travail au niveau européen est la prise en compte des implications de l'évolution technologique sur la structure sociale. La génétique doit aussi faire l'objet d'une charte internationale, et c'est pour l'instant à l'Europe que revient l'initiative. J. Ellul fut un des pionniers de la réflexion sur les conséquences de la génétique, et arrivait à la conclusion que cette bombe à retardement ne serait désamorcée que si l'on parvenait à une entente mondiale. S'il est difficile de penser qu'une telle attitude sera spontanée au niveau mondial, elle est déjà plus plausible dans le cadre européen. La recherche européenne et les responsables du développement technologiques, en adoptant une démarche éthique, doivent garder à l'esprit la lutte contre l'impératif technique de Gabor. L'importance de l'Europe sur la scène internationale lui confère une responsabilité qui trancherait avec l'attitude traditionnelle des grandes puissances à travers l'histoire. A elle de l'assumer pour obtenir une légitimité interne et externe.

Le but de la construction européenne: non pas un modèle mais une méthode.

Le capitalisme éthique ne saurait être le fondement de la construction européenne, au contraire, celle-ci est une occasion pour élaborer et mettre en œuvre ce qui pourrait être un capitalisme éthique. Cela signifie que ce dernier se construise sur les fondements culturels et les spécificités socio-politiques de l'Europe, au lieu d'essayer de faire entrer la construction de l'Europe dans une norme définie, même sous couvert d'éthique. Insister sur la pluralité des modalités de développement est au cœur de la démarche éthique, puisque nous avons montré qu'une telle démarche doit intégrer en permanence la diversité. Le capitalisme éthique qu'intégrerait l'Europe dans sa construction ne saurait être le même que celui adopté (de manière hypothétique) par l'Afrique ou l'Asie. Les déterminants de la justice ne seraient pas les mêmes, et le visage du capitalisme différerait certainement. Mais à la base subsisterait la même démarche, qui consiste à questionner ce qui est considéré comme évident, et à susciter l'engagement des acteurs pour assurer sa légitimité. On a trop longtemps tenté de chercher les valeurs communes au société, et les valeurs qui devraient leur être communes, afin d'établir "LE" système philosophique politique et universel. Cette prétention a été celle de l'Europe et du monde occidentale, et les conséquences en sont pour le moins ambiguës. Cela a certes contribué au développement des libertés dans certains pays, à l'amélioration du confort, mais le prix à payer n'est pas défendable d'un point de vue éthique. à un niveau mondial, il faut chercher la coopération, non l'unification. La construction européenne illustre un choix particulier de développement régional, et elle pourrait intégrer une nouvelle méthode qui réponde à

²¹¹ J. Berthelot *La CIG et les changements...* p. 12

l'évolution actuelle faite d'une crise de l'Etat Nation et d'une critique du tout économique. Elle est une réponse possible, et non la seule, ou la meilleure. En construisant l'Europe l'objectif est de déterminer l'organisation qui soit la meilleure pour l'Europe, sans se prononcer pour les autres continent ou régions.

Intégrer un capitalisme éthique dans le cadre de la construction n'a pas pour vocation de faire de l'Europe la première puissance mondiale, d'autant plus qu'elle le serait déjà si elle était unifiée. Le capitalisme éthique est plus coopératif que compétitif. La compétition entre nations ou pays reste bien sûr de mise, puisqu'elle est un principe d'émulation. Elle traduit la "volonté de puissance" ainsi que nous l'avions caractérisée, mais non dans un sens belliqueux et erroné. L'objectif est de substituer le désir de domination au désir de dépassement. Le premier est hégémonique et statique, il vise à la reproduction du statu quo. Le second au contraire est dynamique, il vise au développement par l'échange des compétences. On rappellera l'étymologie du mot compétition qui signifie "atteindre ensemble". Comme le fait remarquer The Gulbenkian Foundation, "competition is an essential dimension of social organised life. It is a natural phenomenon in economic life. It is one major source of wealth generation. [...] Sane competition (i.e. emulation) at school, at work, in cultural life, in research has also maintained the capacity of a system to make progress to change, to retain a higher degree of innovativeness"²¹². Et c'est bien là l'enjeu d'une construction européenne qui prendrait en compte la démarche éthique, c'est-à-dire de montrer la possibilité du changement, la possibilité de l'innovation dans l'organisation sociale. Le Moyen-Age était l'époque de la féodalité, la renaissance l'époque de la monarchie de droit divin, et la révolution industrielle celle de l'Etat Nation. Cela est vrai pour l'Europe, et cette évolution s'est avérée pour les autres continent. Aujourd'hui le contexte a radicalement changé par rapport à celui de la révolution industrielle. N'y a-t-il pas une contradiction effarante à vouloir perpétuer un mode de développement économique et une forme politique issue de cette révolution industrielle, alors que l'environnement est radicalement différent? On pourrait certes objecter que nous avons

vu le Fordisme, le Taylorisme puis le Toyotisme, expression d'une capacité d'adaptation. On aurait raison, mais ce n'est pas d'adaptation dont il semble que nos sociétés aient besoin. Le constat de la misère et des inégalités appelle plutôt à un changement à une conception nouvelle et adaptée à la modernité. Si la construction européenne intégrait un projet de nouvelle économie politique, elle montrerait plus la possibilité de l'alternative que l'exemple à imiter parfaitement.

La conséquence est que l'Union Européenne puisse opposer une méthode à un modèle. Ce dernier est normatif, il tend à dire: "n'innovez pas, imitez puisque vous avez devant vous ce

²¹² Limits to competition p. 116

qu'il y a de mieux." L'implication cachée est que le pays où l'entité qui sert de modèle aura toujours une avance sur ceux qui s'attarde à l'imiter. Cette attitude instaure et perpétue une inégalité dont elle n'envisage pas la résorption. Au niveau international, le pays qui se présente comme modèle a nécessairement une tendance hégémonique, puisqu'il prétend détenir le secret du progrès. Pour toutes ces raisons, le modèle cherche à établir le mythe de "la seule voie possible", seul moyen de s'assurer la domination. Mais dès qu'un pays tente autre chose, s'aventure sur un chemin divergeant alors l'hégémonie est contestée. C'est l'expression d'une révolte, d'un refus de l'inégalité qui se perpétue, d'une exception et de manière ultime d'une remise en cause des fondements du modèle proposé. Pour cette raison les relations entre ex-URSS et USA étaient nécessairement tendues, puisque le bloc socialiste avait mis en place un système rival, et ne s'était pas contenté de l'imaginer et de le rêver. Mais ne nous méprenons pas: le communisme tel qu'il s'est exprimé dans l'histoire se présentait tout autant comme un modèle et avait donc les mêmes prétentions hégémoniques. On notera avec intérêt que les dernières étaient dans les deux cas au nom du Bien de l'Humanité, sans se soucier vraiment de ce que l'Humanité souhaitait pour son bien. La méthode que propose l'éthique est au contraire fondée sur la diversité et sur l'appropriation par les personnes concernées de cette méthode. Il ne s'agit pas de dire "voilà la méthode pour aboutir à un capitalisme éthique", mais plutôt "voilà comment nous nous avons fait pour mettre en œuvre une économie politique alternative". Ainsi, sous-jacent à la notion de capitalisme éthique est la pluralité de formes du capitalisme. Aussi ne convient-il pas de bâtir l'Europe sur le capitalisme éthique, mais de construire l'Europe en intégrant la démarche éthique en permanence, ce qui suppose l'appliquer à l'économie.

Revenons sur la perspective de cette dernière partie. Elle consiste à montrer que ce n'est pas le capitalisme éthique qui est la condition de réalisation optimale de l'unité européenne, mais au contraire la construction européenne qui est l'occasion pour la constitution d'un capitalisme éthique. En ce sens, on pourrait présenter le capitalisme éthique comme une possible économie politique européenne. La construction européenne doit être bien plus vaste, plus ambitieuse que l'élaboration d'une nouvelle économie politique, même si ce seul projet est déjà en soi particulièrement riche de conséquences. L'Europe apparaîtrait donc comme une condition de faisabilité du capitalisme éthique, et cela parce que sa puissance, supposée et réelle' lui donne la possibilité d'explorer de nouvelles voies, de songer à l'hétérodoxie. Elle pourrait être ainsi un appel à l'utopie, à la redécouverte d'idéaux, un plaidoyer pour l'idéologie quand on assène que les idéologies sont des entraves au progrès. Intégrer le capitalisme éthique dans sa construction pourrait aider à établir une plus grande cohérence du projet européen, encore tiraillé entre un libéralisme de type anglo-saxon, et l'héritage de son modèle social-démocrate. Cette cohérence s'éprouvera en premier lieu à l'aune de la capacité européenne à juguler le chômage de masse et à défendre les acquis sociaux. En second lieu, ce sera par son aptitude à répondre aux

aspirations des européens, en constituant un nouveau pacte social fondé sur une identité et une culture européenne. Avec Y. Salesse, "nous retrouvons là l'intérêt général. Il commande de lutter contre le chômage, de développer les droits sociaux, de protéger l'environnement, d'avoir des services publics efficaces dans les secteurs où le marché ne répond pas au besoins, de promouvoir la recherche, d'élaborer des politiques industrielles, d'avoir un poids politique et économique suffisant pour impulser des rapports différents avec "le Sud" etc.. La liste n'est pas exhaustive"²¹³. Avec l'Union Européenne, le vieux continent est en passe de réaliser un vieux fantasme. Il serait dommageable qu'au moment où celui-ci devient réalité, il ne soit pas en adéquation avec les aspirations de ses citoyens.

²¹³ Propositions pour une autre Europe p. 435

CONCLUSION

La conclusion de ce mémoire passe par la réponse à six questions.

Pourquoi une telle place faite à l'économie? Parce que les problèmes essentiels que connaît le monde actuellement sont d'abord d'ordre économique, et que les problèmes politiques concernant les libertés fondamentales ne sont plus aussi significatifs, même s'ils sont loin d'avoir disparu. Parce qu'aussi l'économie est un nouveau lieu de pouvoir qui s'affirme de manière prépondérante, au détriment du politique. Pour donner sa chance à recherche entreprise, il fallait se situer à un niveau possible d'action. Toutefois, s'il demeure nécessaire de considérer ce passage par l'économie comme une étape quasi obligée, l'objectif majeur reste bien sûr l'élargissement au champ du politique.

Pourquoi le capitalisme et non une autre forme d'économie? Parce que cette économie politique tend à être mondiale, à s'imposer dans tous les pays quel que soit l'héritage culturel. Il concerne donc l'ensemble de la planète, ses dysfonctionnements aussi. Il convenait donc de rechercher ce qui fonde la capacité du système capitaliste à s'imposer comme modèle ultime de développement économique et social, et a susciter une telle fascination chez l'homme. N'est-ce pas parce que le capitalisme fait écho à un désir puissant en l'homme, celui du pouvoir et de l'enrichissement, avec lequel il convient de compter.

Pourquoi cette démarche éthique, parmi d'autres? Parce qu'elle nous paraît la plus susceptible d'esquisser une compatibilité entre le capitalisme et la sphère éthique, par le recours à la volonté de puissance et à la responsabilité. Cette démarche essaie de ne pas se caractériser par un ascétisme qui risquerait d'entraîner une répulsion instinctive, mais au contraire par l'exaltation de la puissance de l'homme à vivre davantage, par le dépassement de soi au contact de ses semblables. C'est aussi une voie pour lutter contre la démission des acteurs de la vie sociale face à leur responsabilité, et la volonté de questionner en permanence les évidences.

Pourquoi la problématique du travail? Parce que le travail est aujourd'hui une condition majeure d'existence, et que 58 millions de personnes en Europe, et plus de 1,8 milliards dans le monde, sont en situation précaire. Parce qu'aussi le travail se décline en conditions de travail et en temps libre. Cette double articulation est fondamentale qui lie le travail aux conditions de vie et à la qualité de la vie. Une réflexion sur de nouvelles conceptions du travail, et donc de nouvelles organisations appelle la remise en cause de nos civilisations du travail, au profit d'une société où chacun aurait plus de liberté de définir l'orientation de sa vie. Repenser le travail contribue à repenser la société de loisirs en termes moins péjoratifs et décadents.

Pourquoi l'Europe? Parce qu'elle est en construction, et donc encore en dynamique, et qu'elle comporte la promesse de changement. Même si elle s'engage sur une voie, jusqu'à

présent très orthodoxe, la possibilité qu'elle mette, un jour, en œuvre une véritable innovation économique et politique est exaltante. Perspective d'autant plus exaltante que le communisme s'est effondré sur ses propres principes, et que le capitalisme traditionnel est confronté à une perte de légitimité. L'Europe peut alors apparaître comme la condition de réalisation de cette "troisième voie" tant recherchée. En même temps qu'une nouvelle conception économique, elle est susceptible de promouvoir un renouveau démocratique, pour peu que le débat européen soit généralisé par les media et les discours politiques, pour que se constitue une véritable identité européenne.

Et enfin, pourquoi le "capitalisme éthique"? Parce que l'association des termes surprend, choque même. Parce qu'il est susceptible de créer une interrogation chez des personnes qui ne souhaitaient pas envisager l'évolution du capitalisme sous cet angle. Il est vrai que l'expression ne permet pas d'entrevoir de prime abord ce qu'elle recoupe, tant les deux termes en présence sont polémiques et contradictoires. Mais l'association permet peut-être de les extraire de cet état. Elle est volontairement provocatrice pour susciter le débat, qui est au cœur de la démarche éthique. L'objectif est de montrer que cette association n'est pas nécessairement un jeu spéculatif et conceptuel, mais au contraire une voie nécessaire pour envisager toute action. Et si l'utopie est présente au cœur de cette expression, sa mise en œuvre peut néanmoins devenir un objectif réel. Il faut pour cela trouver les relais nécessaires, et l'Europe peut en être un. Mettre en œuvre ce projet au sein de la construction européenne est à coup sûr un défi exaltant et un objectif collectif enthousiasmant.

BIBLIOGRAPHIE

- | | | |
|------------------------|--------|---|
| *ARISTOTE | | <i>La Politique</i> , Vrin 1995, Paris |
| *ARISTOTE | | <i>Ethique à Nicomaque</i> , Vrin 1990, Paris |
| *BARRERE A. | (1991) | <i>L'enjeu des changement</i> Erès, Toulouse |
| *BEDARIDA F. | (1990) | <i>La société anglaise du milieu du XIXè à nos jours</i> , Seuil, Paris |
| *BERTHELOT J. | (1997) | "La CIG et les changements institutionnels nécessaires pour une Europe plus solidaire aux plans interne et externe". |
| *BERTHELOT J. | (1997) | "La complexité du pilotage des économies dans les dynamiques de la mondialisation et de l'intégration européenne: vers quelles solidarités?", conférence internationale franco-russe sur la Dynamique des systèmes complexes. |
| *BURDEAU G. | (1979) | <i>Le libéralisme</i> , Seuil, Paris |
| *CAILLEY B. | (1993) | <i>L'entreprise entre performance économique et performance sociale</i> |
| *FALISE M. | (1993) | "Plate-forme pour un monde responsable et solidaire" |
| *FALISE M. | (1992) | <i>Repères pour une éthique d'entreprise</i> , Centre d'Ethique Contemporaine |
| *FALISE M. | (1995) | "Quelle place pour une éthique au sein d'une économie de marché?", Congrès des Economistes de Langue Française |
| *FALISE M. | (1985) | <i>Une pratique chrétienne de l'économie</i> , Centurion, |
| *FALISE M. | (1993) | <i>Economie et foi</i> , Centurion, Paris |
| *HEN C.,
LEONARD J. | (1998) | <i>L'union européenne</i> , La Découverte, Paris |

- *HOTTOIS G. (1985) *Le signe et la technique*
- *LARROUTURU P. (1995) *Du temps pour vivre*, Flammarion, Paris
- *LEVI-STRAUSS (1952) *Race et Histoire*, Gonthier, Unesco 1961,
- *MARX K. (1867) *Le Capital*, Livre I sections 1 à 4, Flammarion, 1985, Paris
- *MARX K. (1849) *Travail, salaire et capital*, éd. en langues étrangères 1966, Pékin
- *NIETZSCHE F. (1888) *Ecce Homo*, Folio 1996, La Flèche
- *NIETZSCHE F. (1874) *Considérations inactuelles I et II*, Gallimard, 1990, Paris
- *NIETZSCHE F. (1888) *La Volonté de puissance*, Gallimard, 1995, Paris
- *RAWLS J. (1971) *Théorie de la justice*, Seuil, 1987, Paris
- *RICARDO D. (1821) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* Flammarion 1992, Paris
- *RIFKIN J. (1995) *La fin du travail*, La Découverte, 1996, Paris
- *ROUSSEAU J.J. (1762) *Du contrat social*, Flammarion, 1966, Paris
- *ROUSSEAU J.J. (1755) *Sur l'économie politique*, Flammarion 1990, Paris
- *ROUSSEAU J.J. (1754) *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, Flammarion, 1992, Paris
- *SALESSE Y. (1997) *Proposition pour une autre Europe*, Félin, 1997,
- *SMITH A. (1759) *Théorie des sentiments moraux*, Aujourd'hui 1982, Paris
- *SMITH A. (1776) *La richesse des nations*, Flammarion 1991, Paris
- *SPINOZA de B. *Oeuvres complètes*, La pléiade 1992, Paris
- *TENZER N. (1997) *Le tombeau de Machiavel*, Flammarion, Paris
- *THIERRY D. (1994) *L'entreprise face à la question de l'emploi*
- *WEBER M. (1893) *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1964

- | | |
|--|---|
| *Gulbenkian Foundation (the) | <i>Limits to competition</i> , 1993 |
| *Cahiers français | Histoire de la pensée économique (n°280)
Nouvelles théories économiques (n°270)
L'Europe économique |
| *Appel des économistes pour sortir de la pensée unique | <i>Pour un nouveau plein-emploi</i> , La découverte et Syros 1997, Paris |
| *Institut supérieur de recherche pour l'Europe | <i>Une monnaie unique pour quelle Europe</i> , actes du colloque, conférences du 14 au 5 avril |
| *Annuaire statistique 1996 de l'Union Européenne | |